

L'INFORMATION
A LA TÉLÉVISION

- Mutation d'un présentateur d'Antenne 2.
- Officiel d'attente dans les rédactions.

LIBRE PAGE 23

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 5,00 dir ; Tunisie, 200 ml ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 15 sch ; Belgique, 25 fr ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 80 pes ; Grèce, 40 dr ; Israël, 20 NIS ; Italie, 1.000 L ; Liban, 500 P ; Luxembourg, 25 F ; Norvège, 5,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 200 esc ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 6,00 kr ; Suisse, 1,40 fr S.F. ; Tchad, 200 CFA ; Togo, 200 CFA ; Turquie, 200 L.

Tarif des abonnements page 10
A. RUE DES ITALIENS
75457 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 01 43 30 72
C.C.P. 6297 - 25 PARIS
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Un invité pour raison d'État

Les retrouvailles franco-guinéennes, que consacre la visite officielle en France de M. Sekou Touré, ont un sérieux goût de cendre. Pour une opinion internationale envers laquelle il s'est lui-même composé une sinistre image, le président de la République de Guinée dispute à quelques-uns de ses anciens pairs africains, dont l'ancien empereur Bokassa du Centrafrique, la palme peu enviable de la dictature africaine la plus répressive. Plus de deux millions de ses compatriotes — soit un Guinéen sur trois — vivent hors des frontières nationales. Ce véritable « vote par les pieds », selon l'expression imagée qu'emploient les Guinéens, prend valeur de contre-plébiscite. Aussi la visite de M. Sekou Touré irrite-t-elle les responsables de la politique africaine du parti socialiste, qui ne cherchent pas à dissimuler leur hostilité à l'encontre de l'homme de la France. Il est évident que M. François Mitterrand lui-même, pour lequel la raison d'État ne saurait justifier, est pour le moins mal à l'aise.

Après avoir reçu à Conakry avec un éclat exceptionnel le président Valéry Giscard d'Estaing, qui n'avait pas répugné à lui rendre visite en décembre 1978, M. Sekou Touré avait droit, à son tour, à une invitation officielle en France. Cela est conforme aux règles de courtoisie qui président aux rapports entre États. Au demeurant, dans les grandes instances internationales, le président guinéen agit, depuis quelques années du moins, comme un allié.

La Guinée apparaît comme un partenaire non négligeable pour une ancienne métropole qui subit de plein fouet les effets de la crise économique et financière mondiale. Le C.N.P.F. figure au centre des entretiens franco-guinéens, et on lui prête l'intention d'envoyer à Conakry dans quelques semaines une importante mission d'hommes d'affaires. Cependant, au-delà des préoccupations purement commerciales, se profilent aussi des intérêts à la fois culturels et linguistiques, liés à l'appartenance de l'ancienne colonie au vaste monde de la francophonie.

Pays voisins, ayant comme la Guinée elle-même connu un régime administratif commun au sein de l'ancienne fédération d'Afrique occidentale française, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire appellent de tous leurs vœux une authentique réconciliation franco-guinéenne. A Dakar comme à Abidjan, on ne voit que des avantages à une réelle rentrée de Conakry au sein de la grande famille africaine francophone. Dans les capitales de l'Afrique anciennement française comme à Paris même, on n'ignore pas le poids actuel de la Guinée au sein de la Conférence islamique et le rôle international que pourrait jouer le chef de l'État guinéen si, comme prévu, il est l'année prochaine porté à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine.

Quant à M. Mitterrand, qui s'est rendu pour la dernière fois, à titre privé, en Guinée en 1972, il se souvient qu'il put, au terme de difficiles discussions, obtenir à cette occasion la remise en liberté de trois ressortissants français. Sans prétendre s'ingérer dans les affaires intérieures guinéennes, sans doute le président de la République cherchera-t-il, une nouvelle fois, à convaincre son hôte de la nécessité de tenir plus étroitement compte des droits de l'homme s'il veut vraiment aboutir à un renforcement de la coopération franco-guinéenne.

(Lire nos informations page 8.)

LIBAN

Les troupes israéliennes contrôlent plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest

M. Cheysson fait une brève visite dans la capitale libanaise

Malgré un cessez-le-feu unilatéral proclamé par le haut commandement militaire à Jérusalem, à partir de 5 h GMT ce jeudi 16 septembre, des informations concordantes indiquent, au fin de matinée, que les blindés israéliens continuent à avancer dans plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest, dont la moitié est désormais sous le contrôle des troupes du général Shabara.

Les blindés — nous signale notre correspondant — avaient atteint à 11 heures (heure de Paris) l'hôtel Carlton et l'université américaine et remontaient par la rue Sadate vers le quartier commercial de Hamra. La Banque centrale du Liban, située au centre de la ville, aurait été atteinte de plein fouet par des obus et les dégâts seraient importants.

Selon la radio d'État, les soldats israéliens camperaient aux portes de l'ambassade de France. Les milices de gauche continuent à résister, mais ont dû battre en retraite sur plusieurs points.

Jérusalem. — Avec la mort de Bechir Gemayel, le gouvernement Begin a perdu un allié précieux. Bien que relativement déçu par ses derniers temps — mais il n'a pas perdu l'occasion de prendre le contrôle de l'ensemble de la capitale libanaise, ce qu'il n'avait pas pu ou pas voulu faire depuis le début du siège de Beyrouth il y a trois mois. C'est ainsi que l'on présente la situation dans les milieux de l'opposition israélienne où l'on dénonce vivement l'initiative prise par MM. Begin et Shabara en soulignant qu'ils confirment ce dont l'acoustique des adversaires, c'est-à-dire qu'il s'agit de « rôles de « perdant » du Liban et du Proche-Orient.

La décision de faire entrer les troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest a été prise très rapidement dans la nuit du 14 au 15 septembre par M. Begin sur le conseil du ministre de la Défense. Cela a provoqué des questions inévitables non seulement de l'opposition mais aussi au sein de la coalition gouvernementale, car une fois de plus on reproche aux deux hommes de prendre seuls des décisions importantes pour lesquelles l'ensemble du gouvernement est censé être co-responsable. « Un accident s'est produit », se seraient exclamés certains ministres selon le journal Haaretz. M. Shabara est encore soupçonné comme il l'avait été à plusieurs reprises au début de la guerre, d'avoir une influence déterminante et de forcer par des faits accomplis la politique gouvernementale.

Officiellement, l'avance des troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest est considérée comme une opération « limitée », une mesure de précaution pour éviter des « troubles graves » parce que seule, dit-on à Jérusalem, l'armée israélienne peut assurer l'ordre au Liban. On prétend qu'il s'agit d'empêcher les miliciens de la gauche libanaise et les « terroristes », qui ont réussi à rester à Beyrouth après l'évacuation de l'O.L.P., de profiter du vide créé par la disparition du président élu. De source militaire, on indi-

Parallèlement à l'offensive terrestre, des escadrilles de l'aviation israélienne survolent à basse altitude la capitale libanaise, sans toutefois lâcher de bombes. Toutes les villes et les localités du Liban-Sud ont été placées dès mercredi sous le régime du couvre-feu, décrété par les autorités d'occupation.

Les funérailles de Bechir Gemayel ont illustré l'unité nationale retrouvée au Liban. Les représentants de toutes les communautés musulmanes et chrétiennes, ceux du Mouvement national libanais, y compris le parti communiste, ont tenu à rendre un dernier hommage au leader phalangiste.

M. Cheysson, d'autre part, est arrivé ce jeudi 16 septembre, au fin de matinée, à Beyrouth, pour renouveler, à la demande de M. Mitterrand, les condoléances de la France au président Sarkis et au premier ministre libanais, M. Wazzan, et réaffirmer sa fidélité et sa solidarité. M. Cheysson devait regagner Paris ce jeudi soir.

Jours, solidement armés, dans le secteur occidental de la capitale libanaise.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

IRAN

M. Ghotbzadeh, ancien ministre des affaires étrangères a été fusillé pour « complot »

Tandis que les groupes d'Iraniens en exil, notamment les Moudjahidin du peuple, ne cessent de faire état de la persistance d'une répression féroce dans leur pays, M. Sadegh Ghotbzadeh, ancien ministre iranien des affaires étrangères (1979-1980), a été exécuté à Téhéran dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 septembre.

L'ancien militant révolutionnaire, accusé d'avoir participé à un « complot » contre le régime islamique, avait été arrêté en avril. Le tribunal militaire révolutionnaire qui l'avait jugé en août avait « ajourné » son verdict. Cela avait laissé penser qu'il pourrait sauver sa tête, réclamée à cor et à cri par le sanguinaire ayatollah Sadegh Khalkhali, ancien juge islamique titérent. D'autre part, le cas des douze « complices » de M. Ghotbzadeh avait été disjoint du sien.

Finalement, la Cour suprême de justice a ratifié la peine capitale décidée par le tribunal, puisqu'elle était « prononcée en se référant aux textes religieux et aux sermons authentiques ». D'après l'agence iranienne de presse, l'ancien chef de la diplomatie de Téhéran « avait reconnu avoir participé avec un groupe monarchiste, comprenant notamment des officiers, à une conspiration en vue de renverser la République islamique ».

Pour qui tente de comprendre la nature du pouvoir iranien et donc de la répression à laquelle il s'est condamné, l'exécution de Sadegh Ghotbzadeh est, à bien des égards,

riche d'enseignements. Ne tolérant ni l'opposition politique ni la plus légère infraction à ses normes, la révolution ne supporte en fait ni les adversaires ni les individus.

Fidèle parmi les fidèles, celui qui fut longtemps un des hommes de confiance de l'imam Khomeiny aura été, à son tour, après tant d'autres, broyé par l'implacable justice de la République islamique.

Pour ceux qui l'ont connu à Paris, où il a longtemps vécu en exil en raison de son opposition au régime du chah, et qui l'ont retrouvé à Téhéran après la victoire des religieux, en février 1979, ce personnage énigmatique et dénotant apparaît, souvent, comme un homme aventureux, courageux parfois jusqu'à l'inconscience, qui pouvait être aussi éduquant que brutal. M. Mahdi Bazargan, premier ministre de l'imam Khomeiny, qui le connaissait bien, lui reprochait d'être « individualiste et autoritaire à l'excès ».

De toute façon, cet homme grand, massif, énergique, qui avait incontestablement une forte personnalité et tenait à son franc-parler, ne pouvait guère faire bon ménage avec la clique des religieux auxquels il reprochait d'avoir monopolisé le pouvoir.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 5.)

● PAGE 8

LA
« FORGE TRANQUILLE »
A L'ASSAUT
DE LA SUÈDE
Le début d'une enquête
d'ALAIN DEBOVE

L'application du plan de redressement

- Allégement des pressions sur le franc
- Accueil favorable du patronat à l'assouplissement de la taxation de l'outil de travail
- Maintien du pouvoir d'achat pour les très bas salaires

Défense du franc, lutte contre l'inflation, redressement du commerce extérieur : les grands axes de la nouvelle politique économique ont été réaffirmés, mercredi 15 septembre, au conseil des ministres.

Les marchés des changes ont réagi favorablement à l'ouverture d'une ligne de crédit de 4 milliards de dollars au bénéfice de la France. Le raffermissement de notre monnaie a toutefois été modéré, le cours du deutschemark revenant de 2,3325 F à 2,3250 F.

Pour sa part, le patronat a accueilli avec satisfaction l'assouplissement de la taxation de l'outil de travail que le C.N.P.F. considère comme une « victoire ».

D'autre part, M. Pierre Mauroy vient de préciser ses directives pour la sortie du blocage des salaires dans le secteur public et nationalisé. Seul le pouvoir d'achat des très bas salaires devrait être maintenu en 1982 avec une nouvelle revalorisation du SMIC au 1^{er} novembre.

Enfin, en août, le chômage a continué d'augmenter, mais à un rythme plus faible qu'il y a un an (+ 11,8 % d'août 1981 à août 1982, au lieu de + 26,3 % l'année précédente).

● Lire pages 28 à 29 nos informations et l'article d'ALAIN VERNHOLES : « Quitte ou double ».

Les limites de l'épure

par ANDRÉ FONTAINE

Le commerce extérieur qui s'enforce, l'or et le dollar qui s'envalent et la police qui s'en mêle avec le saï d'Arabie : cette rentrée ne ressemble guère à la précédente, encore toute baignée de l'euphorisme parifum de l'état de grâce. La faune à qui Pierre Mauroy a répondu, au Club de la presse : à l'affreux héritage de nos affreux devanciers, et à la non moins affreuse conjoncture internationale.

Il y a beaucoup de vrai dans ce que dit le premier ministre. Il

oublie tout de même que, sans les confortables réserves de change à lui léguées par Raymond Barre, il aurait dû, depuis belle lurette, servir de quelques arènes de plus la ceinture des Français. Et que la gauche ne s'était pas fait fante, quand elle était dans l'opposition, de reprocher à la majorité d'ailleurs de se servir de la crise mondiale comme d'un alibi pour ses propres erreurs.

Des erreurs, tout le monde en commet, et il est enfantin de vouloir les nier. Si le chef du gouvernement, pur produit de la gauche, avait, comme celui de l'État, suivi l'enseignement des bons Pères, il en aurait retenu que l'on ne sort pas de l'état de grâce par la faune des satires. Mais par la sienne propre : en péchant gravement. Mais si, en bonne doctrine, l'Eglise catholique se veut terrible au péché, elle entend être indulgente au pécheur — en principe, du moins, car Dieu

sait combien, au cours des âges, elle a torturé ou brisé de présomptueux pécheurs. Le coupable, s'il avoue, a donc droit, à première vue, à la compréhension. D'autant plus que, dans le cas d'espèce, ceux des candidats à la succession dont les talents ont déjà été mis à l'épreuve de sont sans péchés. Loin de là : ceux qu'ils ont commis rassemblent même, bien souvent, à ceux des dirigeants d'aujourd'hui.

(Lire la suite page 2.)

Les mystères de Rome

Dominique Fernandez

Dans la main de l'ange

roman

« Avec « Dans la main de l'ange », le roman français renoue avec la clarté, pour raconter une histoire, une vie. »

Jean-Noël Schifano/
L'Express

« Ces 450 pages sont trop courtes. »

Jean Clémentin/
Le Canard enchaîné



GRASSET

AU JOUR LE JOUR

Refrain

Le professeur Mauroy, qui voit la vie en rose, a répondu à M. Rocard, pur esprit de pessimisme, l'ébauche de plan dont celui-ci est l'auteur.

« Il est minuit, docteur Coué », murmure l'élève bouddhiste. « Vouloir, c'est pouvoir », réplique le maître, sous deux scrutants Thorion de... 1984.

L'avenir les départagera (trop tard). Chantons, en attendant ces lendemains : « Ah ! qu'il est doux de ne rien craindre quand tout s'agit autour de vous ! »

BRUNO FRAPPAT.

MAGHREB D'AUJOURD'HUI

Des romanciers témoignent

Cinq écrivains du Maghreb, confirmés ou qui méritent de l'être, et cinq témoignages sur les déchirements que vivent aujourd'hui les hommes et les femmes d'Algérie en particulier. Traduits de l'arabe par l'auteur lui-même, ou directement écrits en français, les romans de Rachid Boudjedra, de Driss Chraïbi, d'Abdelatif Laabi, de Rachid Mamioun ou de Leïla Sebbar ont à des degrés divers la même violence tragique.

Pessimisme ? Lucidité plutôt. Comment forger une âme et une volonté communes à un peuple — algérien, — écartelé entre le berbère, l'arabe et le français (et en fait entre le berbère, l'arabe et le français) ? Entre le Coran et la prison du modernisme ? Entre la vie tribale

millénaire et le socialisme bureaucratique ? Entre la terre natale et l'inductible émigration ?

Que signifie aujourd'hui d'être un Algérien ou un Marocain au Maghreb, ou de l'être en France ?

A de telles tensions historiques répondent, et c'est sans doute la loi fondamentale de l'histoire des lettres, des œuvres belles et fortes à des degrés divers. Si le roman de Rachid Mamioun, le Fleuve détourné, nous a paru d'une densité exceptionnelle, aucun des autres ne laisse indifférent. — J. C.

(Lire pages 13 et 18 du « Monde des livres » les articles de J. CELLARD, B. POIROT-DELPECH, G. ROLIN et TAHAR BEN JELLOUN.)

DÉJETER A L'EN
discuté avec un groupe
conflit israélo-palestien

elle

STAGES
LOUÏSE DUBOIS
1982-1983
104 00 35

BMW 315
076 F*
BMW.

BMW 315
076 F*
BMW.

Le Monde

idées

Pouvoir et crise

Le pouvoir fait face à une crise qui le dépasse : cette constatation, rappelle André Fontaine, ne s'impose pas seulement à propos de la France : à crise mondiale, comment imaginer des solutions valables qui ne soient pas mondiales ? Mais la crise a aussi des caractéristiques spécifiques françaises. Pierre Angoulvent met en cause les comportements d'une technocratie dirigeante coupée de la base, tandis que Jean Bastaire dénonce le refus de faire passer le bien commun avant l'intérêt catégoriel.

Les limites de l'épuration

(Suite de la première page.)

Ainsi le principal : la présomption. Il est bien explicable. Comment, aux yeux de qui brûlent depuis longtemps du désir de faire la preuve de ses talents et de la pertinence de ses idées, la victoire électorale n'apparaîtrait-elle pas comme une sorte d'onction sacrée ? Quand les citoyens lui préféreraient un concurrent, il allait de soi qu'ils se trompaient. Mais s'ils l'ont choisi, lui, n'est-ce pas la preuve par soi qu'il est le meilleur ? Ecartés les incapables et les salopards, on va voir ce qu'on va voir.

Ne lui jetons pas trop vite la pierre. Qui, ayant été désigné pour occuper de hautes fonctions, peut se vanter de n'avoir jamais été saisi par le vertige ? Les socialistes y étaient d'autant plus exposés qu'un quart de siècle passé dans l'opposition les condamnait à l'insécurité, et que leur philosophie optimiste nourrissait aisément chez eux une vue un peu naïve de la nature humaine. Mais le discours de V.G.E., au lendemain de son élection, ne montrait-il pas à l'évidence qu'il croyait lui aussi, comme on dit familièrement, que c'était arrivé ? N'a-t-il pas, tout au long de son septennat, constamment survolé ses chances de parvenir à ses fins, qu'il s'agisse du redressement économique ou de la politique internationale ? Que ferait Jacques Chirac s'il n'était à son tour à la tête de l'Etat, lui qui vend la peau de l'ours, depuis quinze jours, avec tant d'assurance ? Et Georges Marchais, dont Philippe Robieux ne craint pas d'évoquer, dans son dernier livre (1), la « susceptibilité à fleur de peau » et la « vanité » ?

Un autre communisme, Anicet Le Pors, vient de déclarer à *Libération* : « Le succès de mai 1981 a été pour moi une volonté de changement, mais aussi par une quantité d'illusions qui sont tenaces dans la manière des Français de faire de la politique. A savoir qu'il suffirait de voter un jour pour la gauche, comme on dit, et puis, par une sorte d'opération magique, la plupart des problèmes devraient trouver, et très rapidement, leur solution ».

On n'a pas jusqu'à dire que les campagnes électorales de la gauche, depuis 1973, n'avaient pas contribué à entretenir ces « illusions » ni que nombre des dirigeants actuels ne les avaient pas, peu ou prou, partagées. Reste que l'épreuve véritable de sa capacité à gouverner est fournie pour un gouvernement par la manière dont il réagit au choc avec une « réalité » nécessairement différente de l'idée qu'il s'en faisait. Car la tentation est forte de la corriger, plutôt que de s'y soumettre.

« Lorsqu'on ne peut effacer ses erreurs », écrivait Chateaubriand dans *l'Exécution du duc d'Enghien*, on les divinise ; on fait un dogme de ses torts ; on change en religion des sottises, et l'on se croit apostat de renoncer au culte de ses iniquités. »

Du « dogme » au dogmatisme, la route est familière. Pour quiconque détient une parcelle de pouvoir, ne fût-il qu'intellectuel, c'est une

menace redoutable, née de l'orgueil qui pousse à se croire infallible. Chacun a sa logique, qui lui paraît impeccable et qui l'incite à ne pas tenir suffisamment compte des éléments de fait qui peuvent la contredire. Celle de Valéry Giscard d'Estaing et de Raymond Barre les conduisant à faire l'impasse sur le chômage. Celle de la gauche au pouvoir, jusqu'en juin dernier, négligeant, en dépit du terrible précédent chilien, l'effet d'une relance par la consommation sur les échanges extérieurs, et donc sur la monnaie. Mais qu'avait donc fait Jacques Chirac, avant de devoir quitter Matignon ? La même chose, non ?

Chacun sa logique

De part et d'autre, surtout lorsque l'on est dans l'opposition ou lorsque l'on vient d'arriver au pouvoir, on croit trop qu'il « n'y a qu'à ». Car, une fois qu'on est en place depuis quelque temps, on est bien obligé de constater que rien n'est simple. Que tout coûte beaucoup plus cher et prend beaucoup plus de temps qu'on ne s'y attendait. Quand ce ne serait que parce que la plus forte de toutes les forces, comme Lénine l'avait si justement noté, est la force d'inertie. D'autant plus, dans le cas particulier des Français, qu'ils ont le conservatisme, concurremment antagoniquement ses forces, et que leur hostilité aux privilèges est unanime, il va sans dire qu'elle ne vise que ceux des autres, ceux dont ils bénéficient eux-mêmes leur paraissant, de toute évidence, n'être qu'un dû. De toute façon, deux éléments, à quoi un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut rien, viennent, quelle que soit sa politique, concurremment antagoniquement ses forces, et que leur hostilité aux privilèges est unanime, il va sans dire qu'elle ne vise que ceux des autres, ceux dont ils bénéficient eux-mêmes leur paraissant, de toute évidence, n'être qu'un dû. De toute façon, deux éléments, à quoi un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut rien, viennent, quelle que soit sa politique, concurremment antagoniquement ses forces, et que leur hostilité aux privilèges est unanime, il va sans dire qu'elle ne vise que ceux des autres, ceux dont ils bénéficient eux-mêmes leur paraissant, de toute évidence, n'être qu'un dû.

Le système démocratique : lorsque l'on a fait le tour de toutes les formes de gouvernement, force est de reconnaître que c'est la seule qui limite la tendance naturelle du pouvoir à abuser... de son pouvoir. La seule qui protège le citoyen contre l'arbitraire. La contrepartie, à défaut d'un civisme qui n'est, hélas, plus de saison, c'est la difficulté, pour le gouvernement, d'aller jusqu'au bout de sa politique. Car il ne peut agir sans qu'une partie au moins de la nation en paie le prix : en efforts ou en argent, peu importe.

Pendant un temps, il peut persuader certaines couches sociales de supporter le fardeau principal, ou les y contraindre : mais il vient un moment où les couches en question réagissent et finissent par le mettre en échec. Il y a toujours quelque élection à l'horizon, et d'une manière générale, de nos jours, les consultations populaires ne sont guère favorables aux sortants. Ce qui explique, par exemple, que les Américains, qui étaient gouvernés à gauche, et les Français, qui l'étaient à droite, aient voté à quelques mois de distance, les premiers à droite et les autres à gauche. De même aujourd'hui l'Allemagne s'apprête-t-elle à virer à droite et l'Espagne à

gauche. On vote contre, par les temps qui courent, beaucoup plus que pour. Le *Wall Street Journal* va jusqu'à parler, à propos de la consultation qui va se dérouler en Suède, d'une « anti-élection ».

Mais il n'y a pas que les élections générales. Il y a aussi les partielles, et les sondages. Et les milles et une manifestations du droit de grève, qu'il soit exercé par les salariés ou par les porteurs de capitaux.

L'environnement international : quand il y a dépendance financière, la marge de décision d'un Etat est bien faible. Pour contraindre la Grande-Bretagne à mettre fin à l'expédition de Suez, en 1956, les Etats-Unis se sont contentés de vendre de la livre sterling. Les présidents du conseil de la IV^e République ont dû, pour la plupart, solliciter l'investiture du Trésor américain après celle de l'Assemblée nationale. De Gaulle, lorsqu'il est revenu au pouvoir, s'est donné pour premier objectif l'assainissement des dépenses publiques. Grâce à quoi, pendant des années, il a pu s'opposer, pratiquement sur la Terre entière, à la politique américaine, jusqu'à ce mois de mai 1968 qui a fait disparaître en fumée les masses de devises précédemment accumulées. L'autarcie étant impossible pour un pays qui importe les deux tiers de sa consommation d'énergie, il va de soi, il aurait dû aller de soi depuis toujours, que la défense de la monnaie et l'équilibre du commerce extérieur passent avant toute autre considération.

Ces aspects des choses sont heureusement de mieux en mieux compris. Mais il y en a d'autres, auxquels le président de la République, tout le monde le sait, est sensible, mais dont il n'a pas encore tiré toutes les conséquences, c'est que la crise frappe désormais tous les pays, quelle que soit la politique menée pour essayer de la contenir - on n'ose plus dire de la conjurer. Un savant professeur de Cambridge, Jonathan Steinberg, a pu écrire, dans le *Financial Times* du 7 septembre : « Les gouvernements perdent les quinze années qui viennent vont faire des promesses qu'ils ne pourront tenir et en seront punis. Il est manifeste qu'aucun gouvernement, où que ce soit, n'a le moindre espoir de ce qu'il faudrait faire pour sortir de l'actuelle stagnation » (le mélange de stagnation et d'inflation que notre belle époque a inventé).

De gauche à droite, aucun n'échappe à la règle, pour cette raison simple, qu'on ne se lassera pas de répéter, qu'il n'y a pas de solution nationale concevable, mais seulement des palliatifs, à une crise dont la nature est fondamentalement mondiale. Tant qu'on n'aura pas pris résolument en compte cette évidence et qu'on n'en aura pas tiré les conséquences pour l'action, les gouvernements ne feront que gêner, tant bien que mal, le déclin.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Philippe Robieux, *Histoire intérieure du socialisme*, tome III, 1972-1982, Fayard, 1982.

Les monarchies de la Cinquième

par PIERRE-ANGOULENT (*)

A U moment où le changement et l'adaptation nécessaires à la vie moderne entrent sur une voie irréversible, il importe de définir avec précision les fondements de la réforme qui doit, pour être efficace et bien perçue de l'ensemble de la nation, toucher les différentes catégories socio-professionnelles, certes, mais aussi la classe politique au sens large du terme.

La lecture des nombreux rapports et comptes rendus publiés ces dernières années peut laisser supposer que certaines idées, principes, pensées d'idées nouvelles, concentrent volontairement, leurs forces créatrices sur un seul objectif : l'entreprise. Elles espèrent ainsi d'un même coup mériter la reconnaissance des Français et conserver, en les laissant dans l'ombre, des privilèges accumulés depuis plusieurs décennies.

La remise en cause systématique des valeurs morales et humaines, engagée par l'ensemble des formations politiques en présence, dans le but d'accroître seulement le nombre de leurs partisans, donne lieu, par un jeu de surenchère démagogique, à une stratification négative de la société française.

L'abandon de l'esprit cardénien, maintenant frappé d'obsolescence, au profit de l'approche pluridisciplinaire qui vise à la découverte rapide d'une équilibre d'ailleurs toujours inaccessible au plus grand nombre, introduit à première vue un confort intellectuel et matériel du meilleur effet mais qui ne masque pas les conséquences néfastes qui résulteront, à moyen terme, du choix de ces nouveaux paradigmes.

Partant de là, on comprend mieux pourquoi les textes de loi sont si facilement piégés en dehors des réalités dont ils convoient le cadre.

Au risque de déplaire à certains intellectuels à la recherche de concepts paradoxaux dont le simple énoncé leur donne l'impression de faire l'actualité, je ne crains que quelques exemples :

La problématique du chômage, qu'elle soit globale ou sectorielle, peut-elle être raisonnablement définie et formulée au niveau de la décision par des fonctionnaires technocrates dont le statut leur permet d'ignorer totalement ce fléau puisqu'ils n'encourent, dans leurs activités professionnelles, aucune sanction autre que purement formelle, même pour incapacité manifeste, et restent, quel qu'il arrive, protégés de façon surabondante contre tout élan de conjoncture ?

Les inégalités sociales peuvent-elles être un thème de discussion pour ces mêmes hommes, défenseurs acharnés de la centralisation du pouvoir étatique à leur profit, et

dont les rémunérations comportent souvent de substantiels avantages inhérents à leurs fonctions, et hors des données normales de contrôle auxquelles sont soumis les citoyens ordinaires ?

Il en va de même des réformes en matière de sécurité sociale et de retraite, qui peuvent, à tort être technocratiquement présentées par telle personnalité politique en place ou tel technocrate fonctionnaire, tous deux assujettis à des régimes particuliers qu'ils se gardent bien d'intégrer à leurs programmes d'ensemble.

Enfin, on peut aussi s'interroger, au nom d'une certaine justice sociale, des incursions faites par des « services » généralement provinciaux de la haute administration, sur des questions politiques du plus haut intérêt, à la tête d'entreprises la plupart du temps de grandes dimensions, donc à incidence déterminante sur l'emploi.

Sans autre pitié que de retrouver sécurité et respectabilité dans leurs corps d'origine, ils ne sont souvent que des novateurs aussi brillants qu'irréalistes. Ils bénéficient pourtant à encore, si leur incompréhension les fait rejeter, de leurs prérogatives de haute fonctionnaires et de surcroît, des lois sociales - indemnités de licenciement entre autres - primitivement instituées pour la citoyen non salarié, qui a, en ce qui le concerne et lorsqu'il subit le même sort, à retrouver un nouvel emploi par lui-même et à surmonter dans bien des cas le désespoir et les soucis matériels de tous ordres.

Ainsi en mesure de conserver un équilibre relatif à l'égard des difficultés rencontrées par les travailleurs du secteur privé dans leur ensemble, cette classe dirigeante, de quelque origine politique qu'elle provienne, projette de façon continue les scores gratuits d'une fausse démocratie dans l'espoir de protéger son hégémonie.

L'isolement politique dans lequel la France a été placée par la Cinquième République et dont elle supporte tous les jours le charge, procède de ce mathématisme oligarchique des institutions.

A ces modèles humains, découverts parfois toujours insensibles, la nation, trompée et conduite sur une voie qui lui est imposée, ne sait réagir. Il est temps pour elle de prendre conscience de ses faiblesses.

La réforme de l'entreprise est sans doute à faire, mais elle doit s'accompagner de celle des organes politiques et de leurs règles de fonctionnement - et surtout de celle d'une administration tertiaire et excessive dirigée.

Les nouveaux monarches, membres ou misés dominés d'états-majors politiques puisque leur carrière en dépend, devront descendre de leur piédestal, se rapprocher du contribuable français qui les fait vivre et tenir plus grand compte des doléances de leurs administrés et des iniquités de leurs administrations comme ils savent le requérir des dirigeants d'entreprises non publiques. Cogestion ou surveillance dans l'entreprise, peut-être ? Mais alors aussi cogestion et surveillance dans les instances politiques, gouvernementales et administratives.

Ainsi seulement sera mis en échec le refus de l'état de droit qui ronge notre société. Alors seulement l'instinct créateur pourra à nouveau donner en France sa mesure, libéré des réglementations oppressives actuellement en vigueur et hommes et femmes retrouver un comportement plus altruiste et moins agressif par un partage plus juste des risques, des responsabilités et des richesses produites.

(*) Editeur.

Lutte des classes et civisme

par JEAN BASTAIRE (*)

Par esprit de système, goût de la revanche et manichéisme, le socialisme a élargi la faille et consommé la rupture qu'avait introduite dans les relations humaines le capitalisme.

En refusant de reconnaître l'antériorité du bien commun sur la divergence des intérêts socio-professionnels, les deux ennemis ont détruit ensemble la cité, seule réalité proprement politique.

Le totalitarisme moderne a là une de ses plus profondes racines. Quand on brise le lien par excellence de la société, on obtient les deux tronçons antagonistes du capitalisme fasciste et du socialisme léniniste.

Il est catastrophique qu'à notre époque le civisme ait un relent de duperie, car cela revient à confondre la maladie avec le remède et à se précipiter au-devant du désastre qu'on appréhende.

En un éloquent parallélisme, les appels au civisme provoquent la même ironie à l'Ouest où ils ne semblent profiter qu'aux capitaux privés et à l'Est où ils ne paraissent bénéficier qu'à la « nomenklatura ». Dans les deux cas, les citoyens ont affaire à une minorité de possédants qui les privent de leur pouvoir. Et l'Etat se fait le complice ou l'agent de ce détournement, fermant les yeux sur la confiscation ou l'assurant lui-même.

L'Etat ne saurait favoriser l'une des composantes de la cité. Mais il n'a pas à rêver non plus d'une utopie où s'évanouiraient les affrontements dans un consensus parousiaque.

Loin d'être moniste insidieuse-
* Ecrit par l'auteur de *Péguy l'insurgé* (Payot) et de *Péguy tel qu'on l'ignore* (Gallimard).

T OUS contre un et un contre tous. L'ensemble des Français contre le salut de chacun et l'intérêt général. On peut dire que le gouvernement de M. Masurel réalise à son détriment une forme d'unité nationale qui n'est pas celle demandée par le président de la République.

Le patronat est contre le blocage des prix, la C.G.T. contre le blocage des salaires, les fonctionnaires contre le blocage des traitements, les paysans contre le blocage du franc vert.

On ne saurait imaginer d'égoïsme plus délibéré, plus dépourvu de scrupules. Le voilà bien, le libéralisme avancé, celui où la concurrence des appétits se traduit par un entre-dévolement réciproque.

S'il fallait une preuve que nous vivons en France dans un univers de riches, on la trouverait dans ce refus véhément du partage. La pénurie enseigne la solidarité. Le rassasiement engendre la fermeture. Le pauvre donne là où le repu se dérobe.

Le grand malheur de la gauche est d'être venue au pouvoir avec des paroles de droite. A M. Barre qui avait raison de prôner l'austérité, mais tort de ne pas l'étendre à tous, elle a répondu en inversant les termes du laxisme.

C'était toujours l'austérité pour les autres. On avait demandé aux travailleurs de consentir des sacrifices. Dans un vertueux mouvement de balancier, on allait renvoyer le discours aux patrons. Politique de Gribouille qui méconnaissait une évidence élémentaire : les contraintes de la crise.

Quand la gauche contestait l'ancien pouvoir, il était fallu qu'elle expliquât aux Français que tous les maux ne venaient pas de M. Giscard et qu'il n'existait pas de potion magique pour sortir sans douleurs du marasme.

Ce qu'on attendait d'une nouvelle gestion, ce n'était pas des cadeaux, mais une égalité dans la rigueur, une fraternité dans l'effort. Faute d'avoir eu le courage de revendiquer cette discipline, la gauche provoque une déception qui pourrait avoir des conséquences dramatiques.

La socialité brisée

Le mal remonte loin, à la naissance de la société industrielle et du capitalisme moderne. Il se cristallise autour du mot-tabou des cent cinquante dernières années, d'autant plus exalté par les uns qu'il était banni par les autres : lutte des classes.

Le socialisme n'a pas inventé la lutte des classes. Il l'a constatée. Elle lui a été imposée par un système économique qui développait une effrayante prédominance du capital sur la main-d'œuvre, de l'argent sur le travail.

A cette situation de guerre et d'oppression, les victimes ont peu à peu répliqué par une prise de conscience, une organisation, une défense. L'histoire du mouvement ouvrier est le récit d'une résistance à l'agression.

Si l'on entend par lutte des classes la nécessité pour le travailleur de faire reconnaître ses droits non seulement à un salaire décent, mais à une existence responsable, on ne saurait trouver de guerre plus juste, de violence plus salubre.

Encore faut-il que, sous prétexte de « grand soir », le conflit ne dérape pas vers une guerre d'extermination aux allures suicidaires.

Ce que Péguy appelait par dérision le « labyrinthe de classisme » a justement transformé un indispensable combat de libération en un bellum fratricide, où le but recherché n'était pas le rétablissement du droit bafoué, mais l'annihilation de l'adversaire.

ment ou ouvertement, il doit être à l'image du corps social, c'est-à-dire pluraliste. Non pas exorciser les contradictions, mais les gérer au mieux de l'intérêt commun qu'il incarne.

Le sens de la cité n'exclut pas les tensions. Mais il veille à ce qu'elles n'engendrent pas des situations d'oppression et ne dégénèrent pas en luttes inévitables.

Au lieu d'exacerber les antagonismes, il cherche à les équilibrer. Plutôt que d'entretenir les privilèges ou de prôner une société sans classes, il explore inlassablement les voies de la conciliation et de l'entente.

Dans cette perspective, l'Etat exerce son véritable rôle qui est d'arbitrer les conflits sous le contrôle des citoyens, lesquels lui expriment périodiquement leurs directives.

Pour résister aux intérêts particuliers, la force de l'Etat est entre les mains des citoyens. Elle n'a pas de meilleur fondement que leur volonté de composer afin que la vie commune soit possible dans l'intérêt de tous.

En ce sens, le citoyen poursuit le même but que le socialiste et le civisme est le vieux nom du communisme, car il s'agit toujours d'assurer l'existence collective en y introduisant plus de liberté, de justice et de fraternité.

De tout temps, le civisme a offert une résonance morale, tandis que le socialisme s'inscrivait plutôt dans un contexte économique. D'où la tentation de ramener entre eux la querelle de l'idéalisme et du réalisme.

Cette dispute n'a aucune raison d'être, le socialisme ayant suffisamment montré qu'il était une mystique, même lorsqu'il se pervertissait, et le civisme correspondant à une incontournable réalité qu'on ne peut

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde n'est pas seulement un journal de référence dans de nombreux collèges et bibliothèques, mais est devenu aussi un véritable instrument de travail dans l'enseignement.

Le microfilm en facilite grandement l'utilisation.

Actuellement, le Monde, le Monde diplomatique et le Monde de l'éducation sont disponibles sur microfilms.

Un simple abonnement permet la mise à jour.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

David Robson, Directeur Commercial
Newspaper Archive Developments Ltd.
Hollybrook House, Castle Street
Reading RG1 7SN, Angleterre
Tel : 00 44 734-583247 Telex : 848336 NADL G

مسألة من الرجال

étranger

La situation au Liban après l'assassinat de Bechir Gemayel

Condamnant l'assassinat de Bechir Gemayel, nombre d'organes de presse dans le monde arabe, notamment en Arabie Saoudite et en Algérie, accusent explicitement ou implicitement Israël d'avoir été « à l'origine » du meurtre. Yasser Arafat a déclaré : « C'est la poursuite du complot israélien contre les peuples palestiniens et libanais et cet assassinat est destiné à apporter des justifications à la poursuite de l'occupation israélienne du territoire libanais ».

De tous les pays du Proche-Orient, seuls l'Iran et la Syrie n'ont pas réproché l'assassinat. Le quotidien « Al Baar » (Damas) affirme que Bechir Gemayel a été tué « tout simplement parce qu'il était le candidat du peuple libanais, parce qu'il était le trait d'union des chars israéliens et parce qu'il a traité avec l'ennemi sioniste (...) ». Le premier ministre libanais a estimé, pour sa part, que l'assassinat « était une affaire de bonne augure » et constatait une « victoire ».

La progression de l'armée israélienne à l'in-

terieur de Beyrouth-Ouest suscite, en revanche, une réprobation générale. Le ministre égyptien des affaires étrangères a déclaré que celle-ci « met davantage d'entraves sur la voie de la paix ». M. Kamal Hassan Ali a ajouté que le gouvernement du Caire ne reprendra pas les négociations avec Jérusalem sur l'autonomie des territoires occupés avant qu'Israël ne retire ses troupes du Liban et ne gèle les implantations juives en Cisjordanie et à Gaza.

● A WASHINGTON, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, on se refusait le mercredi 15 septembre à condamner l'initiative militaire israélienne, soulignant qu'il était impératif de rétablir le calme et la stabilité. « Nous voulons qu'Israël retire ses forces », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, mais nous n'allons pas arrêter les modalités d'un tel repli ». Le gouvernement américain, a-t-il toutefois poursuivi, déplore en particulier que M. Begin n'ait pas consulté Washington au préalable. Il a indiqué encore que Washington a invité Israël « à faire preuve de retenue ».

L'agence Tass dénonce l'entrée des troupes israéliennes à Beyrouth-Ouest comme « une nouvelle violation grossière des résolutions du Conseil de sécurité » et affirme que Jérusalem veut « utiliser » la mort de Gemayel « pour étendre ses actions agressives contre le Liban ».

● A MOSCOU, au cours d'un discours prononcé à l'occasion de la visite du président soviétique, M. Brejnev a énoncé une sorte de « contre-plan de paix » soviétique en sept points :

- 1) Restituer aux Arabes tous les territoires occupés par Israël en 1967 et proclamer « des frontières immuables entre Israël et ses voisins arabes » ;
- 2) Garantir le droit du peuple palestinien à créer un Etat indépendant ;
- 3) Restituer aux Arabes la partie est de Jérusalem, « lieu sacré des musulmans » ;
- 4) Assurer à tous les Etats de la région (implicitement donc à Israël également) le droit à l'existence, à la sécurité et à l'indépendance ;
- 5) Toutes les parties, y compris Israël et les Palestiniens, doivent s'engager à respecter réciproquement

la souveraineté et l'intégrité des autres Etats ;

- 6) Il faut garantir l'accord de règlement au plan international, par exemple au Conseil de sécurité ;
- 7) L'O.L.P. doit obligatoirement être associée au règlement global de la crise, « comme unique représentant légal du peuple palestinien ».

● A TUNIS, le comité central du Fath a approuvé le plan de paix du sommet de Fès avant le départ pour Rome de M. Yasser Arafat. Ce dernier s'est entretenu pendant plusieurs heures avec le représentant du Mouvement national libanais, M. Karim Mroué, avant que celui-ci ne soit reçu successivement par le secrétaire général de la Ligue arabe, le secrétaire national du parti socialiste destourien, le secrétaire général et les membres du bureau politique du parti communiste tunisien. Le représentant du Mouvement national libanais a reçu de ses interlocuteurs des assurances de leur « pleine solidarité » dans la lutte menée contre « l'occupation israélienne ». — (A.F.P., Reuter, A.P.)

LES FUNÉRAILLES DU CHEF DES PHALANGES

La solidarité nationale retrouvée

De notre correspondant

Beyrouth. — Est-ce la foule, plus terrassée que vindicative ? Le son du glas dans la montagne, dans la plaine, au fond de la vallée ? Les avions israéliens survolent, on ne sait trop pour quel, la cérémonie ? Ou encore, le vieil homme, Pierre Gemayel, droit comme un I, recevant les condoléances pour son fils sans broncher, avant de fondre en larmes quand le corps a été mis en terre ? Que faut-il retenir des funérailles nationales, dignes et sobres, faites mercredi après-midi à Bechir Gemayel, moins de vingt heures après que son corps eut été exhumé des décombres ?

« On a assassiné Bechir Gemayel, il ne faut pas laisser assassiner le Liban. C'est au Liban que le complot visait. Par fidélité à la mémoire de Bechir, il faut absolument que le Liban survive. » Le président de la République, M. Elias Sarkis, visiblement ému et apaisé par le fardeau qui lui retombe sur les épaules à une semaine de la fin de son mandat, a développé ce thème, qui a été repris sur un ton déterminé par le frère aîné du chef de l'Etat défunct, M. Amin Gemayel. Celui-ci a rendu hommage au président Sarkis pour avoir su transmettre la flamme à son successeur, malgré toutes les vicissitudes qui ont marqué son mandat, exprimant l'espoir que le Liban redeviendrait « le pays de tous les Libanais, rien que des Libanais », et prêtait le serment de s'y atteler.

L'idée que, pour donner une signification à la mort de Bechir Gemayel, il faut assurer la pérennité du Liban à travers la sauvegarde de ses institutions, indigne, de la part du parti phalangiste, non seulement la ré-

gnation à voir le président assassiné rapidement remplacé, mais aussi le vœu de participer d'urgence, activement, à l'élection de son successeur, ce qui démolirait, si cela se confirmait, d'un sens profond de l'Etat.

Au tour du catafalque de Bechir Gemayel, tous les vieux leaders musulmans de Beyrouth-Ouest, M. Saeb Salam en tête, exprimaient une solidarité nationale retrouvée, même si elle n'atteint pas l'unanimité, une partie du Nord, en particulier, se réjouissant de la disparition de Bechir Gemayel. Mais M. Walid Joumblatt, actuellement en voyage à l'étranger, a fait déposer une gerbe de fleurs, tandis que le P.C. et l'Organisation d'action communiste au Liban (O.A.C.L.) de M. Mohsen Ibrahim adressaient des télégrammes de condoléances. Le diviseur d'hier, était devenu un rassembleur, prenant pour la majorité des Libanais la stature d'un héros national.

Dans les rues et sur les routes désertes, en secteur chrétien, les miliciens des forces libanaises, hier encore animés par la volonté farouche que leur communiquait leur chef, traînent le pas, s'étendent à même le trottoir, et déjà s'est patrouillé sans conviction, habillés par un sentiment d'inutilité pour n'avoir pas su protéger leur idole.

Tous donnent l'impression de se poser avec une rage impuissante la même question que cette jeune femme qui se demandait, en marquant du poing la balustrade, tandis qu'on déposait le catafalque sur l'affût du canon : « Mais pourquoi donc l'a-t-on tué ? Et, surtout : « Qui l'a tué ? »

LUCIEN GEORGE.

L'armée israélienne contrôle plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest

(Suite de la première page.)

Mais on laisse également entendre que l'armée, en pénétrant dans Beyrouth-Ouest, a prévenu de possibles actes de vengeance de la part des milices chrétiennes et a voulu éviter un « bain de sang ». Certains membres de l'Etat-major ont fait savoir que l'armée n'avait pour but que de s'emparer de « positions-clés » à Beyrouth-Ouest afin de « contrôler » la situation, un objectif qui pourrait être atteint au moins de quarante-huit heures car les soldats israéliens n'auraient, dit-on, encore ici rencontré qu'assez peu de résistance.

Toutefois, le porte-parole de l'armée a annoncé mercredi 15 septembre au soir que deux

miliciens israéliens avaient été tués et quarante-deux autres blessés, dont cinq grièvement. Tout mercredi matin, de nombreux renforts avaient été acheminés par avion jusqu'à l'aéroport international de Beyrouth. Cela laisse supposer qu'il ne s'agit pas seulement d'une simple opération de police, contrairement à ce que l'on déclarait à Jérusalem, et que l'armée israélienne peut-être de « nettoyer » Beyrouth-Ouest, ce dont les militaires libanais se- raient « mécontents » selon les dirigeants israéliens. Dans tout le Sud-Liban, un couvre-feu de fait a été imposé, notamment dans les villes de Tyr et de Sidon, et la frontière entre Israël et le Liban a été fermée tout au long de la journée de mercredi.

La modération de Washington

Comme pour faire mieux admettre, surtout aux Américains, cette nouvelle initiative militaire et pour tenter de faire comprendre que l'armée israélienne n'a pas l'intention de rester à Beyrouth, M. Begin a voulu se montrer très conciliant lors des entretiens qu'il a eus le 15 septembre avec M. Morris Draper, l'envoyé spécial américain chargé de préparer les négociations pour un retrait définitif de toutes les forces étrangères du Liban. M. Begin a affirmé que cette deuxième phase du règlement du

conflit devait être terminée « en quelques semaines, six ou sept au plus », et qu'elle n'était pas liée, à ses yeux, à l'évolution de la situation politique interne du Liban après la mort de Bechir Gemayel.

Le premier ministre a présenté à M. Draper un plan prévoyant d'abord le départ des hommes de l'O.L.P. qui se trouvent dans le nord du Liban et dans la Bekaa, puis un retrait simultané et par étapes des forces syriennes et israéliennes. Jusqu'à présent, le gouvernement de Jérusalem n'a-

vait pas été aussi précis. Il laissait même entendre qu'il pourrait exiger que les troupes syriennes s'en aillent les premières. Cette modération semble avoir porté ses fruits puisque les dirigeants américains n'ont critiqué que très modérément la décision de laisser les troupes israéliennes pénétrer dans Beyrouth-Ouest.

Cette attitude, de la part des Etats-Unis, a été accueillie à Jérusalem avec une satisfaction d'autant plus grande que la mort de Bechir Gemayel a empêché de faire diversion au moment où Israël affronte le plan de paix du président Reagan. Dans les milieux proches du gouvernement, on n'est pas fâché d'avoir l'occasion de rappeler aux Américains qu'Israël fait le jeu des Etats-Unis au Liban et qu'en maintenant l'ordre à Beyrouth son armée remplit une mission salutaire. On espère que les derniers événements pourront amener Washington à revoir quelque peu ses positions.

Le parti travailliste, qui avait été soudain rasséréné par l'annonce du plan Reagan, lequel rejoint sur bien des points ses propres vœux sur la question palestinienne, a résolu de critiquer l'entrée de l'armée israélienne dans Beyrouth-Ouest. Le président du parti, M. Shimon Pérès, s'est déclaré partisan de l'envoi dans la capitale libanaise pour y

maintenir le calme jusqu'à ce qu'un gouvernement libanais stable puisse être formé. « En aucun cas, a-t-il dit, nous ne devons donner l'impression de vouloir imposer nos vues au Liban. Nous ne devons pas nous mêler des affaires intérieures libanaises, car nous devons nous préoccuper uniquement de notre sécurité. » M. Pérès a ajouté qu'Israël devait se retirer dès que possible du « gupier libanais ».

Le parti d'opposition centriste Chinnat (Changement), comme le mouvement La Paix maintenant, accuse le gouvernement d'avoir, avec l'assassinat de Bechir Gemayel, saisi un « prétexte » pour parvenir à ses fins.

Essayant d'envisager quelle sera la succession de Bechir Gemayel, la plupart des commentateurs et analystes israéliens remarquent que M. Begin ne peut s'attendre à l'avènement d'un meilleur allié que ne l'était le président élu aujourd'hui disparu, et estiment que M. Amin Gemayel paraît être maintenant le candidat le mieux placé. Or, note le *Jerusalem Post*, l'élection du frère du disparu pourrait être « inquiétante » pour les dirigeants israéliens, car il semble être davantage disposé à composer non seulement avec l'opposition musulmane libanaise mais encore avec les Syriens.

FRANCIS CORNU.

LES RÉACTIONS FRANÇAISES

Indignation et inquiétude

Les milieux politiques français ont réagi à l'assassinat de Bechir Gemayel avec indignation et inquiétude, et de nombreuses personnalités ont adressé leurs condoléances aux autorités libanaises et à la famille du président élu.

Certaines organisations dénoncent à cette occasion, soit la présence en France au même moment du chef des services spéciaux syriens (F2), soit celle à Rome de M. Arafat, le chef de l'O.L.P. (Union des étudiants juifs en France et M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, le C.R.I.F.).

Du côté du gouvernement et de la majorité, M. Mitterrand a adressé au président libanais, M. Sarkis, un message dans lequel il s'inscrivait devant la mémoire de Bechir Gemayel « et réaffirme l'amitié fidèle de la France, qui se sent si proche du Liban en cette heure dramatique ». Pour sa part, M. Mauroy a exprimé sa « condoléance », tandis que M. Chirac, ministre des relations extérieures, déclarait à

France-Int. : « Nous sommes bouleversés. Cet homme jeune, dans des conditions, et surtout, tout ce qui cela représente comme passion, force comme ténacité pour la suite de la vie du Liban. Alors, pour le moment, un grand silence s'impose. » Le communiqué publié mercredi à la suite du conseil des ministres a affirmé qu'il est maintenant essentiel que l'occupation de toutes les forces étrangères du Liban soit entreprise au plus tôt comme l'ont prévu les résolutions du Conseil de sécurité.

Dans un message au président Sarkis, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., a réaffirmé son attachement « à la constitution d'un pouvoir constitutionnel libanais ». Et souhaité que « les dirigeants politiques du Liban conservent au-delà de cette nouvelle épreuve la volonté de rassembler leur pays ». Dans un appel lancé au nom du P.C., M. Grametis a demandé que soit « stoppée la nouvelle agression israélienne » contre Beyrouth.

Dans l'opposition, toutes les formations et de nombreux dirigeants politiques ont exprimé leur tristesse et manifesté leur admiration pour M. Gemayel. M. Giacard d'Estaling a souhaité à M. Sarkis que son pays retrouve « la paix et l'unité », tandis que le président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, a « souhaité que notre pays continue inlassablement ses efforts pour la renouveau d'un Liban libre de toutes les occupations et interventions étrangères et pour l'instauration de la paix au Proche-Orient ». Au nom du S.F.R., M. Fourn a exprimé des sentiments similaires.



Les travaillistes israéliens jugent « très positifs » des propos du roi Hussein confortant leur « option jordanienne »

De notre correspondant

Jérusalem. — Si la disparition de Bechir Gemayel a soudain détourné l'attention des différences et récentes initiatives de paix, américaines et arabes, les propos tenus par le roi Hussein de Jordanie dans une interview accordée le 15 septembre à la télévision britannique ne sont pas passés inaperçus à Jérusalem. Accueillies avec une vive satisfaction par l'opposition travailliste, elles ont accru l'embarras du gouvernement de M. Begin, dont la position après les propositions du président Reagan et le plan de paix arabe de Jordanie est de plus en plus isolée.

Les déclarations du souverain hachémite confirment l'impression qu'Israël doit faire face à une offensive diplomatique générale. Cependant, l'attitude des dirigeants de Jérusalem reste la même : celle du refus. « Rien de nouveau », a déclaré un haut fonctionnaire du gouvernement le 14 septembre. Il a ajouté que, si le roi Hussein estime maintenant avoir implicitement reconnu Israël depuis longtemps, un tel aveu « interviendrait » quatre-vingt ans trop tard. (L'Etat d'Israël a fêté cette année son trente-quatrième anniversaire).

Dans les milieux gouvernementaux on souligne qu'il ne s'agit pas d'une véritable reconnaissance. « Le roi Hussein dit-on, admet seulement que l'existence d'Israël est un fait, et l'on accuse la Jordanie de vouloir reprendre le contrôle de la Cisjordanie avec l'aide des Etats-Unis en se fondant sur les récentes propositions du président Reagan. Sachant que le gouvernement avait encore prétendu tout récemment que l'option jordanienne » défendue par le parti travailliste était « lettre morte », le chef de l'opposition M. Shimon Pérès n'a pas manqué l'occasion de faire valoir que le roi Hussein, après l'initiative arabe, veut de prouver le contraire. M. Pérès a déclaré : « Je pense que les propos du roi Hussein contiennent des éléments très positifs, notamment quand il dit avoir reconnu Israël lorsqu'il a accepté la résolution 242 du Conseil de sécurité et quand il dit qu'il espère parvenir à la paix, écopant même l'éventualité de l'instauration de relations diplomatiques. » Le dirigeant travailliste a reconnu que l'annonce d'une négociation ou d'une considération entre un Etat palestinien ou une entité pa-

lesienne et la Jordanie ne correspond pas au plan travailliste, mais il a ajouté sur ce point : « Il me paraît naturel que deux parties s'entendent à la table des négociations avec des vues différentes. » M. Pérès a conclu : « Bien qu'il ne faut pas dire clairement, j'espère que le sens profond des déclarations du roi Hussein est que les négociations sont possibles. Il s'agit d'un signe adressé à Israël ».

Dans les territoires occupés, le maire de Beit-San, M. Elias Freij, a pour sa part déclaré que l'initiative du roi Hussein était « courageuse et sage ». Après la révélation du « plan Reagan » qui redonne du crédit à l'idée travailliste d'un compromis territorial avec la Jordanie, le roi Hussein vient de rendre un signal service à l'opposition israélienne, qui ces derniers mois semblait plus que jamais en position de faiblesse. La guerre au Liban paraissait avoir encore accru le soutien populaire dont bénéficie M. Begin. Les dirigeants travaillistes se gardent de la faire remarquer, mais ils ont apprécié que le souverain hachémite estime impossible de parvenir à un accord avec le gouvernement Begin. Cela ne pourra que redonner de la vigueur au principal parti d'opposition qui venait de relever sans grand enthousiasme le défi récemment lancé par M. Begin proposant des élections anticipées l'an prochain, alors que le scrutin était normalement prévu en 1985.

M. Begin semble d'ailleurs vouloir renvoyer ce projet au jour où les Etats-Unis viendraient à exercer de fortes pressions pour faire accepter de nouvelles propositions de paix. — F.C.

● Les exportations israéliennes vers le Liban, au cours, ont presque doublé par rapport à juillet, et atteint le niveau record de 8 millions de dollars, a annoncé, le mercredi 15 septembre, le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce. Ces exportations consistent aussi bien en fruits, légumes et autres denrées alimentaires qu'en produits textiles et industriels. Leur expansion succède à une visite en Israël, le mois dernier, d'une délégation de vingt-six hommes d'affaires libanais. — (Reuter.)

PROCHE-ORIENT

Le général Haig critique vivement le plan Reagan

De notre correspondant

Washington. — Le Proche-Orient n'avait jamais causé autant de soucis à M. Reagan. En l'espace de vingt-quatre heures, il a dû affronter l'assassinat de Bachir Gemayel, l'entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest et les critiques publiques de son ancien secrétaire d'Etat, le général Alexander Haig. Sans être le plus grave, ce dernier fait est probablement celui qui l'a le plus agacé.

M. Haig — remplacé le 25 juin dernier par M. George Shultz — s'exprimait mardi 1^{er} septembre à New-York devant trois cents responsables d'une organisation israélienne, The United Jewish Appeal, invitée à commenter le « plan Reagan » du 1^{er} septembre. Il l'a carrément démolie. Ni l'arrêt immédiat de la colonisation israélienne dans les territoires occupés, ni la création d'une entité palestinienne en Cisjordanie, ne lui paraissent recommandables.

« C'est une grave erreur », a dit l'ancien chef de la diplomatie américaine, d'introduire la question des implantations (israéliennes) dans le processus de paix de Camp David. On crée ainsi un obstacle qui met tout en péril. La future entité palestinienne, pour laquelle M. Reagan envisage une association avec la Jordanie, est une autre erreur. « Il n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique, ou d'Israël, d'avoir en Cisjordanie une entité susceptible d'être manipulée par des puissances étrangères ».

M. Haig attaque le principe même d'un plan de paix américain. Selon lui, Washington ne devrait être qu'un

intermédiaire et éviter de décrire à l'avance l'issue des négociations israélo-arabes. « L'avenir de la Cisjordanie, dit-il, doit être décidé par les nations locales, non dicté par les Etats-Unis ».

L'ancien secrétaire d'Etat semble être sur la même longueur d'onde que MM. Begin et Sharon lorsqu'il parle de la récente offensive israélienne au Liban. Selon lui, si l'on n'avait pas entravé l'action de Tachal par des pressions diplomatiques, l'O.L.P. aurait quitté Beyrouth « quelques semaines plus tôt, et il y aurait eu moins de sang versé ».

Ces propos ne manquent pas d'intérêt rétrospectif. Il se confirme ainsi que, derrière des déclarations ambiguës, le secrétaire d'Etat approuvait l'action israélienne, jusqu'au 25 juin, date de sa démission forcée. Cherche-t-il aujourd'hui à libérer publiquement sa conscience ? Ou seulement à se venger de l'état-major de la Maison Blanche qui le détestait, et de ce président qui avait fini par le lâcher ?

La doctrine de New-York évoque celle d'un candidat à la présidence des Etats-Unis qui voudrait flatter l'électorat juif. Pourtant, personne ne croit que le général Haig ait des chances sérieuses d'emporter la nomination républicaine en 1984. Il lui manque une base politique dans le pays, et ce n'est pas la communauté juive — d'ailleurs divisée — qui peut le lui fournir.

M. Haig est âgé de cinquante-sept ans. Il a trouvé sans peine un poste de « consultant » dans la firme qui préside jusqu'en 1980, United Technologies. C'est une très grosse société industrielle, qui produit des moteurs d'avion, des hélicoptères, des ascenseurs... Comme elle travaille beaucoup avec le gouvernement, elle a sans doute contribué à prix d'or l'ancien secrétaire d'Etat. Déjà riche, celui-ci ne s'interdit pas des « extras » : à en croire le New-York Times, son discours de mardi sur le Proche-Orient lui aurait rapporté la coquette somme de 25 000 dollars (175 000 francs).

ROBERT SOLÉ

Jérusalem dénonce vivement l'audience accordée par le pape à M. Arafat

L'audience accordée le mercredi 15 septembre par le pape Jean-Paul II à M. Yasser Arafat a suscité de vives protestations du gouvernement israélien. Le ministre des affaires étrangères, notamment, a déploré dans un communiqué ce geste du souverain pontife envers « une organisation qui protège et encourage le terrorisme international ». Il a également regretté l'audience accordée par le président italien, M. Sandro Pertini, au chef de l'O.L.P., qui, selon lui, « est aussi à l'origine du terrorisme qui, au-delà du Proche-Orient, a frappé plusieurs pays dans le monde, notamment l'Italie ».

Des manifestations de protestation ont rassemblé plusieurs centaines de personnes à Rome et à New-York où le rabbin Abraham Weiss a dénoncé la rencontre entre « le prince de la paix » et « le prince de la terreur ». A Paris, de nombreux représentants de la communauté juive de France ont également condamné cette rencontre.

Le chef de l'O.L.P. était arrivé mercredi dans la matinée à l'aéroport de Rome où il avait été accueilli par diverses personnalités parmi lesquelles Mgr Capucci, archevêque malchite de Jérusalem, et le Père Ayad, membre du conseil national palestinien et curé de Bethléem. Cette rencontre était préparée depuis plusieurs semaines, a révélé le Père Ayad, qui a ajouté qu'il était intervenu auprès du Vatican pour l'encourager.

Le Vatican évoque « le droit du peuple palestinien à une patrie et celui d'Israël à la sécurité »

Correspondance

Rome. — Le bilan de la première journée européenne de M. Yasser Arafat peut sembler une incontestable consécration politique et diplomatique de l'O.L.P. Venu à Rome sur invitation de l'Union interparlementaire, qui tenait, dans la capitale italienne, sa soixante-neuvième session, M. Arafat a été virtuellement traité comme un futur chef d'Etat. A cet égard, l'audience privée que lui a accordée le pape Jean-Paul II est particulièrement significative.

A 17 heures, le leader palestinien, épanoui et triomphant, coiffé de son éternel keffiyeh et vêtu d'une vareuse kaki, faisait le V de la victoire en sortant du Vatican dans sa voiture blindée. Un peu moins d'une demi-heure plus tôt, il avait pénétré, sans son arme, dans la cité, accompagné de deux membres du comité exécutif de l'O.L.P. Mme Anne Nasser et M. Ahmed Saïd Dajani.

L'entretien avec le pape, qui a duré une vingtaine de minutes, s'est déroulé en tête à tête et en anglais. Comme pour souligner l'importance d'une telle rencontre, le Saint-Siège, contrairement à l'accoutumée, publiait l'entretien formellement d'une audience privée, a publié un communiqué sur la teneur des entretiens. En accordant cette audience, « le pape a tenu à exprimer sa bienveillance à l'égard du peuple palestinien et sa participation à sa longue souffrance. Il a émis le souhait qu'une

solution juste et durable du conflit du Moyen-Orient soit trouvée au plus tôt. Cette solution doit exclure le recours aux armes et la violence sous toutes ses formes et avant tout le terrorisme et les représailles. Elle doit amener à la reconnaissance des droits de tous les peuples, en particulier du droit du peuple palestinien à une patrie, et du droit d'Israël à sa sécurité ».

Ce communiqué évoque aussi les préoccupations du pape sur l'aggravation de la situation au Liban après l'assassinat de Bachir Gemayel. Jean-Paul II a « déploré vivement ce geste injustifiable du terrorisme ». Mais il a exprimé l'espoir que « le processus souhaité de reconstruction du pays ne soit pas pour cela interrompu ».

Juste après son entretien avec M. Arafat, le pape, parlant lors de l'audience générale du mercredi sur la place Saint-Pierre, a insisté sur les thèmes de la paix et du dialogue entre les deux peuples, israélien et palestinien, pour qu'ils se reconnaissent mutuellement. « Au Proche-Orient, a-t-il déclaré, il ne peut y avoir de paix sans justice et de justice sans une reconnaissance et une acceptation stable, adéquate et équitable des droits de tous les peuples intéressés. Parmi ces droits, a poursuivi Jean-Paul II, « celui de l'existence et de la sécurité sur un

territoire propre, dans le respect de l'identité propre de chacun est primordial. C'est un dilemme qui se pose avec acuité entre deux peuples, l'israélien et le palestinien, qui ont vu simultanément ou alternativement mis en cause ou né un tel droit. Le pape et l'Eglise considèrent avec sympathie et considération ces deux peuples, héritiers et gardiens de traditions religieuses historiques et culturelles, différentes mais toutes deux riches de valeurs également respectables ».

Le souverain pontife a aussi réitéré l'appel qu'il avait déjà lancé le 4 avril 1981 aux Israéliens et aux Palestiniens pour que « chacun accepte l'existence et la réalité de l'autre ». Peu avant, il avait insisté sur la nécessité d'un processus diplomatique pour « une solution globale » et affirmé que la Saint-Siège entendait « y contribuer avec tous les moyens qui sont conformes à sa nature et à sa mission ».

Les résultats du sommet arabe de Fès n'ont pas été sans contribuer à l'effort du Saint-Père à faire un geste dont la portée symbolique et le retentissement ne pouvaient être qu'énormes. Cette rencontre « historique » tend à légitimer, aux yeux de l'opinion mondiale, non seulement l'O.L.P. mais aussi, et surtout, le tournant qu'a représenté à Fès l'acceptation indirecte par cette organisation de l'existence de l'Etat d'Israël.

« Messager de la paix »

Les nouvelles perspectives diplomatiques offertes par le sommet de Fès — le plan Reagan, mais aussi l'aggravation de la situation au Liban après l'assassinat de Bachir Gemayel — ont été au centre des entretiens qu'a eus M. Arafat avec le ministre italien des affaires étrangères, seule personnalité gouvernementale qu'il ait pu rencontrer. M. Arafat a demandé à cette occasion à l'Italie d'intervenir auprès des Etats-Unis et de la France — autres membres de la Force internationale d'interposition au Liban — afin que la situation créée par les accords du mois d'août ne soit pas modifiée par l'assassinat de M. Gemayel.

Si la teneur des propos tenus lors du déjeuner privé en tête à tête, au palais du Quirinal, avec le président de la République, M. Sandro Pertini, n'a pas été révélée, il est probable qu'ils ont tourné autour des mêmes arguments. Dans la matinée, aussitôt après son arrivée dans la capitale italienne, le président de l'O.L.P. s'était rendu au Parlement pour prononcer un discours devant l'Assemblée de l'Union interparlementaire. Après quelques incidents violents à l'entrée du Parlement entre policiers et l'escorte personnelle de M. Arafat, qui voulait pénétrer armée dans les lieux, le leader palestinien s'est rendu, accompagné de la pré-

sidente de la Chambre, Mme Jona dans l'hémicycle. Son entrée a été saluée par une longue ovation des députés des quatre-vingt-neuf pays présents qui, pour la plupart, applaudissaient debout. M. Arafat a notamment affirmé : « Je vien en tant que messager de paix, avec le projet rédigé au sommet arabe de Fès, basé sur la légalité internationale et qui est la seule solution qui convient au problème ».

Une réception avait été organisée, mercredi soir, en l'honneur du président de l'O.L.P. par l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Rome. Des représentants diplomatiques des trois pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, invités à cette réception, sont l'ambassadeur français en la personne de M. Martin, a accepté de s'y rendre. Les diplomates américains et anglais ont décliné l'invitation.

MARC SEMO

LE GRAND RABBIN SIRAT CONDAMNE « LA RÉCEPTION D'UN TUEUR DE JUIFS ET DE CHRÉTIENS »

« C'est peut-être trente-cinq ans d'action, continue dans les cours de l'histoire juéo-chrétienne qui risquent d'être compromis », a déclaré le mercredi 15 septembre le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat, à propos de la visite au pape de M. Arafat. M. Sirat, accompagné du grand rabbin du Consistoire central, M. Jacob Tsoref, de son président, M. Jean-Paul Elkann, après avoir rendu visite à Mgr Umberto Fracchia, chargé d'affaires à la nunciature apostolique de Paris, a souligné combien la communauté juive de France était « bouleversée » par cette rencontre. « Elle a réagi, a-t-il déclaré, avec une profonde douleur à cette réception d'un tueur de juifs (...) et de chrétiens de cent vingt mille chrétiens à Damour ».

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avait adressé, le lundi 13 septembre, au grand rabbin, secrétaire du Vatican, un télégramme dans lequel il déclarait apprendre « avec stupéfaction la réception officielle de Yasser Arafat par le pape Jean-Paul II ». Le CRIF se disait « profondément choqué » de voir ce « chef terroriste » reçu par le pape. De son côté, l'Association France-Israël a répondu dans un message au nonce apostolique, Mgr Angelo Felici, « que le Vatican n'a toujours pas reconnu l'Etat d'Israël, pourtant membre à part entière des Nations unies, que la charte de l'O.L.P. préconise la destruction de l'Etat d'Israël, et que les responsables de l'O.L.P. continuent à prôner l'assassinat des juifs où ils se trouvent ».

Aux Trois Quartiers

retrouvez le plaisir d'acheter

DU 17 AU 23
SEPTEMBRE
SEMAINE DE
L'IMPERMEABLE

GABARDINE
ou **TRENCH**
45% laine, 45% polyester,
10% autres fibres.
Doublure amovible
linoage roy,
40% laine, 30% viscose,
20% acrylique, 10% polyamide.
Marine, beige
ou kaki.
640 F



IMPERMEABLE
Komo 60% polyester,
40% polyuréthane,
doublé fourrure
100% acrylique.
Beige, bronze,
noir ou marron.
750 F



Aux Trois Quartiers

5d de la Madeleine et rue Duphot
Tél. 260.39.30 - Parkings gratuits pour nos clients.

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
Préparations complètes
au diplôme d'état de
L'EXPERTISE COMPTABLE
C.P.E.C.F.
Certificat Préparatoire
aux Examens Comptables
et Financiers
D.E.C.S.
trois certificats
(Novembre à juin)
CENTRE TOLBIAC
83, av. d'Italie - 75013 PARIS
Tél. 582.59.35

Iseki:
la motoculture
c'est sérieux.

ISEKI est un vrai spécialiste de la
motoculture, toujours prêt de chez
vous. Pour chaque appareil ISEKI, il
y a une gamme complète d'accessoires.
Tracteurs ISEKI : de 13 à 31 ch.

ISEKI
UN VRAI SPECIALISTE

Documentation gratuite tracteurs ISEKI :
NOM :
ADRESSE :
Yvan Béal
21, Avenue de l'Agriculture
63014 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. (03) 91.53.51 Téléc. 922764

مركز الأبحاث

PROCHE-ORIENT

Iran

M. Ghothzadeh a été fusillé pour « complot »

(Suite de la première page.)

Comme beaucoup d'intellectuels iraniens, Sadegh Ghothzadeh avait appartenu au Front national animé par les fils aînés de Mossadegh, avant d'adhérer au Mouvement pour la libération de l'Iran de Mehdi Bazargan, de coloration franchement islamique. Son militantisme lui valut d'être en prison à deux reprises. Il a vingt-deux ans — il est né en 1956 — quand il quitte l'Iran en 1958 pour se rendre aux États-Unis, d'où il sera expulsé en 1962. Il séjourne alors en France mais, plein d'admiration pour l'imam Khomeiny, il le rencontre en 1977 dans son exil à Najaf, en Irak. Sa ferveur et son volontarisme lui valent de devenir le représentant iranien du chef religieux.

Dans ses nouvelles fonctions, il rencontre aussi bien les journalistes que les hommes politiques de tous les horizons ou qui lui vaudra d'être accusé, selon l'appartenance de ses adversaires — et Dieu sait s'il s'en était fait, — d'être un « agent de la C.I.A. » ou un « communiste camouflé » qui aurait notamment servi d'intermédiaire entre le P.C. français et le Toudah. Nul n'a jamais prouvé ces accusations.

« Ils sont tellement idiots... »

Il succède en novembre 1979 à M. Bani Sadr à la tête du ministère des affaires étrangères — poste dont il démissionnera en septembre 1980 — et doit faire face à la délicate et interminable affaire des otages de l'ambassade des États-Unis au cours de laquelle il aura des attitudes contradictoires. Avant sa nomination, il avait recommandé qu'ils soient jugés « sans exécution la peine capitale ». Mais il s'interroge sur l'opportunité d'un tel procès et se déclare opposé à « une guerre économique avec les États-Unis », ce qui lui vaut l'hostilité déclarée des étudiants islamiques. Son impopularité devient telle que, à l'élection présidentielle de janvier 1980, il ne recueille que quelques voix.

Cet homme qui aimait les beaux costumes et les cravates chatoyantes, ne pouvait qu'être les intégristes. En leur reprochant à plusieurs reprises de « monopoliser le pouvoir » par le seul usage de la répression, il avait, en quelque sorte, signé son arrêt de mort. Il semble qu'il ait effectivement comploté contre le régime, mais il est douteux qu'il ait envisagé l'assassinat de l'imam Khomeiny. Il continuait, dit-on, à avoir du respect pour lui, mais il estimait qu'en vieillissant il était devenu pri-

sonnier de « religieux sans scrupules ». A-t-il eu une attitude suicidaire ? Certains de ses amis le pensent. À ceux qui l'avaient mis en garde et lui avaient recommandé la prudence face à la clique religieuse, il avait répliqué avec cette superbe qui le caractérisait : « Je n'ai rien à faire. Ils sont tellement idiots, qu'ils n'oseront rien me faire... » Il aurait dû savoir que les « apparitions » ne pardonnent jamais aux individus. PAUL BALTA.

Trois documents : la mort comme institution

Au moment où l'on apprend l'exécution à Téhéran pour « complot royaliste » de l'ancien ministre des affaires étrangères, Sadegh Ghothzadeh, et où la communauté mondiale bahá'ie annonce que l'un de ses membres iraniens vient d'être assassiné dans son pays, à cause de sa foi, trois ouvrages collectifs sur la répression en Iran, ou plutôt trois documents sont diffusés en Occident par des exilés iraniens. En dépit de leur insupportable aspect « plaidoyer pro domo », ils apportent de précieux éclairages sur une révolution où la mort est devenue la principale institution.

Iran, plaidoirie pour les droits de l'homme, publié par les partisans de celui qui fut à la fois l'un des principaux opposants non révolutionnaires au régime impérial et le dernier premier ministre du chah, M. Chapour Bakhtiar, aujourd'hui en exil à Paris, comporte deux sections distinctes : d'une part, une dénonciation très documentée des principales violations des droits de l'homme à partir de février 1979, date à laquelle M. Bakhtiar a été évincé du pouvoir par la vague islamique ; d'autre part, une vision politique de l'histoire moderne de l'Iran selon les idéaux, empruntés de libéralisme et d'humanisme, de l'ancien chef de gouvernement, présenté à juste titre par ses partisans comme le premier homme politique iranien à s'être ouvertement opposé au régime islamique.

Les deux autres documents,

provenant de l'organisation des Moudjahidin du peuple (« musulmans de gauche »), font le point sur la répression d'autant plus cruelle, nubile par le mouvement, qu'il fut l'illégitimité du régime de l'imam au début de la révolution. Massoud Rajavi, un moudjahidin du peuple est une sorte de biographie « officielle » du « frère Massoud », le jeune chef des « musulmans progressistes », en exil lui aussi en France, aujourd'hui idéologue et combattant. M. Rajavi a, comme tant d'autres avant lui au Proche-Orient, voulu réaliser une synthèse entre l'islam et une conception révolutionnaire de modernité. Sans reconnaître marxisme, le chef de file des Moudjahidin utilise un jargon idéologique devenu classique depuis Lénine et Staline, ce qui opacifie considérablement sa démonstration.

L'autre ouvrage des Moudjahidin, At War with Humanity... publié seulement en anglais pour le moment, est avant tout une interminable énumération des atrocités les plus diverses commises par le régime islamique avec, à l'appui, une grande abondance de photographies et de témoignages. Tout ce que l'on peut regretter, c'est que les Moudjahidin aient visiblement oublié à dessein de rappeler les crimes commis avec leur code jusqu'à ce jour de juillet 1981 où, en compagnie du président Bani Sadr, ils abandonneront en catastrophe le navire dégoûtant de sang de la révolution.

J.-P. P.-E.

Le baháisme : une foi entre le martyre et l'utopie

III. — Un conseil d'administration anglo-saxon

par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Le baháisme est une religion née en Perse au milieu du siècle dernier et qui regroupe aujourd'hui approximativement cinq millions de fidèles à travers le monde. Persécutée dans plusieurs pays musulmans, et particulièrement en Iran, les bahá'is professent pourtant une foi faite de tolérance des autres confessions, de non-violence et de dévouement social (« le Monde » des 15 et 16 septembre).

Bahá. — Deuxième ville et premier port d'Iran, Bahá, avec sa baie généreuse et sa montagne boisée, serait un autre Toulon si l'océan n'y était attiré, où l'on s'y place, par une haute coupole surmontée de deux énormes édifices jaspés de marbre blanc. C'est là, au flanc du mont Carmel — celui de la Bible, — au milieu des arbres pleins d'oiseaux, des fleurs rafraîchies par des jets d'eau et des statues somptueuses, que se trouve, dans un site choisi jadis par le fondateur de la communauté, Baháoulláh. La Mecque du baháisme.

Sous la coupole, fidèles et visiteurs défilent sans bruit sur les tapis persans pour voir les tombeaux d'Abdélbaha, fils et interprète des enseignements de Baháoulláh et du Bah, le précurseur, mais non point celui de Baháoulláh, ainsi près de la ville voisine de Haifa, au nord-ouest de Choghol, qui est le siège, car tout bahá' « doit être enseveli à moins d'une heure de la où il meurt ». Le premier bâtiment en forme de temple, consacré à l'enseignement de Baháoulláh, nous dit-on, « architectes et reliques de la communauté ». Le second « temple », d'un volume comparable à celui d'un sanctuaire antique de Sicile, est le nouveau siège, qui doit être inauguré cet été, de la Maison universelle de justice, autorité élue de neuf membres exerçant sur les bahá'is une sorte de pontificat spirituel et administratif, depuis sa constitution en 1963. Choghol, le Gardien de la foi, était décédé en 1957 sans postérité ni d'un fils spirituel susceptible de l'être. Les Mains de la cause de Dieu, petit groupe de « sages » désignés à vie par lui, et comprenant son épouse, décidèrent que le moment était venu de convoquer l'idée de la Maison universelle de justice, un peu conçue par Baháoulláh comme une préfiguration de « gouvernement » mondial bahá'.

Le 21 avril 1963, quelque cinq cents membres de la communauté, des assemblées spirituelles nationales (il en existait cent trente-deux en 1961) élurent donc les neuf membres de la Maison universelle de justice. Et tout bahá' venant à Haifa peut, parait-il, avoir accès à eux pour le non-bahá' particulièrement s'il est journaliste, il n'est pas possible, même avec des ruses de Shour, d'approcher le bout de l'oreille de l'un de ces personnages.

D'un luxe modeste, justifié par le fait qu'il est le réceptacle de la « nouvelle arche d'alliance », le grand édifice négre, derrière ses colonnades en marbre italien de même provenance que celui du Parthénon et sous ses toiles vernissées vertes de Californie, aligne ses quatre mille cinq cents mètres carrés de moquette suisse beige, son vaste pas de porte de granit rose, ses lustres anglais, ses meubles canadiens, son auditorium, son centre de recherches, sa salle de « grand-conseil » et celle du « grand-registre » où figurent tous les bahá'is du monde, ses deux bibliothèques, sa cascade de bureaux dont ceux identifiés des neuf « pontifes » se trouvent au bout de leur anti-atome, l'ensemble étant géré par ordinateur. « C'est nous à côté », nous dit M. Donald Barrett, infatigable secrétaire général et porte-parole de la Maison universelle, sans préciser s'il englobe dans cette somme les meubles et autres fournitures envoyés à Haifa par les bahá'is des quatre coins de la planète.

M. Barrett n'aime d'ailleurs pas que l'on parle d'argent. « Nous avons à Haifa une équipe financière qui gère nos fonds. Prenez la rencontre ? — Vous n'y pensez pas ? » Mme Hakim, dans son livre sur les bahá'is (voir bibliographie), elle est laïque, rieuse sur ses lois d'amour, de dévotion ou de paix, ne consacre que douze lignes évasives, en deux cents pages, aux finances bahá'ies. Cependant, il est notoire que celles-ci sont considérables et tien-

placées, les bahá'is, économes et travailleurs, étant gendres d'avez leur « Église », et celle-ci sachant faire fructifier les dons par d'adroites placements bancaires (et non point immobiliers ou industriels, affirment les bahá'is). Il est tout aussi notoire que des sommes considérables sont consacrées chaque année par les responsables à l'amélioration concrète du sort (santé, éducation, habitat, etc.) de leurs corréligionnaires déshérités et des personnes d'autres confessions parmi lesquelles ils vivent, notamment dans le tiers-monde. La partie non distribuée des revenus du capital communautaire est consacrée à la construction de gigantesques « maisons d'adoration » au Panama, en Ouganda, en Inde, en Océanie, en Allemagne, Malaisie et bientôt aussi près de la grotte du prophète Elie, sur le Carmel. À l'heure où Téhéran répand toutes sortes de calomnies sur l'origine et l'existence de la « fortune bahá'ie », Haifa ne perdrait rien à avoir des comptes de verre, d'autant que sa doctrine proscribit les fonds secrets (1).

La Maison universelle acceptée, en revanche, de donner la photographie collective et les curriculum vitae des Neuf. Ceux-ci, qui sont tous des hommes — seule exception, la femme, au principe bahá' d'égalité des sexes, en vertu d'une décision de Baháoulláh de ne pas admettre de femme comme membre de la Maison universelle — se ressemblent à n'importe quel conseil d'administration anglo-saxon. Il n'en est pas que l'aspect. M. Charles Wolcott (né en 1906), ancien collaborateur de Walt Disney, M. E. Howard K. (1906), conseiller immobilier, M. Hugh Chance (1911), avocat, M. Amos Gibson (1918), professeur, sont américains ; M. David Rozman (1908), ancien éditeur et M. Ian Semple (1923), expert comptable, sont britanniques. Des trois membres non anglo-saxons du début (1963), tous iraniens, il n'en reste plus que deux (d'ailleurs de formation anglo-saxonne), celui qui est mort ayant été remplacé en 1968 par un Américain, M. David Rabe (né en 1914), chirurgien militaire. Plusieurs Mains de la cause sont également des Anglo-Saxons.

Monsieur Jourdain

Parmi les quatre secrétaires généraux que la communauté a eus depuis la création de ce poste, en 1961, l'un était britannique et les autres américains, dont le titulaire actuel, M. Barrett.

La lente « désorientalisation » du baháisme avait d'ailleurs commencé avec le succès inattendu remporté par cette doctrine aux États-Unis, dès qu'elle commença à y être diffusée, en 1894, par un médecin syrien venu du Caïre. L'une des premières converties en vue fut la riche Mme Phoebe Hearst (et son mari d'abord), mais surtout les bahá'is pour montrer le côté transraciel de

(1) M. Jean-Marc Lepain, bahá' français, nous communique les chiffres suivants : avant la révolution islamique, les contributions individuelles représentaient 80 % du budget des institutions communautaires ; de mars 1980 à mars 1981, leurs dépenses (salaires divers, constructions de lieux de prière, extraction des dirigeants bahá'is) ont atteint environ 80 millions de francs ; les fonds bahá'is ne sont pas déposés en Iran.

BIBLIOGRAPHIE

- Encyclopédie de l'islam.
- J.-A. Gohneau : Les Religions et les Philosophies dans l'Asie centrale, 1965 et 1970.
- E. Renan : Les Apôtres, 1908.
- H. Dreyfus : Essai sur le baháisme, 1905 et 1962, PUF.
- P. Berger : From Sect to Church, New School of Social Research, New York, 1954.
- Christine Hakim : Les Bahá'is ou victoires sur la violence, Favre, 28, rue du Bourg, Lausanne, 1982.
- Kitab-i-Aqdas (extraits), Éditions bahá'ies, 235, rue du Trône, 1050 Bruxelles, 1981.
- Abdélbaha : Causeries à Paris en 1911, Éditions bahá'ies, Bruxelles, 1980.

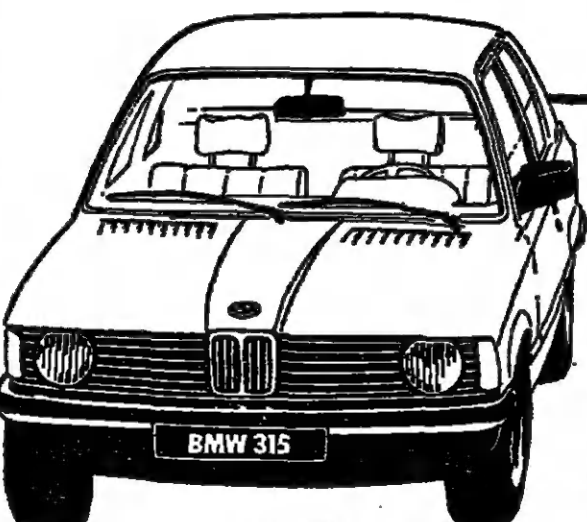
leur religion). En Europe, c'est une Américaine, May Boles (plus tard belle-mère de Choghol), qui créa, en 1898, à Paris, le premier centre bahá' avant d'aller en faire autant au Canada. Le plus ancien temple bahá' (compté non tenu de celui détruit du Turcago en 1911. La « langue universelle » préconisée par Baháoulláh pour « préparer l'unité de l'humanité » est de facto l'anglais-américain, en dépit de réticences persanes.

Fortement de deux cent mille à trois cent mille membres, selon les sources, le groupe bahá' d'Amérique du Nord, militant, serviable, riche, organisé, multipliant « conférences » et publications, domine le tiers du reste de la communauté. Les accusations formulées en Iran d'appartenance collective des bahá'is aux services spéciaux de la doctrine ou américaines sont naturellement absurdes, mais le « label yankee » colle de plus en plus à leur cause. L'américanisation a certainement fait passer le baháisme en effluve d'atmosphère orientale, jusqu'à presque le ravalier aujourd'hui au rang de ces lades sectes christologiques qui pullulent outre-Atlantique. Les bahá'is ne paraissent cependant être restés beaucoup plus proches de l'esprit originel de leur foi.

Evidemment, lorsque à l'heure du thé, à Haifa, on trouve sous le charme si doux de la grande dame de la foi, Main de la cause de Dieu et inlassable propagatrice de la doctrine ou américaine, Rohiyeh-Banem (la veuve de Choghol), et qu'on l'écoute exposer tous les bienfaits — au reste réels — du baháisme, on se prend à penser qu'il devrait accéder un jour au rang de quatrième grande religion révélée, issue d'Abraham comme le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Une foi dégrisée, on se rend vite à l'évidence que n'importe quel bon chrétien, juif non sioniste ou musulman modéré est un Mémorial Jourdain du baháisme. Le mot de la foi appartient quand même peut-être à ce jeune Égyptien, secrètement bahá' qui nous disait : « Vous en connaissez beaucoup des chrétiens qui sont tolérants, charitables et non violents ? » FIN

MARKETING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32



Une BMW ne ressemble à aucune autre voiture et la BMW 315, première berline compacte de la série 3, est la digne héritière d'une technologie BMW qui allie performances, fiabilité, économie et sécurité. Pour 54 076 F, votre concessionnaire BMW vous offre la possibilité d'oublier l'univers standardisé de la grande série pour rejoindre celui plus personnel et stimulant d'une marque exclusive : BMW.

La BMW 315, 9 CV pour 54 076 F*.
Votre première BMW.
Renseignez-vous chez votre concessionnaire BMW.

75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

DIPLOMATIE

La venue à Paris du premier ministre de Grenade M. Bishop cherche à diversifier ses alliances

M. Maurice Bishop, premier ministre de Grenade, doit être reçu vendredi 17 septembre par M. Mitterrand. Cette visite, ardemment souhaitée par le gouvernement révolutionnaire grenadain issu du coup d'État du 13 mars 1979 (1), est une nouvelle pierre dans le jardin déjà encombré des relations franco-américaines. Depuis plusieurs mois en effet, l'administration Reagan attaque régulièrement le régime « révolutionnaire populaire » de M. Bishop. Ce dernier, qui a défilé Washington en affirmant sa « solidarité » avec Cuba et le Nicaragua sandinista, a accompli à la fin juillet un voyage remarqué à Moscou.

Saint-George's, la « capitale » de Grenade, n'est qu'un petit port assourdi de sept mille âmes (l'île tout entière située dans l'arc des Petites Antilles ne compte que cent dix mille habitants). Nous dans leur immense majorité et anglophones). Les docks ne s'animent qu'à l'arrivée épisodique de quelques cargos : celui qui était à quai lors de notre passage battait pavillon soviétique. Un ancien hôtel de tourisme quelque peu délabré au sommet d'un éperon rocheux qui domine le port abrite des bureaux du premier ministre. Grand bâtiment à deux étages, M. Bishop offre quelque ressemblance avec M. Fidel Castro. Cet ancien avocat âgé de trente-huit ans parle avec diction, consultant parfois son propos de grands éclats de rire.

« J'attache, dit-il, beaucoup d'importance à cette rencontre avec M. Mitterrand : sur plusieurs sujets nous avons des positions convergentes avec Paris. Nous avons suivi avec intérêt les récents développements entre la France et les États-Unis, tels que l'initiative du passé, où la France a défendu sa souveraineté. Le dirigeant a beaucoup voyagé depuis son arrivée au pouvoir : il se défend, bien qu'il soit allié à plusieurs fois à Cuba et au Nicaragua, ainsi qu'en Bulgarie, en R.D.A. en Libye et tout récemment en U.R.S.S., de se limiter aux pays alignés au proche de Moscou. Il souligne ses contacts avec les pays latino-américains voisins, Mexique, Venezuela, et le maintien des liens au sein du Commonwealth. Dans cette optique de « diversification », et alors que les États insulaires anglophones de la région, souvent conservateurs, auraient plutôt tendance à établir un « cordon sanitaire » autour de Grenade, l'invitation de Paris a été la bienvenue.

De notre envoyé spécial

M. Bishop est en particulier reconnaissant à la France de ne pas avoir cédé aux pressions américaines visant à empêcher la C.E.E. d'apporter une aide financière à la construction du futur aéroport international de Point-Salines. La Communauté a fourni six millions de dollars pour ce projet qui permettra de désenclaver l'île qui n'est encore accessible pour l'instant qu'à l'avion de petite taille. Les États-Unis avaient redouté que l'aéroport ne soit finalement utilisé par les Cubains comme escale pour leurs interventions militaires en Afrique, voire comme base pour des actions en Amérique latine. La C.E.E. en avril 1981, par la voix de M. Cheysson, alors commissaire européen chargé du développement, avait maintenu fermement sa position.

Des techniciens cubains

Deux cent cinquante techniciens cubains s'activent actuellement sur le chantier de l'aéroport, au milieu de panneaux couverts de slogans révolutionnaires en espagnol, mais d'une forme britannique qui a obtenu la maîtrise d'œuvre du bâtiment central. En raison du relief très montagneux de l'île, les travaux sont difficiles. Il a fallu passer des collines combler en terre une baie. L'aéroport devrait être terminé en 1984.

L'affaire de l'aéroport est, pour M. Bishop, une excellente illustration de la volonté des États-Unis de « recoloniser » la région. Un autre exemple est, à ses yeux, celui du plan de développement du bassin caribéen (dont Grenade est exclue) pour lequel l'administration Reagan cherche actuellement à obtenir 350 millions de dollars du Congrès. « L'essentiel de cette somme va aller au Salvador, alors que les États-Unis ont promis de verser des millions de dollars à Grenade », affirme-t-il. « La politique des États-Unis est résumée d'un mot, une poignée de dollars l'autre. »

Le régime révolutionnaire grenadain, lui-même, a déjà le géant américain devant lui. Les contacts sont des soutiens politiques, mais l'aide économique figure aussi au programme de la visite à Paris. M. Bishop devrait regagner son pays après le financement par la France d'une station de télévision qui sera construite par Thomson. « Nous ne disposons actuellement que d'un équipement très rudimentaire qui ne couvre qu'une partie de l'île et ne fonction-

ne pas deux fois par semaine », indique le premier ministre.

Les révolutionnaires grenadains ont hérité d'un pays dénué d'infrastructures. 62 % des foyers n'ont pas l'eau courante et la moitié n'a pas l'électricité. 58 % des Grenadins étaient au chômage, il fallait apporter des draps et jusqu'à ses pous-ses dans les hôpitaux », affirme M. Bishop. « Nous avons lancé un programme d'alphabétisation, désigné la gratuité totale des soins médicaux et de l'enseignement secondaire, réduit le chômage à 22 %, de la population active. Nous avons créé de toutes pièces une petite agro-industrie et entrepris avec une aide canadienne la remise en état des plantations de cacao. »

Y aura-t-il un jour des élections libres dans ce pays anglophone voisin inquiet de ces entorses à la première dans les anciennes colonies britanniques de la région — à la tradition parlementaire inspirée de la Grande-Bretagne ? La réponse de M. Bishop qui rend son compte n'est pas convaincante : les Grenadins, selon lui, ne s'occupent pas d'élections, ils n'ont jamais été aussi libres puis- qu'ils peuvent militer dans les « organisations de masse » telles que celles regroupant les femmes ou les jeunes. Ce sont ces organisations qui constitueraient la « puissance démocratique ». Il y aura à une date indéterminée un référendum constitutionnel et après sans doute des élections.

Les opposants au régime parlent de leur côté d'arrestations arbitraires, de brimades contre ceux qui refusent l'embarquement, de sévices dans les prisons. Les droits de l'homme n'ont jamais existé dans ce pays », rétorque M. Bishop. « Nous avons, nous, donné la liberté au peuple. Qui il y a des prisonniers politiques, ils sont détenus sans procès parce que nous n'avons que deux juges et pas assez d'avocats. »

La corruption et la fraude électorale qui caractérisaient le régime parlementaire d'avant la « révolution » de 1979 ainsi que l'hostilité active des États-Unis contre Grenade — elles une excuse éternelle ?

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) La vie politique de Grenade a longtemps été dominée par Sir Eric Gairy, premier ministre depuis l'indépendance de 1974. Il a été accusé d'abus de pouvoir et d'arrestations arbitraires. Il a été destitué en 1979. M. Bishop a été élu premier ministre à la suite d'un coup d'État.

LA VISITE DE M. SEKOU TOURE EN FRANCE

Un climat passionnel n'a cessé de peser sur les relations entre Paris et Conakry

Après deux escales, à Fes et à Madrid, où il s'est entretenu avec le roi Hassan II du Maroc, puis avec le roi Juan Carlos, M. Sekou Touré, chef d'État de la France jusqu'à lundi, est arrivé jeudi matin 16 septembre à Orly, où il a été accueilli par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur.

Le président guinéen devait avoir un premier entretien avec M. Mitterrand et déjeuner à l'Élysée, puis recevoir dans l'après-midi à l'hôtel Madoignon, où il réside, M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement et Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui offre, ce jeudi soir, un dîner en son honneur au Quai d'Orsay.

Depuis la rupture brutale intervenue entre Paris et Conakry, à l'occasion du vote négatif de la Guinée, lors du référendum constitutionnel de septembre 1980, les relations franco-guinéennes ont toujours été marquées par un double aspect de l'ambiguïté et de l'incertitude. Après que M. Sekou Touré eut refusé l'offre d'entrer dans la Communauté francophone faite par le général de Gaulle à tous les territoires français d'outre-mer, prévalut aussitôt, de part et d'autre, un sentiment d'amertume et de rancœur, dont les effets n'ont jamais été totalement dissipés. Rien ne permit encore de supposer que la première visite officielle du président guinéen en France depuis l'accession de son pays à la souveraineté internationale puisse enfin mettre un terme à ce climat préjudiciable à l'établissement de rapports vraiment harmonieux entre l'ancienne colonie et son ancienne métropole, ainsi qu'entre leurs deux peuples.

Dans une première phase qui dura sept ans, de 1958 à 1965, les relations franco-guinéennes ne cessèrent de se détériorer. En mars 1960, les Guinéens quittèrent la zone franc. Après avoir mis en cause à plusieurs reprises des membres du gouvernement français accusés de vouloir « déstabiliser » son régime, M. Sekou Touré rompit les relations diplomatiques avec Paris le 22 novembre 1965. En dépit de multiples tentatives de rapprochement, souvent timides il est vrai, et toujours lourdement hypothéquées par le fait que le président guinéen posait des conditions estimées inacceptables par Paris à la reprise du dialogue, il fallut attendre le 14 juillet 1975 pour que, à l'issue d'une longue et délicate mission menée par le diplomate André Lewin, fussent de nouveau nouées des relations normales.

Ainsi, il fallut attendre six ans après l'élection de Georges Pompidou pour que Français et Guinéens consentent à discuter réellement. C'est donc à tort que certains considèrent pendant longtemps que le seul obstacle réel à la réconciliation était le général de Gaulle, vicé, selon eux, par les résultats du vote de 1958 et irréductiblement opposé à la personne de M. Sekou Touré. L'envoi par le président guinéen d'un message de félicitations à Georges Pompidou dès son élection à la présidence resta en fait sans lendemain, comme l'envoi en France, en 1970, d'une délégation guinéenne à une cérémonie commémorative en l'honneur de l'« homme du 14 juin ».

Même après le choc, par M. Sekou Touré lui-même, de la date du 14 juillet destinée à donner plus de solennité à la normalisation, il fallut attendre plus de trois ans, de 1975 à 1978, pour que M. Valéry Giscard d'Estaing se rende en visite officielle en Guinée, où il reçut un accueil chaleureux et passa autour de son cou le foulard rouge des jeunes pionniers révolutionnaires. Depuis lors, un délai de cinq ans se sera écoulé avant que n'ait lieu en France la « visite-retour » du chef de l'État guinéen, dont la date a été déplacée près d'une dizaine de fois. Ces aléas d'explication, bien sûr, par le caractère passionnel des relations franco-guinéennes, mais surtout par l'attitude de M. Sekou Touré à l'égard de ses opposants, pour la plupart systématiquement éliminés, soit par emprisonnement arbitraire, soit par exécution pure et simple.

Le « parti de la suture »

Au demeurant, bien que M. Mitterrand ait autrefois témoigné publiquement d'une grande estime personnelle pour M. Sekou Touré, avec qui il communiquait dans une attitude très critique à l'égard de la politique du général de Gaulle, une brouille grave scella en 1977 entre le leader du parti démocratique de la Guinée (P.D.G.) et le parti socialiste français. Oubliant les souvenirs d'un chaleureux compagnonnage dans les rangs de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance — Rassemblement démocratique africain (U.D.S.R.-R.D.A.) et les quatre visites que lui rendit en Guinée M. Mitterrand, lors de la longue traversée du désert qu'il accomplissait avant de revenir au pouvoir, le président guinéen rejeta les appels au respect des droits de l'homme lancés par le parti socialiste et accusa ce dernier de vouloir briser l'unité du « parti de la suture ».

Pourtant, malgré de graves handicaps tenant à la fois au développement d'un climat d'insécurité pour les ressortissants étrangers et à l'existence d'un important contentieux franco-guinéen, les intérêts français se sont maintenus en Guinée. Aujourd'hui en concurrence avec des groupes américains et canadiens, avec les intérêts soviétiques également, puis, plus récemment, avec ceux de quelques pays arabes, les sociétés françaises attendent participer aux grands travaux.

L'OPPOSITION GUINÉENNE A ORGANISÉ UNE SÉRIE DE MANIFESTATIONS

Au cours d'une conférence de presse, tenue mercredi 15 septembre à Paris, le collectif de l'opposition guinéenne a appelé à une série de manifestations destinées à protester contre la venue de M. Sekou Touré en France. Le collectif, qui regroupe l'Organisation de l'unité guinéenne (O.U.G.), dont l'un des chefs de file est l'historien Ibrahim Kake, l'Union populaire de la Guinée (U.P.G.), dirigée par le commandant Diallo et le Regroupement des Guinéens à l'extérieur (R.G.E.), du journaliste Siradiou Diallo, a invité ses militants et sympathisants à se retrouver, ce jeudi 16 septembre à 17 h 30, place de l'Alma, pour « marcher sur le Quai d'Orsay ».

Il doit dîner M. Touré, vendredi, à 11 heures, place d'Alsace ; dimanche, à 18 h 30, et lundi, à 9 heures, place de la Madeleine.

Au cours de cette conférence de presse, M. Siradiou Diallo a déclaré : « Nous devons déplorer cette visite, d'autant plus qu'elle a lieu sous un régime de gauche qui nous semble plus soucieux de défendre les droits de l'homme. »

Il a poursuivi : « Il est vain d'espérer transformer un bandit sans loi ni loi en honnête homme. »

D'autre part, la Ligue des droits de l'homme (27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris) a rendu public un communiqué qui « demande au gouvernement français de renforcer la coopération des relations entre les deux pays au respect par son interlocuteur des droits de l'homme les plus élémentaires. »

de mise en valeur et attendent que certains projets concernant l'exploitation de gisements de bauxite, de fer ou de phosphates soient enfin lancés. C'est également le cas pour quelques projets de création d'une vaste industrie électrochimique, basée sur l'énergie hydro-électrique potentielle que recèle le massif montagneux du Fouta-Djallon, considéré à juste titre comme le véritable château d'eau de l'Ouest africain.

Présentée il y a vingt-cinq ans par les responsables de la politique coloniale comme le pays possédant le plus riche de l'Afrique Occidentale française, la Guinée est l'un des vingt-cinq pays les plus pauvres du globe. Le produit national brut par tête, si l'on en croit les statistiques des organisations internationales, que soit 222 dollars par habitant. La dette extérieure, pour plus de moitié contractée à l'égard de l'Union soviétique, est évaluée à

LA GUINÉE

Superficie : 255 686 kilomètres carrés, soit la moitié de celle de la France.
Population : 5 millions et demi d'habitants (estimation) dans près de deux millions vivent en ville.
Capitale : Conakry (250 000 habitants).
Villes principales : Kankan, Labé, N'zérékoré, Koidima.
Ressources économiques : bauxite (troisième producteur mondial), kaolin, café, ananas. Toutefois, depuis la révolution de 1973, la Guinée est devenue le premier fournisseur de minerais de fer de la France. Les exportations d'un État ont été dépassées par M. Sekou Touré qui fut le premier chef d'État d'Afrique noire à inaugurer un régime socialiste dans son pays.

plus d'un milliard et demi de dollars. Néanmoins, les Français reviennent en nombre croissant dans le pays, dans le secteur privé. Les échanges commerciaux entre la France et la Guinée n'ont cessé d'augmenter, sextuplant entre 1975 et 1980, et, actuellement, la France assure près de la moitié du total des importations d'un État dont elle est devenue le premier fournisseur. Si l'on ajoute que les bauxites réservées de minerai de fer sont évaluées à plusieurs milliards de tonnes, que l'exploitation de gisements de fer des monts Nimba doit, en principe, débuter en 1984 avec la participation de deux sociétés françaises, on bénéficie d'un éclairage aidant à comprendre, au moins partiellement, la rancœur au premier abord insolite des rapports entre Paris et Conakry.

PHILIPPE DECKAENE

EMBARRAS CHEZ LES SOCIALISTES

Chez les socialistes, la visite de M. Sekou Touré provoque un certain embarras. Les dirigeants du parti, qui désapprouvent le régime personnel instauré en Guinée, ont refusé de répondre aux demandes de contacts qui avaient été formulées par le président guinéen avant sa venue à Paris. Ils n'ont aucun entretien avec celui-ci au cours de son séjour en France. Cette décision correspond, à une position que le parti socialiste a adoptée dès qu'il a été élu à la présidence de la République. Les socialistes ont refusé de position antérieures et de dénoncer publiquement les atteintes aux droits de l'homme en Guinée. Les socialistes, qui estiment qu'il ne saurait y avoir de dialogue avec le président guinéen tant que celui-ci n'aura pas fait son autocritique, considèrent, au demeurant, que cette visite officielle de l'État africain est au niveau des rapports d'État à État.

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, attendu à New-York le 28 septembre à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, sera reçu le même jour par M. Shultz, secrétaire d'État américain. Antérieurement, le 22 septembre, il aura reçu à Paris M. Francis Eym, son homologue britannique, annonce-t-on au Quai d'Orsay.

Mme Nicole Briot, qui dirigeait depuis 1978 l'Institut national de l'audiovisuel, a été nommée par le conseil des ministres du 15 septembre directrice des politiques de développement au ministère de la coopération et du développement.

À l'âge de quarante-quatre ans, ancien élève de l'ENSA, Mme Briot a été nommée la première femme nommée inspecteur des finances, après avoir dirigé, de 1971 à 1974, le bureau du budget et du plan au ministère des affaires culturelles.

A TRAVERS LE MONDE

Arabie Saoudite

NOUVEAUX INCIDENTS À MÉDINE. La police saoudienne est intervenue contre cinq caravanes de pèlerins iraniens, mercredi 15 septembre à Médine, et a déchiré les portraits de l'imam Khomeini qu'ils portaient, annonçant le correspondant de la radio iranienne au pèlerinage de La Mecque.

Bolivie

GRÈVE GÉNÉRALE. Un dirigeant syndical a lancé mercredi 15 septembre un appel à la grève générale illimitée jusqu'à ce que le régime militaire remette le pouvoir au civil, au cours d'une importante manifestation organisée par la principale centrale ouvrière bolivienne (COB). Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans toutes les grandes villes du pays lors d'une marche contre « la faim et la misère », pour réclamer la démission des militaires au pouvoir. — (A.F.P.)

Mexique

LES PRÉSIDENTS DU MEXIQUE ET DU VENEZUELA ont demandé, le mercredi 15 septembre, au président Reagan de s'efforcer de mettre un terme à l'inquiétante escalade de la violence entre le Honduras et le Nicaragua. Un message similaire a été adressé aux présidents du Honduras et du Nicaragua. — (A.F.P.)

Kenya

DIX-SEPT MEMBRES DE L'ARMÉE DE L'AIR KENYANE ont été condamnés à de lourdes peines de vingt-deux à vingt-cinq ans de prison pour participation au putsch manqué du 1er août contre le président Daniel Arap Moi. Sept autres personnes impliquées dans la tentative de coup d'État, qui a coûté la vie à cent cinquante personnes devaient être jugées publiquement jeudi, par le tribunal militaire. — (Reuter.)

Uruguay

LE COMITÉ DES MATHÉMATIQUES FRANÇAIS nous informe qu'il a reçu des nouvelles très inquiétantes de la santé du professeur Massera, incarcéré en Uruguay depuis 1975. Il y a trois semaines, il a été transporté sans connaissance à l'hôpital de la prison Libertad, souffrant de crises d'hypertension que les autorités refusent de prendre en considération. Le professeur Massera, fondateur de l'École mathématique uruguayenne, est âgé de soixante-sept ans. Il a été condamné en première instance à vingt ans d'emprisonnement à régime sévère pour association subversive (parti communiste). Le procès public en appel, qui est une obligation légale, est sans cesse reculé depuis trois ans.

La visite de M. Giscard d'Estaing

La tentative de débrouquement d'opposants guinéens à Conakry, en novembre 1970, avait auparavant entraîné l'arrestation d'une vingtaine de ressortissants français et de nouvelles accusations contre la France, tenue pour complice de cette conspiration manquée. En juillet 1974, la visite dans la capitale guinéenne de l'ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, André Bettencourt, avait été infructueuse. En revanche, la mission de bons offices amorcée dès octobre 1974 par M. Lewin, adjoint au secrétaire général de l'ONU et ancien chef de cabinet de M. Bettencourt, mit officiellement fin à dix années de brouille et entraîna l'élargissement de dix-huit Français incarcérés cinq ans plus tôt.

DEMAIN ?

61 % DES ETUDIANTS NE SAVENT PAS CE QU'ILS VONT FAIRE PLUS TARD*

* D'après l'enquête l'ETUDIANT/IPSOS

Résultats complets dans l'Almanach 82-83 de l'ETUDIANT

LUNETTES: DU NOUVEAU! LES VERRES STUDIO 200

● reflets supprimés
● luminosité accrue
● rayons ultra-violet filtrés
● toutes corrections visuelles

CHANGEZ VOS LUNETTES! COUREZ CHEZ LEROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus:

104, Champs-Élysées ☐ 147, rue de Rennes ☐ 127, St-Antoine ☐
11, bd du Palais ☐ 5, place des Terres ☐ 30, bd Barbès ☐
108, rue de Lyon ☐ 27, bd St-Michel ☐

Rayons spécialisés: ▲ acoustique médicale - ○ verres de contact - ■ travaux photos

كسب من الاموال

**Vos yeux font confiance
au n°1 de la TV et de la Vidéo.**

**Vos mains font confiance
au n°1 de l'électroménager.**

**Vos oreilles peuvent faire
confiance au n°1 de la Hi-Fi.***



**La Hi-Fi chez Darty:
Des grandes marques
au prix Darty.**



* Darty 1^{er} distributeur français de TV, électroménager, Hi-Fi, vidéo. Source "La Distribution : ses coordonnées" édition 1982.

PARIS

8^e: DARTY sous la Madeleine
11^e: 1, avenue de la République
11^e: 25 à 35, boulevard de Belleville
13^e: Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
14^e: Centre Commercial "Gallé Montparnasse" - 68-80, avenue du Maine
15^e: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle" - 71, quai de Grenelle
17^e: 8, avenue des Ternes
18^e: 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE

78: Orgeval: Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
78: Parly 2: Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
91: Les Ulis 2: Centre Clal "Les Ulis 2" - Bureaux-Vielles
91: Montargis-sur-Orge - 51, rue de Montigny (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Genève-des-Bois)
92: Asnières: "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
92: Châtillon: 151, avenue Marcel-Cachin - R.N. 306
92: Boulogne: Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général-Leclerc
92: Puteaux: Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"

93: Bagnole: Porte de Bagnole - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni
93: Bondy: 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93: Aubervilliers: Centre "Parifér" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Raynaud
93: Noisy-le-Grand: Centre Commercial "Les Arcades" - Marnes-la-Vallée
93: Pierrefitte: 102-114, avenue Léonie - R.N. 1
94: Champigny: 10-12, av. R. Salengro - La Fourchette - R.N. 4
94: Créteil: Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"
94: Ivry: Centre Clal "Ivry bords-de-Seine" - 16, r. Westermeyer
94: Thiais-Rungis: Centre Clal Régional "Belle Epine" - R.N. 7
95: Cergy-Pontoise: Centre Régional "3 Fontaines"

OISE

60: Beauvais: Centre Commercial "Le Franc Marché" - 2 à 4, place du Franc-Marché
60: Creil: Centre Commercial de Creil-Nogent: 10, avenue de l'Europe

MARNE

51: Reims-Tingouex: Zone artisanale du Moulin-de-l'Ecluse - Route de Damans

**ET 36 AUTRES MAGASINS
EN PROVINCE.**

EUROPE

La « force tranquille » à l'assaut de la Suède

Quelques 613 000 Suédois doivent élire, le 19 septembre, les 349 députés du Riksdag ainsi que les conseillers généraux et municipaux. Les 242 000 étrangers qui résident dans le pays depuis trois ans au moins participent aux élections communales et régionales.

La coalition centriste-libérale, en place

depuis le printemps 1981 et dirigée par M. Faellid, est actuellement minoritaire, mais bénéficie au Parlement du soutien des conservateurs. Les trois partis ne disposent que d'une seule voix de majorité contre les 174 députés sociaux-démocrates et communistes.

Ecarté du pouvoir en 1978, le chef du P.S., M. Olof Palme, tente de revenir aux com-

mandes. La dégradation de la situation économique, la montée du chômage et les divisions d'une majorité bien treille qui ne présente pas de programme commun jouent en sa faveur.

Comme dans les autres pays nordiques, on observe, en Suède, la progression spectaculaire

des conservateurs — qui se présentent volontiers comme l'« alternative » à la social-démocratie — et l'effritement des partis centriste et libéral. Dans leur campagne, les « bourgeois » mettent en garde l'opinion contre les projets économiques de la gauche, qui risquent à leurs yeux d'engager le pays dans la voie collectiviste.

Stockholm. — « Regardez la situation en France en Allemagne et au Danemark, trois pays où les socialistes ont le pouvoir. Le chômage y atteint des chiffres deux fois et même trois fois supérieurs aux nôtres : près de 10 % au Danemark, 3 % en S... »

Et vous, sociaux-démocrates, vous osez nous accuser de mener une politique favorisant le sous-emploi, alors que c'est justement sur ce point que nous avons réussi mieux que tout autre gouvernement d'Europe, malgré la stagnation. La population active a augmenté de cent trente-cinq mille personnes entre 1976 et 1982.

C'est le premier ministre centriste, M. Thorbjörn Faellid, qui parle ainsi le soir du 1^{er} septembre dans la salle des sports de la ville de Kalmar réservée habituellement aux combats de boxe. Le « duel » qui l'oppose à M. Olof Palme est considéré comme l'apogée de la campagne électorale, l'occasion pour l'un comme pour l'autre de séduire les 6 % de Suédois encore hésitants dont le vote fera sans doute la décision le 19 septembre.

Ce face-à-face est radiodiffusé en direct et télévisé en direct. Les temps de parole sont contrôlés à la seconde près, une jeune femme traduit simultanément les répliques pour les sourds-muets.

Dans la salle, les places ont été soigneusement et équitablement réparties : la classe social-démocrate accueille son leader en entonnant l'hymne du mouvement ouvrier suédois, tandis que les supporters centristes attaquent le chant national.

Les deux hommes disposent d'une heure et demie pour en débattre sur les grands thèmes

de la campagne électorale : l'emploi, les conséquences sociales de l'austérité budgétaire et le projet de « fonds de salaires » tendant à rendre les syndicats copropriétaires des entreprises — un boulet que les sociaux-démocrates traînent depuis 1978. Manifestement en forme, le premier ministre a tombé la veste pour affronter son adversaire. Subitement, il apparaît comme un orateur convaincant et incisif. Il dénonce la « surenchère social-démocrate », affirme qu'il est le défenseur des « petites gens », que son action présente l'objectif de réduire les dépenses publiques et enrayer la croissance de la dette extérieure — est guidée par le souci de léguer aux futures générations une économie saine. Au lendemain du deuxième anniversaire des accords de Gdansk, il réclame la libération des Internés et des dirigeants de Solidarnosc, puis aborde succinctement les problèmes de la paix et du désarmement, qui, comme les grands problèmes de politique étrangère, et au grand regret de M. Palme, ne sont pratiquement pas discutés pendant cette campagne.

Distribution de prix

A l'issue de ce débat au sommet, la presse distribue les prix : dialogue de sourds, certes, mais M. Faellid, qui s'est surpassé dans les grandes circonstances, a de l'avis général, marqué psychologiquement des points et donné du nerf à une campagne assez monotone.

I. — La défense de l'« homme du terroir »

par ALAIN DEBOVE

Est-ce vraiment une surprise ? Depuis 1973, on l'a habilement présenté comme un « dilettante », plus attaché à sa ferme du nord de la Suède (où il se rend d'ailleurs une fois par semaine) qu'aux réunions ministérielles de Stockholm. Comme un homme du terroir qui puise son inspiration politique « auprès de ses voisins du village ». C'est un orateur un peu « rébarbatif », au débit particulièrement lent. Un homme sincère et de bon sens, mais « paralysé à l'heure de prendre une décision ». Cette image de marque a été soigneusement entretenue. Elle a berné les Suédois, et sans doute aussi les sociaux-démocrates, pendant plusieurs années. Aujourd'hui, le comportement à révéler que M. Faellid, âgé de cinquante-six ans, est un adroit manœuvrier qui exerce dans l'art de l'esquive et sait « toujours retomber sur ses pieds ».

N'avait-il pas, par exemple, contribué largement à la chute des sociaux-démocrates en 1978 en assurant que ses convictions personnelles et profondes l'empêcheraient de siéger dans un gouvernement qui ne s'engagerait pas à résorber les centrales nucléaires ? N'avait-il pas promis quatre cent mille emplois nouveaux, la même année, s'il accédait au pouvoir ? Aucun de ces engagements n'a été tenu, mais M. Faellid est bien toujours à la tête du gouvernement et affirme sereinement que, sans lui, les Suédois n'auraient pas été autorisés à s'exprimer par réfé-

rendum sur le nucléaire en 1980. « Le peuple, déclare-t-il, a dit oui au fonctionnement de deux centrales pendant trente ans. En bon démocrate, je me soumettais et respecte le verdict des urnes. » Quant aux créations d'emplois, il est formel : « Nous sommes dans la bonne voie... »

Les conservateurs à l'affût

Politicien rusé, M. Thorbjörn Faellid se bat dans cette campagne pour la survie de son parti : le centre. Celui-ci, composé essentiellement d'agriculteurs, compte sur la personnalité de son leader pour lui éviter une véritable déroute le 19 septembre. Son audience ne cesse d'augmenter : 24,1 % des suffrages en 1978, 18,1 % en 1979 et tout juste 11 % d'intentions de vote selon les sondages d'opinion du mois d'août. Les centristes n'ont plus une seule question susceptible de leur donner un profil particulier : la décentralisation n'intéresse personne, car elle est déjà réalisée ; l'énergie nucléaire est aujourd'hui une affaire enterrée et l'écologie n'est pas un programme politique. Et voilà maintenant que deux « mini-partis » — les chrétiens-démocrates et le parti de l'environnement — leur contestent le rôle de « défenseurs numéro un de la nature ».

Les libéraux, partenaires des centristes dans la coalition au pouvoir depuis le printemps 1981, ne sont dans une situation guère plus enviable, avec quelque 7 % ou

8 % des intentions de vote. Leur leader, M. Ola Ullsten (ministre des affaires étrangères), déclare pourtant que le gouvernement actuel est « le meilleur possible » car il est modéré et repousse des à des la relance économique proposée par la gauche et l'insécurité « outrancière » prônée par la droite, qui auraient toutes deux des conséquences financières ou sociales « désastreuses » ; mais il est bien difficile, en période de crise, de mobiliser l'opinion sur des slogans tels que l'égalité entre les sexes et le maintien de l'aide au tiers-monde à 1 % du produit national brut. Les attaques railleuses au parti libéral de grands banquiers et patrons, comme M. Gyllenhammar, P.-D.G. de Volvo, n'ont pas donné les résultats escomptés.

La dégringolade prévisible des deux partis du milieu de l'échiquier se fera au profit des conservateurs de M. Ulf Adelsohn. Ceux-ci ne cessent de progresser depuis 1970 : ils partent en guerre contre les impôts, condamnant toute forme de rapprochement avec la social-démocratie (idée qui séduit à intervalles réguliers les centristes et les libéraux), dénoncent la bureaucratie et les tendances collectivistes de la société ; ils veulent redonner à l'individu le sens de ses propres responsabilités, « car on a l'impression que les Suédois ont perdu tout sens de la mesure ».

Les libéraux, partenaires des centristes dans la coalition au pouvoir depuis le printemps 1981, ne sont dans une situation guère plus enviable, avec quelque 7 % ou

« force tranquille » suédoise, laissant les bourgeois « effrayer l'opinion » et étaler leurs divisions au grand jour. A un auditeur qui lui reprochait sévèrement son ton agressif et le prêt sentiment de cesser ces manières, l'ancien premier ministre répondait rétrospectivement : « A cinquante-cinq ans, je me suis assagi. C'est normal. Aujourd'hui je suis deux comme le miel. »

Les six années passées dans l'opposition n'ont pas altéré la position du parti dans l'électorat : 42,7 % des voix en 1978, 43,3 % en 1979. Il aborde la présente consultation avec une grande confiance : les rapports avec la puissante centrale syndicale L.O. sont bons, et les jeunes continuent à voter dans une large majorité à gauche, ce qui n'est pas le cas en Norvège par exemple.

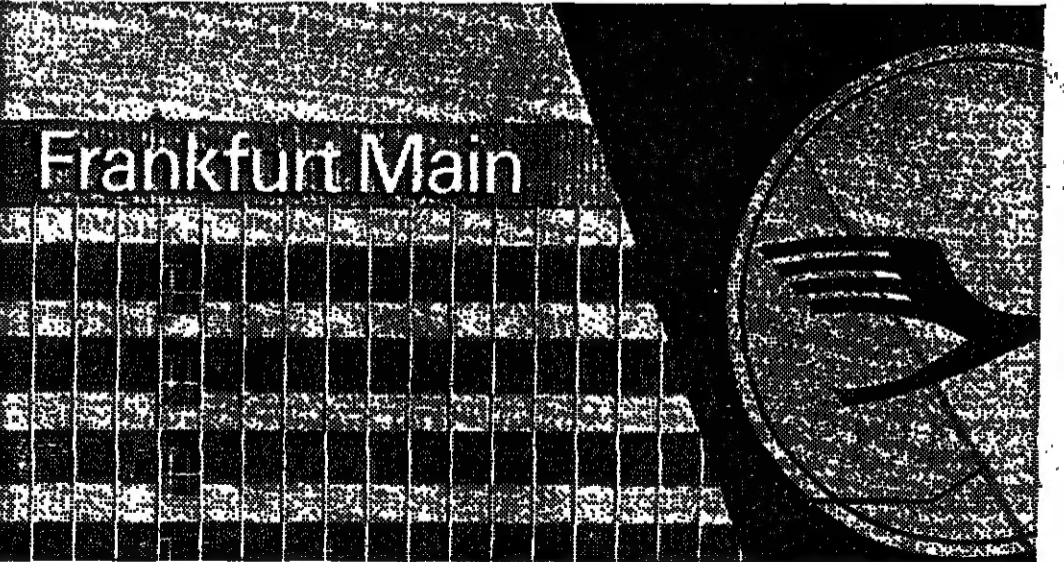
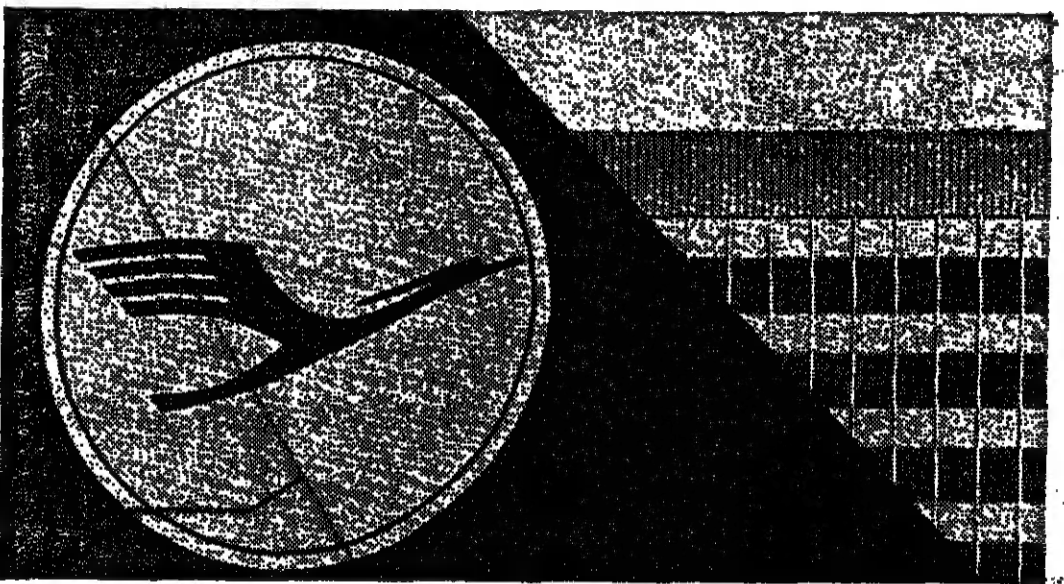
M. Palme a bien besoin d'affirmer cette « force tranquille », car il doit faire face aux attaques groupées du patronat et des trois partis bourgeois, pour une fois mis, qui considèrent que le projet de fonds ouvriers, tendant à rendre les salaires copropriétaires des entreprises, va plonger la Suède dans le « vrai socialisme », que l'objectif des syndicats est la propriété des moyens de production, que la liberté, la démocratie et l'économie de marché sont menacées.

Ce projet a déjà joué de mauvais tours aux sociaux-démocrates lors des deux précédentes élections. Ils s'efforcent maintenant de désamorcer la mine. M. Palme tente de détourner l'attention de ce sujet scabreux en parlant longuement dans ses discours du chômage, du travail de longue haleine que nécessitent le redressement de l'économie, de la solidarité indispensable pour sortir le pays de la crise, de la confiance en l'avenir. Cette tactique semble lui réussir ; reste à savoir si les slogans ne sont pas un peu usés. La gauche fait « sécher » ses promesses dans cette campagne : l'indexation intégrale des pensions sur le coût de la vie, le rétablissement des anciennes modalités de l'assurance-chômage et de l'aide de l'Etat aux communes pour la construction de crèches et la suppression des trois jours de carence, non indemnisés par la Sécurité sociale en cas de maladie, 17 jours prévus par le « droit de grève » de la défense contre les attaques de bourgeois — peuvent lire sur les affiches des socialistes.

Une fois de plus, malgré tous les appels à la modération, en temps pour le rapprochement et la collaboration entre les grands partis, ce sont bien deux blocs qui s'affrontent aux législatives : les bourgeois contre les sociaux-démocrates. En 1979, huit mille voix seulement séparaient les deux camps. Or le petit parti communiste, bien isolé à gauche, n'est pas sûr, en raison des événements de Pologne, de réunir les 4 % de voix nécessaires pour être représenté au Riksdag.

Prochain article :
L'AUSTÉRITÉ
A TOUTES LES SAIGES...

A ceux qui connaissent bien les compagnies aériennes et les aéroports, encore merci de nous avoir si bien notés.



Pour la seconde année consécutive, les hommes d'affaires internationaux ont élu Lufthansa transporteur numéro un mondial. C'est la compagnie qu'ils recommanderaient le plus volontiers autour d'eux. Dans la même étude indépendante, l'aéroport de Francfort/Rhein-Main, base principale de Lufthansa a été désigné une fois de plus comme l'aéroport le plus fonctionnel du monde. Tout simplement, les hommes d'affaires du monde entier apprécient notre efficacité, notre fiabilité et bien sûr notre ponctualité. Ils goûtent le confort de voler avec la flotte la plus moderne du monde. Ils accordent une grande valeur au service raffiné et au large choix de classes. Au sol ou en vol, Lufthansa vous donne toujours le meilleur des deux mondes.

Lufthansa

*Etude sur les voyages d'affaires par avion menée par «The Annual Investment Fco» (rapport d'activités économiques et financières publié à Londres) et réalisée sur un échantillon représentatif d'hommes d'affaires parmi les 20.000 plus grandes sociétés exportatrices du monde.

Bertrand Contemporain

les signatures du mobilier contemporain
WILLY RIZZO • TOMASO BARBI
FABIAN • MARBY
Canapé 2 places Tango
recouvert tissu Cerada 4490 F
7 rue Lacaille 75017 Paris. Tel. 229.25.26

AUJOURD'HUI.

NOUS LEUR DONNONS
L'INFORMATION POUR CHOISIR



مركز من الامم المتحدة

EG.

Le Monde

politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 15 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Après la réunion, le communiqué suivant a été publié.

● **COMMERCE EXTÉRIEUR ET SITUATION MONÉTAIRE**
(Lire page 27.)

● **IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES**
(Lire page 28.)

● **ARTISANS**

Le ministre de l'industrie et de l'artisanat a fait une communication sur la situation actuelle de l'artisanat et sur la contribution que ce secteur peut apporter à la production, à l'emploi et à l'aménagement du territoire. Il a rappelé que l'artisanat occupe 10 % de la population active française et a créé plus de 200 000 emplois au cours des dix dernières années.

Le président de la République a souligné le rôle irremplaçable des artisans dans l'équilibre économique et dans la vie du pays. Il a demandé au gouvernement d'agir en étroite concertation avec les représentants de ce secteur, pour que celui-ci soit en mesure d'apporter son concours utile au développement du pays.

● **PROCHE-ORIENT**

La mission du contingent français au sein de la force multinationale d'interposition à Beyrouth s'est terminée de bonne manière. Les conditions sont réunies pour que les forces armées libanaises assurent l'ordre et la sécurité dans la capitale. Il est maintenant essentiel que l'évacuation de toutes les forces étrangères du Liban soit entreprise au plus tôt, comme l'ont prévu les résolutions du Conseil de sécurité, les déclarations de nombreux gouvernements amis du Liban et, plus récemment, le sommet arabe au cours de sa conférence de Fès. Le gouvernement français a tenu une grande importance dans la mesure où, comme il a déclaré à plusieurs reprises le président de la République, cette évacuation est une condition de l'indépendance, de l'intégrité et du rétablissement de la pleine souveraineté au Liban, principes auxquels la France demeure fondamentalement attachée.

La déclaration arabe, venant après le discours du président Reagan à Burbank et faisant suite aux réactions très positives de nombreux pays au projet de résolutions françaises, a été accueillie avec satisfaction. Le communiqué du Conseil de sécurité, confirme la volonté du plus grand

nombre, d'engager un processus de négociations vers une paix fondée sur les principes de droit, que la France a rappelés à bien des reprises et qui constitueront, demain comme hier, la base de son action.

● **NATIONS UNIES**

À la suite de sa visite officielle en France, la première depuis son élection, M. Perez de Cuellar a été reçu par le président de la République, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement. La volonté française a été clairement affirmée de permettre au Conseil de sécurité et au secrétaire général, d'assumer pleinement leurs responsabilités dans le règlement des différends, dans la définition et dans le suivi d'actions collectives contribuant au maintien de la paix et de la sécurité. Des recommandations ont été présentées par le secrétaire général dans son premier rapport annuel à la France y trouvant un grand intérêt.

Cette orientation a, au cours des derniers mois, inspiré les attitudes de la France au Conseil de sécurité à propos des Malouines, du Proche-Orient, du Liban. Elle sera réaffirmée dans le discours que le premier ministre lui-même prononcera, à la fin du mois, au nom de la France devant l'Assemblée générale.

● **RENTÉE SCOLAIRE**

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la rentrée scolaire. Celle-ci a maintenant eu lieu dans toutes les académies métropolitaines, à l'exception de la Corse, site consacré, dans l'enseignement, à la publication de 500 000 élèves, soit une légère diminution par rapport à l'année dernière, avec des différences notables selon les degrés d'enseignement (baisse dans l'enseignement élémentaire, progression dans les collèges et les lycées et surtout les lycées professionnels). Dans l'enseignement privé, le nombre des élèves, 2 977 000, reste stable.

Préparée dans un esprit nouveau, cette rentrée marque un progrès par rapport à celle de l'an passé. Bien qu'il soit encore trop tôt pour établir un bilan complet, il apparaît d'ores et déjà que les infrastructures imperfections ont été moins nombreuses que les années précédentes. L'amélioration ainsi constatée résulte de deux types d'actions :

— l'amélioration des moyens : mise en place de 17 000 emplois supplémentaires, effort en faveur des constructions plan-marchés-outils, augmentation de bourses dans les lycées d'enseignement professionnel ;

— la nouvelle politique de l'édu-

cation particulièrement marquée sur trois plans : la concertation avec tous les intéressés ; la lutte contre les inégalités et les écarts scolaires ; les projets d'action éducative. Les réformes de 1982 marquent une étape dans la transformation du système éducatif. Rendant hommage à l'action de tous les personnels de l'éducation nationale, le ministre a appelé l'ensemble des partenaires de l'éducation, et en particulier les parents d'élèves, à collaborer à la préparation des réformes en cours (formation des maîtres, missions sur les collèges et sur les lycées).

● **SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT**

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a présenté l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement que le président de la République a convoquée pour le mardi 27 septembre. Cette session, d'une durée de deux jours, se tiendra immédiatement la session ordinaire d'automne, devant permettre au Parlement :

— de pourvoir, si possible d'achever, l'examen de projets de loi adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture. Ces projets concernent notamment le développement des investissements et la protection de l'épargne et l'adaptation de la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer.

— d'aborder en première lecture à l'Assemblée nationale l'examen d'autres projets concernant, notamment, les comités d'hygiène et de sécurité, la réforme des études médicales et pharmaceutiques, le développement des investissements et la protection de l'épargne et l'adaptation de la loi de décentralisation aux départements d'outre-mer.

● **VACANCES 82**

Organisée dans vingt-quatre départements avec le concours de l'Armée, l'opération "Vacances 82" était un élément essentiel de la mise en œuvre et de la surveillance du blocage des prix pendant les congés d'été. Le ministre de la consommation a rendu compte des résultats de cette opération, qui a atteint les objectifs que le gouvernement s'était fixés.

La mise en place de contrôles préventifs, le renforcement des effectifs dans les départements d'accueil, l'organisation de permanences téléphoniques auxquelles les consommateurs et les professionnels pouvaient s'adresser, ont, en outre, permis de limiter les abus de toutes sortes qui accompagnent souvent la période des vacances. Le slogan de la campagne : « Soyons vigilants, nous le sommes », reflétait la volonté du gouvernement de mobiliser l'ensemble des partenaires économiques dans la lutte contre l'inflation et pour une meilleure qualité de nos productions et de nos services.

Le ministre de la consommation a souligné la participation active à l'opération des consommateurs de consommateurs, ainsi que celle de nombreux commerçants ou de leurs organisations. Elle a indiqué que l'an prochain une nouvelle opération de plus grande ampleur tenant compte de l'expérience acquise cette année sera mise en place.

● **VILLES NOUVELLES**

Sur la proposition du ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, et du ministre de l'urbanisme et du loge-

ment, le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant modification du statut des agglomérations nouvelles, dont les grandes lignes avaient été fixées lors du conseil des ministres du 21 juillet dernier.

Le texte abroge la loi du 10 juillet 1970. Il lui substitue un nouveau régime, tendant à assurer une gestion plus démocratique des agglomérations nouvelles et à mieux assurer la transition vers le droit commun, c'est-à-dire la création de communes sur le territoire de ces agglomérations.

La réforme de la loi Bouchet, qui, depuis le 10 juillet 1970, régit les neuf villes nouvelles françaises, faisait partie de tous les programmes électoraux de la gauche. Mais en fait, au point de vue technique, c'est-à-dire la création de communes sur le territoire de ces agglomérations.

Il fallait, tout à la fois, rendre plus de liberté d'action aux élus locaux, permettre que soit constituée une véritable communauté de pensée par les habitants déjà installés dans les villes nouvelles, et assurer la continuité de la gestion traditionnelle mise à mal par l'apparition de quartiers neufs.

Le projet de loi trace un cadre en offrant aux conseils municipaux des communes concernées quatre possibilités d'organisation institutionnelle plus ou moins contraignantes (le Monde du 20 avril, 7 juillet et 14 juillet 1982). Le texte en un accord ne peut être trouvé pour être mis en place au plus tard le 1^{er} mars 1984. Ce sont donc les communes qui auront à se prononcer. L'avenir des villes nouvelles sera donc fixé par les habitants eux-mêmes, dans les quarante-cinq communes plus ou moins concernées.

● **CIRCOSCRPTIONS ADMINISTRATIVES**

Sur le rapport du ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres a adopté un décret qui simplifie la procédure applicable en cas de modification des circonscriptions des services administratifs de l'État.

● **RECHERCHE ET INDUSTRIE**

Sur proposition du ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, et pour faire suite aux décisions prises le 1^{er} septembre en ce qui concerne l'organisation de son ministère, le conseil des ministres a adopté un décret créant l'emploi de directeur général de la recherche et de la technologie.

● **La révision des listes électorales à Paris, qui a commencé le 1^{er} septembre, se poursuivra jusqu'au 31 décembre. Les jeunes gens qui atteindront l'âge de dix-huit ans avant le 1^{er} mars 1983 doivent demander leur inscription dans les mairies d'arrondissement ainsi que les personnes ayant changé de domicile.**

LE MONDE diplomatique

de septembre

AU SOMMAIRE :

- Les chances de la chirurgie israélienne au Liban.
- Le bras armé des États-Unis.

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 5, rue Jacques Bingen Paris 17^e

LES IMPÔTS EN FRANCE 82/83 traité pratique illustré par l'exemple, 564 pages 106 F - Franco 119 F

COPIES GEANTES NOIR BLANC SUR XEROX 180

SUR PAPIER BLANC COULEURS CALQUE POLYESTER LARGEUR 52 CM LONGUEUR 110 CM RÉDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CARTES, AFFICHES, POSTERS

ÉTRAVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32 Tx 220064 F

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année.) Cours par correspondance (2^e année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.65.94 Documentation M sur demande

TOUT DE SUITE !

L'ALMANACH 82-83 DE L'ÉTUDIANT EST PARU 25 F chez votre marchand de journaux*



* Rembourse pour tout abonnement à L'Étudiant Tél. : 508.02.42

Le C.D.S. demande au gouvernement d'engager une « opération vérité » sur sa gestion

Les membres du bureau politique et du collège exécutif du C.D.S. réunis mercredi 15 décembre, se sont montrés préoccupés par la situation économique de la France. « Le gouvernement a fait de mauvais choix politiques et des fautes de gestion », a estimé M. Pierre Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux. Il a dénoncé pie-mêle la baisse du pouvoir d'achat — qui est « tellement contraire aux illusions ou aux espoirs des Français après le 10 mai » — l'accroissement du déficit du commerce extérieur, la baisse de confiance de l'étranger dans le crédit de la France, le désinvestissement — « à cause notamment des charges accrues pesant sur les entreprises », la politique déflationniste de la « nouvelle donne » du gouvernement. Maubou, qui risque « de faire fuir à la France la reprise mondiale de 1982 ».

Le président du C.D.S. a toutefois admis que des efforts avaient été faits dans le domaine de l'épargne, et il a rappelé que leur temps, mais il a jugé que la croissance du déficit budgétaire « prouve que le budget n'est ni

celui de la rigueur, ni celui du dynamisme dans la mesure où il ne fait qu'enregistrer les échecs, ni celui de la solidarité car personne n'est protégé de la baisse du pouvoir d'achat ».

Le C.D.S. demande au gouvernement d'engager une « opération vérité » sur sa gestion. Une telle opération permettrait, selon M. Méhaignerie, de mesurer l'état de la situation économique et de savoir « où en sont les réformes en chantier ». Il propose pour la rentrée un slogan : « La social-démocratie n'est pas social ».

Le C.D.S. s'est, d'autre part, déclaré « très inquiet de voir le fossé se creuser entre les États-Unis et l'Europe ». « Nous ne voudrions pas que la mauvaise gestion intérieure conduise à un certain anti-américanisme », a déclaré M. Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, tandis que M. Bernard Stéel, député de la Marne, estimait : « C'est dérisoire anti-américanisme présente pour le gouvernement un double avantage : celui de satisfaire le P.C. et celui de faire des Américains des bœufs émissaires ».

A l'extrême droite

« Il est indispensable de renverser le pouvoir actuel » déclarent les dirigeants du P.F.N.

Quatre des nouveaux dirigeants du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite), MM. Roger Gaudin, Olivier Cassa, Jack Maréchal, membres du comité central et Roger Girard, membre du comité central et porte-parole, ont tenu, mercredi après-midi 15 septembre, une conférence de presse pour préciser les positions de leur formation sur différents sujets. Ils ont notamment confirmé que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir le P.F.N. a infléchi sa ligne politique « dans le sens d'une réaffirmation des finalités révolutionnaires de son action ».

Après avoir trop longtemps voulu confondre son expression politique avec celle des formations de l'opposition bourgeoise, le P.F.N. a décidé de porter clairement aux Français et d'exposer ses positions révolutionnaires en toute autonomie. Il s'agit donc de porter le débat politique partout, de conduire l'ensemble du pays à la prise en compte d'un changement radical. Notre objectif est de prendre une part décisive au combat de toutes les forces opposées au système.

Porte le P.F.N. « il est indispensable de renverser le pouvoir actuel ». Interrogé sur cet objectif, qui les conduits à renouer avec un certain activisme, les

représentants du parti ont assuré qu'ils n'envisagent pas sortir de la légalité. Aux prochaines élections municipales, le P.F.N. souhaite participer à des listes d'union de l'opposition : « Dans tous les cas, nous manifesterons l'indépendance de nos positions nationales et l'autonomie de notre expression politique. Mais nous réaffirmons notre volonté prioritaire de ne jamais fuir voter à gauche. Notre combat est la clarté et ne doit pas se prêter à des marchandages suspects ».

Les quatre dirigeants du P.F.N. ont également répondu aux accusations lancées contre eux et, en particulier, contre un animateur du GUD (Groupe union-défense) par le porte-parole du Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 9 septembre). Ils ont déclaré que l'affirmation selon laquelle le P.F.N. serait devenu « un instrument de Gaston Defferre » est « une absurdité qui donne à voir. Nous sommes heureux de constater qu'il y a à droite des personnes de qualité, des hommes de bien, des dévoués du mouvement sans politique, ont-ils ajouté. Cela dit, nous restons ouverts à tout accord avec des organisations d'opposition nationale, qu'elles soient ».

Le P.F.N. tiendra son cinquième congrès national les 13 et 14 novembre à Paris.

Le P.S. : le Club de l'Horloge n'a pas mis son cadran à l'heure.

Sous le titre « La droite annexe la République », le bulletin quotidien du parti socialiste, P.S., paru mercredi 15 septembre, a exposé, au nom de l'opposition, par le Club de l'Horloge pour écarter de l'agenda, que le socialisme engendre « nécessairement l'injustice » (le Monde du 15 septembre).

Il indique, notamment : « On peut constater sur l'acheminement que maintes fois politiques ou rabais pour nier à la fois leurs origines et leur spécificité ».

Certes, personne ne nie que, après un siècle de tourmente, l'ensemble des forces politiques françaises sont devenues républicaines. Mais la droite a suffisamment campé sur des positions royalistes ou bonapartistes pour ne pas renoncer à ses présumptions et à l'incertitude des principes républicains que leurs ancêtres ont méprisés trop longtemps.

Quant à leur spécificité, elle s'accroche, en effet, à ce qu'ils appellent liberté : cette liberté sans frein qui aboutit à l'exploitation des faibles et des démunis par une poignée de vauroux. Elle s'accroche à cette forme d'égalité qui prétend ne rien corriger à l'ordre naturel comme à l'homme, depuis des millénaires, n'y avait pas trouvé sa plus noble tâche. Elle ose enfin s'accrocher à la fraternité, parce que cette classe-là a toujours pratiqué l'embarcadere avec contentement dans le dos.

Le Club de l'Horloge n'a pas encore réussi à mettre son cadran à l'heure. Rien d'étonnant à cela. Car si la droite avait quelque chose à dire, elle imaginerait autre chose qu'un « étatisme hanté de contentement du socialisme sur ses positions ». Elle se consacrerait à l'explication claire de ses propositions, et reconnaîtrait que le combat pour la République a d'abord été celui de la gauche.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75001 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4077-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-ROU-TOM 273 F 441 F 611 F 790 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VIRE NORMALE 533 F 963 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 313 F 521 F 731 F 940 F

2. SUISSE-TURQUIE 386 F 607 F 847 F 1 290 F

Par virement bancaire

Tout sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à transmettre leur demande sur mandat ou virement avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Robert Beauvillier (1944-1969)

Jacques Foccart (1969-1982)

Imprimeur :

« Le Monde » S.A. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

كلنا من الامل

JOURS DE FRANCE



AU CAFÉ DU COMMERCE LES NATIONALISATIONS

Deux lycéens de 13 ans de la classe de 4ème :
Jean et Paul

Jean : Quelle est la profession de ton père ?

Paul : Il est fonctionnaire.

Jean : Tu en es la chance !

Paul : Pourquoi ?

Jean : Parce que papa avait une entreprise et elle a été nationalisée.

Paul : Mais il a été indemnisé !

Jean : Il a été indemnisé, mais il est triste, triste parce que maintenant il ne sait plus que faire. Il aimait bien son personnel, ses clients, ses fournisseurs et, présent, il est tout étonné de n'avoir pas de travail. Et puis maman est inquiète.

Paul : Ah oui ? Pourquoi ?

Jean : Elle est inquiète parce qu'elle dit que l'oisiveté, même forcée, est la mère de tous les vices.

Paul : Ton père à des vices ?

Jean : Pas encore, mais enfin il pourrait jouer aux courses. Il va trop souvent au cinéma. J'ai entendu parler d'un film qui s'appelle « Emmauelle ». Il paraît qu'il vaut mieux qu'il ne soit pas vu par les hommes mariés.

Paul : Ah ? Mais nous ne sommes pas mariés, on pourrait peut-être le voir ?

Jean : Si tu veux.

Paul : Et bien, dimanche prochain, quand on nous donnera notre argent de poche pour la semaine, on mettra de côté l'argent du cinéma.

Jean : D'accord. Mais tout ça, ça n'arrange pas les affaires de papa ! Il a des amis dont les entreprises ont été également nationalisées et qui pensent à s'expatrier en Amérique.

Paul : Ils ont tort. La loi sur les nationalisations, ce n'est tout de même pas la révocation de l'Edit de Nantes ! Tu devrais parler à ton père de ce que dit Chantecler. Cela pourrait, peut-être, lui donner des idées.

Jean : Chantecler, d'Edmond Rostand ? Nous en avons bien appris quelques passages l'année dernière, mais je ne me les rappelle plus. Je suis sûr que tu m'en diras quelque chose, toujours premier en récitation.

Paul : Veux-tu que je te le raconte ?

Jean : Oui.

Paul : Je vais d'abord te parler de la scène et de l'environnement. La scène, c'est une cour de ferme où Chantecler, le coq, règne en maître et est aimé de tous ; des poules, naturellement, mais aussi des pintades, des dindons, du chien dans sa niche, du merle qui siffle dans sa cage, de la vieille poule dans son panier et, tous les matins, Chantecler lève avant l'aube pour chanter et faire lever le soleil.

Jean : Ce n'est pas vrai ! Il ne fait pas lever le soleil !

Paul : Non. Mais il le doit et il est heureux. D'ailleurs tous les coqs du monde chantent avant le lever du soleil. L'environnement, c'est une forêt. Un jour, on entend un coup de fusil et une faisane, blessée, tombe dans la cour de la ferme.

Tout le monde l'accueille. Chantecler la prend sous sa protection. On la soigne, elle guérit et elle aime Chantecler. Mais elle n'est pas heureuse, parce que Chantecler apporte trop d'attention à sa mission qui consiste à chanter tous les matins pour faire lever le soleil. Et elle dit : « Je veux un coq sans gloire qui n'aime que moi ».

Jean : Maman ne ressemble pas à ta faisane. Elle n'était du tout jalouse du travail de papa quand il en avait et, aujourd'hui, il n'en a plus !

Paul : Je continue. Un soir, la faisane emmène Chantecler dans la forêt, là où le feuillage est très épais et où les rayons du soleil passent difficilement. Elle lui raconte des histoires. Il s'endort et le matin le coq commence à se lever. La faisane le réveille et lui dit : « Tu vois, le soleil s'est levé sans toi ». Chantecler, un peu endormi, reprend ses esprits et répond : « C'est qu'il est resté dans l'air un peu de mon chant d'hier ».

La vie reprend dans la cour de la ferme. Chantecler continue à chanter avant le lever du jour. Un soir, on entend le chant du rossignol dans la forêt. Tout le monde l'écoute dans la cour de la ferme. Puis un coup de feu, le rossignol ne chante plus. Quelques instants plus tard, on entend de nouveau le chant du rossignol. Alors Chantecler dit : « Il faut qu'il y ait toujours un rossignol dans la forêt et dans l'âme, une foi si bien habituée qu'elle renaît encore après qu'on l'a tuée ».

Jean : C'est très bien, mais qu'est-ce que ça peut faire pour papa ?

Paul : Si ton père a dans l'âme une foi bien habituée à travailler, à créer des emplois et à exporter, bien il n'a qu'à créer une nouvelle entreprise !

Jean : Oui, mais si on la nationalise, nouveau dans dix ans ?

Paul : Et bien, pendant dix ans, il se sera bien amusé ! Ta mère n'aura été inquiète et, finalement, il aura rendu service à la France en créant une nouvelle société, digne d'être nationalisée.

Jean : Mais s'il a rendu service à la France en créant sa première entreprise qui a été nationalisée, on pourrait peut-être lui donner une petite décoration. Je pense que cela le consolerait.

Paul : Quelle décoration ?

Jean : Je ne sais pas. Par exemple les Palmes académiques, comme le professeur de français !

Paul : Je vois justement au café d'en face M. le Commissaire de la République et M. le Président du Conseil général qui d'habitude n'arrivent pas de se chamailler et qui, aujourd'hui, ont l'air de très bonne humeur. Allons leur dire qu'ils devraient écrire au Ministre de l'Education nationale pour qu'il décerne à ton père les Palmes académiques.

Marcel Dassault
Député de l'Oise

Recherche et industrie recevront 52,2 milliards de francs (+ 35,8 %)

Le Monde

LIVRES

VOIX DU MAGHREB

Rachid Mimouni ou les illusions perdues

U n peu partout dans l'Algérie d'aujourd'hui. Un non-conformisme simplement paillard, encombrant, ni meilleur ni pire que n'importe quel camp d'opposants à une réauration régnante. Ni travail forcé, l'isolement, la saleté, le silence, l'absence d'empressement administratif, l'absence de politesse et qui s'efforcent de faire comprendre à l'administration que si l'administration veut un émaculé, c'est pour leur bien, sur une échelle technique (payée en dollars) à l'échelle qu'ils attendent des spermatozoïdes subversifs.

Le narrateur est un homme sans titre et sans titre jusqu'au bout du récit. Personne d'une tribu respectée, mais pauvre, puis condamnée, puis combattant de l'indépendance, sans enthousiasme (il aime mieux lui-même jeune homme qu'il a épousé et qu'il aime), il se retrouve au service de l'aviation française, gravement blessé et amnésié.

Rachid Mimouni est un homme sans titre, sans nom, sans mémoire, sans soutien, l'indépendance, il y vivra comme il aime. Il a plusieurs enfants en attendant d'être marié, mais il ne peut pas se marier car il n'a pas de travail. Il a une fille qui est mariée et qui a des enfants. Il a une fille qui est mariée et qui a des enfants. Il a une fille qui est mariée et qui a des enfants.



(Photo de Rachid Mimouni)

lui-même ; son père, ses parents, puis au cours de sa vie, des choses, des choses, des choses. Au bout de cette quête-égarée, il retrouve enfin son père, son père, son père. Il retrouve son père, son père, son père. Il retrouve son père, son père, son père.

tion « physique », car il a une denture très soignée de dents. Et à attendre, l'attente, l'attente, l'attente. C'est la fin de l'attente et l'attente de l'attente. C'est la fin de l'attente et l'attente de l'attente.

idéologues de la bureaucratie. Mais ce constat est trop noir pour être juste. Il est le contre-poids excessif d'un discours officiel, trop rose, lui, pour être digne de crédence.

C'est aussi le journal (plutôt que le roman) d'un homme à la recherche de son âme et de celle de son peuple. A ce double titre, le livre de Rachid Mimouni évoque irrésistiblement le Kafka du Procès ou de la Colonne pénitentiaire, et le Camus de l'Étranger. Ce ne sont pas de minces parentés. Mimouni en porte le poids sans faiblir. La construction de son livre, en damier, un fragment de présent, un fragment de passé, dans une sorte d'émancipation obstinée de la vérité, est facilement lassante dès qu'elle sent l'artifice, est ici superbement maîtrisée, dans le rythme de la progression comme dans l'équilibre de la phrase.

Celle-ci est d'une beauté sévère, sèche, précise. Aucun lyrisme, aucun effet accrocheur : le pas-à-pas d'un paysan économiste de son geste et de sa parole. Pour une fois, l'écriture de son livre, la couverture ne ment pas en parlant d'une « œuvre » d'une rigueur exemplaire. Et un grand livre est celui auquel on s'attache de la première à la dernière ligne, et qui appelle les rélectures, le fleuve déformé en est un.

JACQUES CELLARD.

LE FLEUVE DÉFOURNE de Rachid Mimouni, Laffont, 235 p., 55 F.

Rachid Mimouni est né le 20 novembre 1945, près d'Alger. Il a enseigné l'arabe à l'université de Montréal. Il a écrit plusieurs romans et nouvelles. Il a écrit plusieurs romans et nouvelles. Il a écrit plusieurs romans et nouvelles.

le feuilleton

« La Mère du printemps », de D. Chraïbi

« L'Ordalie », d'A. Laabi

Métissages

I l n'est jamais facile de parler des écrivains étrangers qui s'expriment, ou se traduisent eux-mêmes, en français. Les écrivains linguistiques portent plus souvent le poids de conquêtes que de libérations. Les auteurs qui empruntent notre langue gardent un complexe de l'étranger, de leur langue maternelle, d'il leur en reste une, et des soupçons de paternalisme, sinon d'impérialisme, à l'égard des Français.

La difficulté d'opérer ces métissages culturels, et de les commenter, s'aggrave lorsque les liens historiques dont ils sont issus ont été rompus dans un passé récent, et au prix de l'effacement. C'est le cas avec les Maghrébins. Beaucoup, de par leur âge, n'ont pas connu, à l'origine, notre langue, ne s'en sont pas appropriés, mais ils ont subi la réaction d'assimilation culturelle à laquelle ils se sont vus soumis.

TEMOIN D'un Chraïbi, Bertrami du Maroc, né en France, à l'âge de 10 ans. Ce n'est pas un mince hommage au français que d'avoir lui-même l'instrument le plus approprié pour traduire les contradictions que l'Algérie avait déposées en lui. Une de ces contradictions, entre le langage

par Bertrand Poirot-Delpech

Immémoriale des montagnards et la rationalité importée d'Europe, cette contradiction exprimée dans *Enquête* (1981), repris ces jours-ci dans la collection « Points » du Livre.

La Mère du printemps pose une autre question essentielle pour l'Algérie : la question de la langue. La langue, c'est la langue de la conquête, c'est la langue de la conquête, c'est la langue de la conquête.

La Mère du printemps est la traduction d'*Oum-el-Bia*, le nom d'une rivière du Sud marocain. Un livre qui pose la question de la langue, de la langue, de la langue. La langue, c'est la langue de la conquête, c'est la langue de la conquête, c'est la langue de la conquête.

Il n'oublie pas la conquête arabe. C'est même à elle qu'est consacrée la plus grande partie du livre. Le narrateur imagine l'arrivée sur les bords de l'Atlantique, en 681 de notre ère, du général Oukba, venu d'Égypte et lancé à la conquête du Maghreb au nom de l'islam. À travers les siècles, les conquêtes locales et de la population, D. Chraïbi tente d'éclaircir les raisons pour lesquelles seuls les envahisseurs ont réussi à établir durablement la domination sur le territoire de la violence.

Si les envahisseurs berbères finissent par défaire leur otte « ville ouverte », c'est qu'à l'inverse des autres conquérants Oukba et ses cavaliers ont atteint leur « âme ». Ils ne s'installent pas dans les richesses de la terre, en pilliers de passage, ils ne posent pas la question corruptrice par laquelle : quel est-ce qui ? Ils étaient seulement à la recherche de l'âme. Entre fils du désert qui connaissent la valeur du travail, ils offrent de se mêler pour ne former qu'une seule communauté (communauté). De cette communauté, ils n'apportent avec eux qu'un seul dieu, sans prêtres, et présent à chaque homme.

Par-delà l'attachement aux ancêtres, dont les souffrances et la joie ont été tissées son attachement d'appartenance à une terre berbère, le narrateur marque son attachement au monde lui-même. « Lorsqu'il se réveille plus tard sur la planète que le faucon sublime au-dessus », c'est le Coran, quand les peuples auront inventé une langue commune, il y aura toujours la terre, les hommes. Chaque pays construit sa propre langue, un certain mélange de la lumière et de l'eau.

Ce mélange propre à sa terre, Chraïbi emploie à la fois les termes berbères et les termes de la poésie du français. Au moment d'expliquer comment il y prend, les termes berbères en commençant s'accroissent. Parler en berbère, c'est de réaffirmer de sa langue dans le respect de sa règle, c'est risquer la condescendance. Parler en français, c'est de réaffirmer de sa langue dans le respect de sa règle, c'est risquer la condescendance. Parler en berbère, c'est de réaffirmer de sa langue dans le respect de sa règle, c'est risquer la condescendance.

La même appréciation juste de la langue, ensemble notre langue et son monde. C'est pouvoir démêler au-delà des mots la langue principale, c'est un fait que s'expriment dans la Mère du printemps une nature, une culture, une histoire, une langue, une langue, une langue. Diderot et le Valéry.

(Lire la suite page 16.)

Les visages divers de Catherine Riholt

Catherine Riholt, écrivaine danoise, est née en 1928. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles.

dans le roman *Le Dernier* d'Etienne, puis elle a écrit un livre de film *Le Dernier* d'Etienne. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles.

« Je voulais faire un livre sur la passion »

« Je voulais faire un livre sur la passion », c'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt.

James. James est un homme qui aime la passion. James est un homme qui aime la passion. James est un homme qui aime la passion.

donner cette précision sur l'histoire, l'histoire, l'histoire. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles. Elle a écrit plusieurs romans et nouvelles.

ser à Joyce, à Anthony Burgess. Nées de la passion, les deux livres ont une même structure. Les deux livres ont une même structure. Les deux livres ont une même structure.

La marque du cinéma

« La Favorite est-il un roman à clé sur le cinéma ? » C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt.

Le pastiche comme procédé

« Le pastiche, c'est décortiquer l'un de vos procédés favoris. » C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt. C'est le titre d'un roman de Catherine Riholt.

Marie-Gisèle LANDES-FUSS

Une baraque rouge et moche comme tout à Venise, Amérique.

Un monde qui n'a jamais mélangé l'exotisme de la Californie, la folie, le crime et l'amour.

GALLIMARD

GRASSET

histoire

Shérazade : la génération de l'oubli

★ **SHERAZADE**, de Lella Schabar, Stock, 268 pages, 35 F.

● **La première biographie de George Orwell.**

★-Descente de CAGNAT

ordre de Moscou, il n'aurait sans doute jamais écrit ses deux chefs-d'œuvre : la *Femme des camélias* (1848) et *Le Juif* qu'il termina, dans un état de mortel, ainsi que *Vies de Catalogne* libre, le meilleur témoignage sur la guerre d'Espagne et sur les misères de l'époque, une sorte de microcosme d'une société sans classes, mais aussi chez les combattants, « quelques choses d'insolite et de sinistre — atmosphères de suspicion, de peur, d'incertitude et de haine soûlées ». Comme des rats.

Prophétisme et Bombe A

Ces hommes qui ne connaissent pas la peur, ses camarades de l'école l'attendaient, aura touché sa vie. Les rats n'ont plus quinze ans déjà, dans la vie, jettés à un ami, il écrit : « J'ai écrit une de ces grosses cages à rats avec un piège (cette cage qu'on jette à la tête du héros de 1984 pour qu'il se fasse ronger la cervelle) ! ». C'est vraiment, de la littérature, et de la littérature sans quand il s'en va, il écrit : « encore. A l'école, il servait aussi un rat mort au surveillant général comme cadeau d'anniversaire ». Au front, les rats l'insultent, mais quand il leur dit : « Je suis mort », ils lui disent : « Tu es mort », mais sur ses bottes, au risque de déclencher le tir des engins.

Animal Farm, cette expérience d'autogestion des « Bêtes d'Angleterre », où « tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres », ne rencontrera pas l'enthousiasme de son éditeur habituel Victor Gollancz, qui refusera le livre. Le succès sera immense, la critique le compare alors à Swift.

Le préconization, la clarté d'analyse, ce qu'on a parfois appelé le prophétisme de George Orwell sont tout de plus confortables, en avance de plus de trente-cinq ans sur les nouveaux philosophes et leur mélanges des idéologies. (Ce n'est pas exagérer) — un hâsard si c'est le même éditeur — Champ libre — qui s'est adressé à une classe des intellectuels complètes d'Orwell et qui a exhumé il y a cinq ans, le Warg de Bourvirine, Stalin, que Malraux révélé en 1937, après cette merveilleuse réponse: « Je pense que vous avez raison, vous Soupe-rine et vous amis, mais je serai à votre côté quand vous serez les plus forts ! »

**ŒUVRES DISPONIBLES
EN FRANÇAIS**

- 1984, traduit par []
- Audibert, Gallimard, 1980 et
- « Folio »
- La Ferme des animaux, traduit par Jean Quéval, Champ libre, 1981.
- Hommage à la Catalogne, [] par Yvonne Davet, Champ libre, 1981 et Catalogne libre 1936-1987, Gallimard « Idées », 1976.
- Dane []
- London, traduit par Michèle P []
- Champ libre
- Et vivo l'Aspidochelone, traduit par Yvonne Davet, Champ libre
- Tragédie birmane, traduit par Guilhot de Sabt, []

A l'univers de Boris Souvine, Orwell n'a pas eu besoin d'aller en U.R.S.S. et d'en partir pour connaître « Big Brother » : savoir « quelle sorte de soufre se cachait derrière la motache noire ». Sa clairvoyance e tout aussi étonnante à propos de la bombe A : au lendemain de Hiroshima, il devine que « les trois blocs posséderont bientôt la bombe atomique et la mort sera

« La peur inspirée par l'ombé atomique et d'autres aris futurs sera si grande, éct-à en 1947, que tout le monde s'effra à ne pas les utiliser. Ça me semble la pire des possibilités. Cela signifierait la division du monde en deux ou trois grands super-Etats, incapables e se dominer mutuellement et impossibles à renverser par des iformes

Cet homme paradoxal et double, à la fois Orwell et Blair, maître d'Éton, et trotskiste-conservateur et anarchiste, Im Quinlan et Sancho Pançasta ont un génie. « *Orwellien* » est devenu un adjectif, synonyme de « avenir catastrophique ». ... Pourtant, les articles, les essais, les romans de cet homme qui veut « *faire de l'écrit politique un art* » tout en écrivant « *utile* » ont plus subtils. Ce gros livre, foisonnant de détails, donne l'envie de lire Orwell.

NICOLE AND.

★ **GEORGE ORWELL : NE VIE,**
de Bernard Crick. Traduite l'an-
sais par Jean Clem. A. Salland,

Yacine [] []
pages), [] [] []
[] [] [] []
[] [] [] [] et []
[] [] l'œuvre de l'écrivain.
[] qui n'a [] le rôle
de voix [] pour les
autres [] se effacer dans
le silence [] par son
évolution [] qui privilège
la création collective et
le théâtre, la question du dé-
doublement de l'écrivain [] un
continent d'analphabètes,
l'après l'expression, Carlo.
Fuentes, [] continuer à
être, et [] une langue
étrangère, quand le peuple n'a
pas la possibilité [] lui.
T.R.

(1) *Recherches sur la littérature maghrébine de langue française; le cas de Kababec* : deux tomes, diffusion M. L'Harmattan (7, rue de l'École-Polytechnique, Paris-5^e), 172 pages.

CONFIDENTIAL - pg page 13.

Il est particulièrement frappant dans les débats entre l'envahisseur arabe et les autorités arabes. Tout se passe comme si, infirme pour exalter un insensé et une médiocratie éloignée de lui, le français n'avait pour son pareil, pour exprimer les thèmes de sujétion et des tyrannies, qu'à s'en libérer. Dans son langage, il a la fois, inextricablement, celui de la domination et celui de la révolte, de l'oppression et de la rébellion, du pouvoir et de la dévotion.

Un génie que nous sommes redevables à une privilégiée nous ne perdons de vue et que nous rappelons à point nommé à nos utilisateurs moins chanceux !

CETTE prédisposition congénitale du français est mise à profit par un ~~jeune homme~~ de Maghrébin, l'Ordalie, d'Abdellatif Lsabl, à paraître chez Denoël à la fin du mois.

Contraintement à Chraïbi, que se retraîne preserve
modernisme, Laabi mode melencontreuse
jargons socio-politico-linguistique répandus univers
Il parle « spécifiquement », « culpabiliser », « pas-
du dire... Un prisonnier qui on demande d'expliquer
élargissement craint de répondre (page 174):
« Il faut avoir à paramètres sousbassements
analyse

■ **politiques locales...** Fichtre lui-même, plus largement encore Chrabi, utilise le français pour lutter contre toute oppression. Son narrateur est en fait détenu par un pouvoir indistinct et anonyme par l'écriture, celle-ci lui permettant tout à la fois d'évoquer le bonheur perdu, de tromper l'attente, de vivre un avenir plus fraternel.

Entre quatre murs, le *Blanc* — en l'occurrence française — n'est plus seulement un passe-temps voluptueux et flatteur pour son auteur, mais il devient un acte par le temps et son histoire ; il devient un acte par son effet, solennel, dangereux, peut-être sur la vie et le pays des frères.

Rendu à la prison, le prisonnier se fixe comme but, une fois encore, le droit primordial de vivre à la vie, d'en finir avec le « despotisme oriental », de se débarrasser en masse, et de semer un « fou d'espoir », parce que « semer des graines ».

J'ignore comment **le** programme **est** dit **en** arabe. En français, il **est** bien.

BERTRAND POIROT-DELPECH.
 * LA MERE DU PRINTEMPS, de Driss Chraïbi. Scul, 218 pages,
 19 F.
 * L'ORDALIE, de Lash. Scul, 19 pages, 65 F. En

L'expérience vécue

Bernard Crick, un universitaire britannique, professeur de politique, a eu la possibilité d'accéder aux archives de George Orwell et a travaillé une dizaine d'années à cette première biographie complète ; il nous annonce modestement qu'une « biographie définitive » est en cours, préparée par M. Ian Angus (à qui on doit les quatre volumes d'œuvres choisies) et par la seconde femme d'Orwell, morte l'an dernier.

L'ouvrage traduit en français aujourd'hui est volumineux, même si la traduction l'a amputé de citations d'auteurs et de poètes trop abondamment cités dans l'original. Mais ces excès d'appendices et de l'index. Une fois de plus, on ne peut s'empêcher de penser, à la lecture, que l'œuvre fut plus importante que l'auteur, car cet Anglais malgré, l'existence d'un certain nombre de beaucoup le sens de l'homme, n'avait rien d'un théoricien politique ou d'un brillant homme de lettres. Artiste, sensible, même un peu romantique, il avait l'habitude d'écrire seulement sur son expérience vécue. Il dut transformer sa vie afin de se procurer le matériel de ses livres. Il est déconcertant et quelque peu triste de constater que pendant des années de jeunesse ou de ses pro-

1937 sera l'année-clé de toute sa vie Comme toute la ciné-

Ernest L. Spender, Orwell, homme de gauche, prend position dans la guerre d'Espagne.

mais, contrairement aux autres, il considère que sa plume n'est pas une arme et réagit contre la « trahison des intellectuels ». Il engage sa part de l'argent de la famille pour aller combattre en Espagne aux côtés des catalans.

L'attaché du POUAM (Partido Obrero de Unidad
 Socialista Marxista). A Londres, le
Daily Worker, le journal du parti
 communiste, ne cesse alors de
 l'attaquer, lui reprochant de parler
 de l'«*odeur*» de la classe ou-
 vrière et affirme hautement que
 la classe ouvrière ne «*sent*» pas ;
 ces attaques ont poussé les comités de
 solidarité contre le parti ouvrier
 du POUAM en Espagne, le *servicio*
de información y documentación
internacionalista, qui lui avait commandé un
 article, le refuse trois mois plus
 tard parce que le POUAM
 «*appartient à la «*cinquiénima*
condena» de Franco et agit dans
un esprit de vengeance héroïque» et
 «*est l'Espagne républicaine*». (Lettre
 du 25 août 1981.)*

S'il n'était pas allé en Catalogne, s'il n'avait pas vu de ses yeux ses camarades liquidés par les communistes espagnols sur

et Bombe A

Cet homme qui ne connaissait pas la peur, ses camarades de Catalogne l'attestent, aura tout

sa vie l'obsession des rats : à quinze ans déjà, dans une lettre à un ami, il écrit : « J'ai acheté une de ces grosses cages à rats avec un piège (cette cage qu'on jette à la tête du héros de 1938 pour qu'il se fasse ronger la

carvelle !). C'est vraiment un sport d'attraper un rat, de le laisser sortir et de lui tirer dessus quand il s'en va », écrit-il encore. A l'école, il envoya aussi un rat mort au surveillant général « comme cadeau d'anniversaire ». Au front, les rats l'inquiétaient tant qu'il tire en pleine nuit sur un rongeur qui mordille ses bottes, au risque de déclencher le tir des ennemis.

Animal Farm, cette expérience d'autogestion des « Bêtes d'Angleterre », où « tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres », ne rencontrera pas l'enthousiasme de son éditeur habituel Victor Gollancz, qui refusera le livre. Le succès sera immense, la critique le compare alors à Swift.


NICOLE AND.

★ **GEORGE ORWELL : NE VIE,**
de Bernard Crick. Traduite l'an-
sais par Jean Clem. A. Salland,

هكذا من الامم

En marge d'un tricentenaire: lire Bossuet

***Demande de
Documentation au sujet de
l'Encyclopédie
de Diderot et d'Alembert***



*Je désire recevoir, sous tel ou tel engagement de ma part,
une information complète sur l'Encyclopédie de Diderot
et d'Alembert réalisée par Franco Maria Ricci.*

PRÉNOM _____

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ **VILLE** _____

**Remplissez soigneusement cette Demande
de Documentation sans engagement et retournez-la à :**
**E.R.S. Tour Maine-Montparnasse,
38, avenue du Maine. 76755 Paris Cedex 15**

L'AND 55

Un Ancien sergent paracombiste, Jean Belval, pendant ses onze ans de carrière militaire, avait eu multiples démêlés avec ses supérieurs. Exclu de son unité, il y avait été réintégré grâce à la intervention de M. Pierre Laroche, directeur de l'Armée, à la mairie de Barrebourg, ville où il était en garnison. Démobilisé pour raison de santé après une trépanation nécessaire par un tumeur au cerveau, il avait monté une société de gardiennage et s'était en déconforté. Il était alors devenu cafetier à Pierrefonds.

« LA FIÈVRE DE L'OR », de Charlton Heston

Cette fable, dans laquelle une morale de vie, ne surprend pas, de la part d'un acteur qui, vivants, se sont efforcés de ne pas être défendu; dans ses rôles, les valeurs humanistes et le dignité de l'homme. Plus surprenant est sa composition de plusieurs tentatives, évaporé à distance, comme une composition - il ne faut pas, d'avance, en dire plus - est à double face.

Le film de ce genre est un film simple, idiosyncrasy, qui a son propre temps qui coule. Le film ne traîne pas en route, la violence de certains affrontements n'est pas gratuite. Chertkov Heston a exprimé ce qui le juge essentiel : le temps, les émotions, le passé, d'une civilisation trop matérialiste.

JACQUES SICLER
by his films exclusively

Libre échange d'idées et de films

— Vous êtes venu du Festival de Deauville. Que pensez-vous d'un certain courant du cinéma américain porté sur les effets spectaculaires et techniquement de plus en plus perfectionnés vers la violence et le bon sens ?

— Il est indéniable que beaucoup de cinéastes exploitent la violence, l'horreur et le sexe à des fins commerciales. Il est indéniable que, souvent, ces films remportent beaucoup de succès public. Mais pas toujours. Ainsi Blade Runner le Vendredi 13 (une des suites d'Halloween), réalisés avec de gros budgets, marchent moins bien aux États-Unis que moi-même, à la vente de l'or, qui se sont toujours bien vendus. C'est peut-être une superproduction. A Deauville même, j'ai constaté que Blade Runner n'avait pas reçu un accueil enthousiaste. Cela peut se produire dans les salles de cinéma du monde. Je suis persuadé que le public commence à avoir assez de cette surenchère du sang et de la violence. En tout cas, cela ne représente pas la vraie culture américaine.

— Vous avez réalisé vous-même, l'année dernière, l'adaptation d'une pièce de Shakespeare. Qu'est-ce qui vous a donné envie de recommencer un film d'aventures ?

— Je ne voudrais jamais mettre en scène un film où je ne jouerai pas. Je suis assez avant tout. La

■ LE NAUFRAGE DU *TITANIC* ■

Permanence ■ fast-food »

Quelque chose, on voit mal quoi
 ■ juste, fait que ce ■ très soi-
 gné, très systématique, ■ ambi-
 tions politiques ■ poétiques, man-
 que de l'essentiel, ■ moins qu'
 l'auteur ■ en pour dessein, en ■
 et pour tout, de faire ■ démonstration
 de l'inutilité ■ ■ l'imbécillité
 d'écrire.

Use _____ en main, _____ cogi-
_____ dessus, _____ désiquera, _____
commentera, _____ exerguera. Cela
pourra prendre _____ certaines
certaines d'heures _____ palabres
discussions collectives. Mais, au
moment de jouer sur _____ scène, le travail
_____ fini. La _____
_____ close. Le public, _____
specteurs, _____ ça, c'est _____ superflu.
_____ n'aura bien, simplement deux
ou trois comédiens quasi _____
_____ la permanence,
chaque soir, à l'heure du spectacle,
se forcer. Un _____ style
gardiens _____ nuit, l'on _____
la _____ s'annonce bien ; ce
l'Atlantic n'est _____ bélas, très probable-
ment, _____ qu'un début

LE CONCOURS DES JEUNES CHEFS D'ORCHESTRE DE BESANCON

Deux lauréats, peu convaincants

Après plus de trente ans, le concours de Besançon a certainement besoin de quelques retouches. Le maintien de son renom international exige, comme celui du Festival qui, de son côté, évolue très favorablement, nous l'avons dit, et développe de plus en plus son action régionale ; il aura donné cette année des concerts de haute qualité dans dix-huit villes du nord au sud de la Franche-Comté et constitué un modèle de décentralisation.

JACQUES LONCHAMPT

● **ERRATUM** - A propos du
Messe de Jacques
Chailley (le Monde du 14 septem-
bre), il fallait lire « buisson ardent »
et non « puissant ardent ».

**JEAN GUIDONI
AU THÉÂTRE
DES BOUFFES DU NORD**

Le réalisme irréal

... Deux ou trois textes de Claude Philippe se marient bien avec les notes de Piazzola et offrent ainsi de belles chansons. D'autres arioles butent.

contre la musique et rendent telle chanson impossible à chanter. En général, l'écriture ampoulée est franchement irritante et ne donne pas à Jean Guidoni **le plaisir** de développer une finesse animale que son dervin en lui.

Il manque à Jean Guidoni d'affirmer lui-même son propre « je », ses propres cris.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre des Bouffes Nord,
11 heures.

CE SOIR
VARIETES
MICHELE MORGAN
JEAN-PIERRE BOUVIER
ODETTE LAURE
CHERI
DE
COLETTE
JEAN WEBER
MISE EN SCENE
JEAN-LAURENT COCHET
GEORGES WAKENHUT ROSINE DELAMARE
SOUS-TITRES 20 h 30 21 h 45 22 h 30
MATINEES DIMANCHE 15 h et 30 h 30

« ... un régal... »

**AU CŒUR
DE LA
MUSIQUE**



edic - ircam
abonnements saison 82/83
dernières semaines

brochures : 3 Franc - Centre Pompidou
ERC 9, rue de l'Echelle - Paris 1^{er}
tél. 260.94.27

M _____

adresse _____

**FIN DE LA GRÈVE
AU THÉÂTRE POPULAIRE
DE LA MÉDITERRANÉE**

Le personnel du **Musée Thénopie** populaire de la Méditerranée (N.T.P.M.), à Béziers, a voté mardi, à la majorité, la fin de la grève qui observait depuis le 7 septembre. Une assemblée convoquée par la direction générale du Centre lyonnais à Paris, annoncée au siège du N.T.P.M. par Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture, a permis de payer la part des salaires d'août encore due.

Le transport vers les salles de spectacles de **l'Histoire d'un soldat**, qui doit être joué vendredi dans la capitale espagnole, a été assuré. Les artistes engagés pour **Super Dupont** ont repris les répétitions en présence d'Alice Sapritch et sous la direction de Jean Savary.

Le plan des interventions pour la semaine prochaine a été également voté. Le licenciement d'un artiste de la troupe et d'employés.

(Corresp.)

LE NOUVEAU LOSEY

UN FILM DE
JOSEPH LOSEY
AVEC
ISABELLE HUPPERT

la Truite

PAR MONTY

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

*Tous 10 cords d'entrées
batbo /*

**MAD
MAX
2
LE DEFI**

AVERTISSEMENT LE PUBLIC EST AVERTI QUE CERTAINS ASPECTS
DU FILM PEUVENT BLESSER LA SENSIBILITE DES JEUNES ENFANTS

Adapté par WARNER COLUMBIA

هكذا من الاصل

سكرا من الاجل

THEATRE

PICCOLO TEATRO DI MILANO
GIORGIO STREHLER

12-17 OCTOBRE
THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN
LA BONNE ÂME DE SE-TCHOUAN
DE BERTOLT BRECHT
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DI MILANO

20-21-22 OCTOBRE
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
IO. BERTOLT BRECHT
MILVA ET GIORGIO STREHLER
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DI MILANO

27 OCTOBRE - 5 NOVEMBRE
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
ARLEQUIN, SERVITEUR DE DEUX MAÎTRES
DE CARLO GOLDONI
PRODUCTION DU PICCOLO TEATRO DI MILANO

EN CONCOURS DE FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE

23-24-25 SEPTEMBRE
THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON
FAUST
DE JOHANN WOLFGANG VON GOETHE
MISE EN SCÈNE
KLAUS MICHAEL GRÜBER
PRODUCTION DE LA FEMME VOLONTAIRE DE PARIS

28 SEPTEMBRE - 24 OCTOBRE
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS
INTRIGUE ET AMOUR
DE FRIEDRICH SCHILLER
MISE EN SCÈNE JEAN-MARIE SIMON
CO-PRODUCTION BAROQUE THÉÂTRALE, THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS

5-24 OCTOBRE
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
FAUST OU LA FÊTE ÉLECTRIQUE
DE GERTRUDE STEIN
MISE EN SCÈNE RICHARD FOREMAN
CO-PRODUCTION COMPAGNIE OH, THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, BERLINER FESTSPIELE

12 OCTOBRE - 14 NOVEMBRE
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS (CHÂTEAU)
LÉONCE ET LÉNA
DE GEORG BÜCHNER
MISE EN SCÈNE JEAN-LOUIS HOURDIN
CO-PRODUCTION LES FÉDÉRÉS, THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, FESTIVAL D'ORFÈVRE, THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS

3-28 NOVEMBRE
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS
LES BAS-FONDS
DE MAXIME GORKI
MISE EN SCÈNE GILDAS BOURDET ET ALAIN MILJANTI
PRODUCTION DU THÉÂTRE NATIONAL DE LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS, SUBVENTIONNÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE, CO-REALISATION THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS

30 NOVEMBRE - 12 DÉCEMBRE
SALLE DE LA HALLE DU MARCHÉ DE ST-DENIS
LE SAPERLEAU
DE GILDAS BOURDET
MISE EN SCÈNE GILDAS BOURDET ET ALAIN MILJANTI
PRODUCTION DU THÉÂTRE NATIONAL DE LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS, SUBVENTIONNÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

3-8 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
OÙ SONT LES NEIGES D'ANTAN?
DE TADEUSZ KANTOR
CRICOTAGE, ACTION PRÉSENTÉE PAR LE THÉÂTRE CRICOT 2
CO-REALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

DANSE

MERCE CUNNINGHAM

25-26 OCTOBRE
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
3 PROGRAMMES : 1 CRÉATION MONDIALE ET 5 CRÉATIONS FRANÇAISES
MERCE CUNNINGHAM COMPANY EN COLLABORATION AVEC LA SCALER

31 OCTOBRE - 1^{er} NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (FORUM)
EVENTS
PRODUCTION DU CENTRE GEORGES POMPIDOU

27 OCTOBRE - 1^{er} NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (PETITE SALLE)
FILMS
MERCE CUNNINGHAM / CHARLES ATLAS

LOCATION OUVERTE CENTRE D'INFORMATION ET DE LOCATION
FNAC-MONT-PARNASSE 136 RUE DE RENNES 75006 PARIS. TEL. 222.97.45
ENVOI DU JOURNAL SUR DEMANDE
FESTIVAL D'AUTOMNE 156 RUE DE RIVOLI 75001 PARIS. TEL. 296.12.27

FESTIVAL
D'AUTOMNE
A PARIS... 1982

ASSOCIATION SUBVENTIONNÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE /
LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES / LA VILLE DE PARIS

THEATRE

1^{er} NOVEMBRE - 9 DÉCEMBRE
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS
CEIL POUR CEIL
DE LOUIS-CHARLES SIRJACQ
ET JACQUES AUDIARD
MISE EN SCÈNE
LOUIS-CHARLES SIRJACQ
PRODUCTION JEUNE THÉÂTRE NATIONAL - CO-REALISATION THÉÂTRE DU POLE EST, THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS, THÉÂTRE DE NICE

29 NOVEMBRE - 30 DÉCEMBRE
SALLE DU JEUNE THÉÂTRE NATIONAL
LA COMÉDIE DE MACBETH
DE JEAN-MARIE PATTE
LE JARDIN, CO-REALISATION THÉÂTRE NATIONAL

3-4-5 DÉCEMBRE
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS
GOLDENEN FENSTER
LES FENÊTRES D'OR
DE ROBERT WILSON
PRODUCTION DU KAMMERSPIELE DE WÜRZBURG, THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE ST-DENIS

EXPOSITIONS

1^{er} SEPTEMBRE - 19 DÉCEMBRE
MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS
ROY LICHTENSTEIN 1970-1980
EXPOSITION PAR JACK COHEN POUR LE SAINT-LOUIS MUSEUM, CO-PRODUCTION UNION CENTRALE DES ARTS DÉCORATIFS

1^{er} OCTOBRE - 15 NOVEMBRE
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS (QUAI MALAQUAIS)
ARCHITECTURE LA MODERNITÉ : UN PROJET INACHEVÉ...
EN COLLABORATION AVEC LA DIRECTION DE L'ARCHITECTURE DU MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR LA QUALITÉ DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS, LA BIENNALE DE PARIS, ÉDITIONS DU

THEATRE MUSICAL

4-16 OCTOBRE
AMERICAN CENTER
SISTER SUZY CINEMA THE GOSPEL AT COLONUS
DE LEE BREUER
ET ROBERT OTIS TELSON
EN COLLABORATION AVEC L'AMERICAN CENTER

20-24 OCTOBRE
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS/BOBIGNY
SPECIMEN DAYS
DE MEREDITH MONK
CO-REALISATION MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS/BOBIGNY

5-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (FORUM)
ATALANTA
DE ROBERT ASHLEY
CENTRE GEORGES POMPIDOU

13-14-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
EXPERIMENTUM MUNDI
DE GIORGIO BATTISTELLI
CO-REALISATION CENTRE GEORGES POMPIDOU

17-22 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
L'OPÉRA DE QUATRE NOTES : LASIREMI
DE TOM JOHNSON
MISE EN SCÈNE HENRY PILLSBURY
CO-PRODUCTION DE L'AMERICAN CENTER, CENTRE GEORGES POMPIDOU

21-28 NOVEMBRE
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS/BOBIGNY
LE DÉSERT
PAR LE TALLER D'AMSTERDAM
PRÉSENTÉ PAR LA MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS, EN COLLABORATION AVEC LA BIENNALE "VOUS ET MOI" ET MUSIQUE D'AUJOURD'HUI, AVEC LE CONCOURS DE LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE

25-28 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
L'ESPRIT LÉGER
DE D. BERLIOUX, C. MALRIC, M. PUIG, J.-P. PINCEMIN, A.-M. REYNAUD
AVEC LES PERCUSSIONS DE STRASBOURG
PRODUCTION DU CENTRE GEORGES POMPIDOU

26-27 NOVEMBRE
THÉÂTRE BOBINO
UNITED STATES (EXTRAITS)
DE LAURIE ANDERSON

CINEMA

1^{er}-14 DÉCEMBRE
OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES
OLYMPIC SAINT-GERMAIN
LA PAGODE
OLYMPIC MARYLIN
L'ÉCRAN / THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE

SEMAINE DES CAHIERS DU CINÉMA
RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE DE L'ŒUVRE DE LUIS BUÑUEL
RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE DE L'ŒUVRE DE HANS-JÜRGEN SYBERBERG
IMAGES PERDUES ET RETROUVÉES
IMAGES ET SONS
IMAGES DES PEUPLES
IMAGES ET POLITIQUES
SOIRÉES D'HOMMAGE
LILIAN GISH, TOSHIRO MIFUNE, SARAH MONTIEL

MUSIQUE

EUROPE MUSIQUES NOUVELLES ASPECTS DE LA MUSIQUE MINIMALE

27-28-29 OCTOBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRANDE SALLE)
CONCERTS
23 COMPOSITEURS
CENTRE GEORGES POMPIDOU

30 OCTOBRE
AMERICAN CENTER
2 CONCERTS
COMPOSITEURS
AMERICAN CENTER

VIDÉO-MUSIQUE

8-15 NOVEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (GRAND FOYER)
3 PROGRAMMES EN ALTERNANCE
PRODUCTION THE KITCHEN, YORK

Métro : Sèvres-Babylone. Parking

DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La plus grosse ligne de crédit jamais accordée à un Etat

La ligne de crédit qui va être ouverte à la France par un consortium de banques internationales, 4 milliards de dollars (environ 3 milliards de francs), est la plus jamais accordée à un Etat souverain. Le précédent record avait été établi par la Grande-Bretagne en 1974, 2,5 milliards de dollars, également pour un an, les fonds empruntés ayant été remboursés de-

du « serpent » monétaire européen. Le Trésor français avait déjà ouvert une ligne de crédit de 1,5 milliard de dollars, sous forme d'une « possibilité de tirage » (stand by) qui n'a jamais été utilisée. Cette fois-ci, il s'agit d'un prêt à hauteur de 1 milliard de dollars, minimum, le reste restant à la disposition.

Rappelons qu'au début de février 1974, après la sortie du franc hors

Sur le plan technique, la Société est chef de file, comme en 1974, avec des « coordinateurs », la Bank of Tokyo et l'Arab Banking Corp, fournissant chacune 200 millions de dollars. Les grandes banques américaines, la Morgan et la Citibank, ont refusé de jouer ce rôle, mais ont accepté de fournir 100 millions de dollars chacune. D'autre part, quatre banques françaises « cotiseront » 200 millions de dollars et vingt et une banques étrangères pour 100 millions de dollars. Le coût de ce crédit sera indexé sur le LIBOR (London Interbank Offered Rate), à la date de l'intérêt des eurodollars à la date sur les

places de Londres (13 % actuellement), majoré de 1 % plus une commission de 1/8 % sur la partie de la ligne effectivement utilisée, des « honoraires » de 0,25 % par an étant prélevés pour la partie non utilisée (stand by). La majoration de 1/8 % est supérieure à celle actuellement appliquée pour des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et même l'Indonésie et la Malaisie (1/4 % à 3/8 %), supérieure encore à celle qui affecte les tirages d'emprunteurs français avec la garantie de l'Etat. Compte tenu de la durée de dix ans, exceptionnelle aujourd'hui en raison des inquiétudes régnant sur le marché international après l'affaire mexicaine, le montant considérable du crédit, ce taux de 0,50 % est même insuffisant par rapport aux prêts, comme les banques américaines, dont les banques s'expliquent également par le rôle du LIBOR comme indexation : elles auraient préféré le taux du banquier des Etats-Unis (Prime Rate), 13,50 % au moment.

La contrainte extérieure

Il risque d'en être de la déclaration du président de la République sur le commerce extérieur comme il en fut de sa conférence de presse sur l'état de la France. Toute l'ajustement des échanges, le redressement après coup le discours présidentiel. Dans l'autre, l'annonce prochaine d'un « des échanges », au lieu d'appuyer l'ajustement - tardif - de la contrainte extérieure, peut faire ressortir la trop longue absence des préoccupations gouvernementales.

L'oubli est d'autant plus regrettable que les données relatives au secteur névralgique du commerce extérieur sont connues depuis longtemps. L'ancienne majorité avait tenté de les masquer sous la voûte pétrolière : les huiles d'Arabie ne devaient faire oublier ces « déficits anciens » dans certains secteurs de production qu'évoque le chef de l'Etat. Il ne s'agissait pas à l'époque de nier la réalité de la facture pétrolière, mais de reconnaître aussi le déséquilibre grandissant des échanges de la France avec ses partenaires industriels.

Les services de l'Etat ont parfois apparu ; les conséquences n'en furent pas réellement tirées. Tel est l'héritage. Toutefois, la responsabilité de l'actuelle majorité est de ne pas en avoir pris la juste mesure, afin de ne pas en aggraver davantage la charge. Or la politique adoptée fin en quelque sorte l'impose sur le fait que la France n'est pas seule au monde, et que l'ajustement de l'exportation internationale, ce qui n'est d'ailleurs pas suffisant à limiter ment les déséquilibres.

Aléas

La sanction intervint dès septembre 1981 avec l'apparition d'un déficit sensible qui, depuis ce printemps, s'est encore creusé, les exportations plafonnant aux alentours de 50 milliards de francs par an. Les importations ne cessent d'augmenter pour atteindre environ 80 milliards. Cet effet de ciseaux devrait se prolonger au cours des prochains mois. Le déficit annuel oscille autour de 30 milliards de francs, le déficit relatif alors pour l'année 1982 de 100 milliards de francs (11 milliards l'an dernier) et 52 milliards de janvier à juillet 1982, même que l'apport positif des services (banques, assurances, transports, ingénierie, tourisme) ne compense pas.

Toute prévision est fragile, même à moins de quatre mois de la fin de l'année, surtout dans le domaine du

commerce extérieur, où les paramètres multiples, le compte tenu de la rigueur finalement choisie - les « techniques » citées par le président de la République ne peuvent, seuls, assurer le redressement et les quelques « miracles » ou « miracles climatiques » du contraste avec la gravité du mal, de s'attendre, selon les experts, à un relâchement des achats et à une reprise des ventes.

Toutefois, les aléas restent grands dans un commerce extérieur dont les structures sont en train de se modifier profondément avec la concurrence du Japon et l'apparition de nouveaux pays industrialisés dont les difficultés ne peuvent que renforcer l'agressivité. Beaucoup dépend aussi du comportement des Français, dont les évolutions sont peu saisissables par les ordinateurs, alors que le sort du franc est lié, lui aussi, à des décisions qui ne sont pas uniquement quantitatives, mais tiennent à l'image générale du pays et à la fiabilité globale de ses gouvernements.

La spéculation peut être le terme d'approbation pour désigner la confiance ou la méfiance des financiers internationaux qui ne sont pas obligatoirement intéressés au déclin de la France, mais qui ne peuvent pas non plus se permettre de rejeter

sur l'ombre. Miroir grossissant, le commerce extérieur fait en tout cas apparaître les forces et les faiblesses d'une économie, et il subit à tout gouvernement une loi de béton qui peut être espérée. Il serait sans doute fâcheux, l'illusion d'échapper à son sort, de céder, sous le couvert de reconquête du marché intérieur, à la tentation protectionniste, ce qui n'exclut pas la recherche d'une certaine maîtrise de son destin.

Une prise en compte de l'état du monde s'impose, mais à la mesure de la situation, naguère, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, obligées de recourir à l'aide internationale. La France, du fait de son poids, certains produits industriels - pour les produits agricoles - est inquiétante, comme l'est, à l'inverse, le développement des nations en développement sans pétrolières.

La France ne peut pas se permettre de laisser ses exportations dans le tiers-monde (sans compter le pétrole) à la merci de la conjoncture internationale, ce qui est une erreur. Pour réussir les réformes, il faut une plus grande proportion de travail qualifié que l'on en a en direction des pays industrialisés. Cette spéculation financière pour les limites d'un développement qui entraîne une dégradation des importations de biens d'équipement.

C'est ce pays international qui est la France, les dirigeants doivent donc en tenir compte, et le redressement des équilibres sera lent, et sera rapide. Pour réussir les réformes, il faut une plus grande proportion de travail qualifié que l'on en a en direction des pays industrialisés. Cette spéculation financière pour les limites d'un développement qui entraîne une dégradation des importations de biens d'équipement.

MICHEL NOYEL

CHOCARNE
le spécialiste de la perle de mine
Châtaignier
1, rue de la Paix
Paris

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente, Palais de Justice NANTERRE, Mercredi 22 septembre 1982, à 14 h
PAVILLON D'HABITATION, SCEAUX (92)
Comp. : 8 pièces principales, 3 s. de b., bureau, garage au sous-sol.
Droit de jouissance de 6 à 30 ans et droit de copropriété.
25-27 av. du Pt-F. ROOSEVELT. M. P. : 800 000 F.
S'adr. M. BOISSEL (14), rue Saint-Anne, T. 261-01-09

Vente sur liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 30 septembre 1982, à 14 heures
PROPRIÉTÉ À USAGE INDUSTRIEL
et COMMERCIAL, concernant divers bâtiments sur un terrain cadastré section BV 516.
d'une superficie de 2 468 mètres carrés
RUE MARIE-ROUAULT, NUMÉRO 13 à RENNES (Ile-et-Vilaine)
MISE A PRIX : 800 000 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adresser à M. J. SOUQUET-CLERC LAFONT, 11, rue de la Cour, PARIS. Tél. : 267-30-22 ; M. YANNICK PAVEC, syndic à PARIS, 100, rue Quincampoix, 75014 ; M. BERNARD HELLÉ, syndic, 79, rue du Temple, PARIS, 75002 ; Greffe des criées du T.G.I. de PARIS, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice de Créteil le Jeudi 7 octobre 1982 à 9 h 30
APPART. SAINT-MAURICE (94)
Rez-de-chaussée : Entr., Séjour, Cuis., W.C., 1^{er} étage : 2 chambres, Salle de bains, balcon, un jardin privatif + Cave
M. à Px 200.000 F S'adr. M. PH. BARAT
92, avenue Mozart, tél. : 261-01-09

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 28 SEPTEMBRE 1982 à 11 h 30
EN UN SEUL LOT : Une PROPRIÉTÉ
comportant une maison d'habitation élevée sur terre-plein d'un rez-de-chaussée divisé en entrée, cuisine, salle de séjour, trois chambres, salle de bains et w.c. GARAGE - BLANDIERIE - JARDIN
Contenance totale 696 m²
à MONTFERMEIL (Seine-Saint-Denis)
136, rue Salvador-Allende
Mise à prix : 150 000 F
S'adresser à M. Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois, Tél. : 854-90-87

Vente au Palais de Justice, à Paris, Jeudi 30 septembre 82, à 14 h
IMMEUBLE à VAILLY-SUR-AISNE (02)
Lien dit « La Croix-de-Fer », 26, rue du Bac et 5, rue Ladeuille
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 250 000 FRANCS
S'adr. M. Bernard SARRAC, 70, av. Marceau, Paris, 118, 720-82-38
M. FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Valenciennes

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Paris le JEUDI 30 SEPTEMBRE 1982, à 14 h - UN LOT
UN IMMEUBLE à PARIS (13^e)
23, rue Domrémy
Angle 96, rue du Dessous-des-Berges
Rez-de-chaussée et 5 étages - Cont. tot. au sol de 339 m²
MISE A PRIX : 1 800 000 FRANCS
S'adr. à M. Jean-Serge LORACH, avocat à PARIS (8^e)
2, avenue Marceau, Tél. : 720-75-75. Il avouera par Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 29 septembre 1982, à 14 heures - En un seul lot
2 LOCAUX à NANTERRE (92)
au rez-de-chaussée et au sous-sol dans un ensemble immobilier 33-37, avenue Félix-Faure - 17 et 19, passage A. Rios et la Pointe du Chemin de Puteaux
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
M. RIBADEAU-DUMAS, avoué à la Cour d'appel 17, avenue de Lamballe, Paris (16^e)

Vente au Palais de Justice à PARIS, le jeudi 30 sept. 1982, à 14 h
EN UN LOT
un APPARTEMENT à usage de BUREAUX
comp. de 3 pièces princ. au 1^{er} étage, porte droite, asc. principal
3 LOCAUX à usage de BUREAUX, dans la cour à gauche
UN LOCAL à usage de BUREAU, au sous-sol, dans un immeuble
97, boulevard Malesherbes et rue Vézelay, n° 1
à PARIS (8^e)
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M. Marcel BRAZIER, avocat, 178, rue d'Haussmann, 75001 PARIS, Tél. : 850-30-15

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 30 septembre 1982, à 14 h
APPART. PARIS (17^e) 57, rue JOUFFROY
7^e étage : Constitué par la réunion de 4 studios
M. A. Px 150 000 F S'adr. M. BOISSEL
14, rue Saint-Anne, T. 261-01-09

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, (94) le Jeudi 30 septembre 1982, à 9 h 30 - En un seul lot
PAVILLON à VILLENEUVE-LE-ROI
avec cour et jardin, contenance : 432 mètres carrés
5, rue de la Prévoyante
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adr. M. RIBADEAU-DUMAS, avoué poursuivant, 17, av. de Lamballe, PARIS 16

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 28 SEPTEMBRE 1982, à 13 h
EN UN SEUL LOT :
HUIT APPARTEMENTS (dont 2 libres)
HUIT CAVES - DIVERS LOCAUX
AUBERVILLIERS (93)
32, rue du Port
MISE A PRIX : 120.000 F
S'adresser à M. Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois, Tél. : 854-90-87.

Vente après liquidation de biens au Pal. de Just. de NANTERRE le 29 Septembre 1982 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
MAISON D'HABITATION
comp. de 2 P. au r.-d.-ch. ch. et déb. av. grenier au-dessus - petit terrain der. cont. 1 a 1 ca - PET. JARDIN
contenance 1 are 80 centiares
Lien dit « Les Chênes » - s/comm. de CUZON (Indre)
Mise à prix : 50 000 F
S'adresser à M. Maurice GUILBERTAUX Avocat à Nant., « Le Vallons » 38, sq. de la Brèche-aux-Loups. Tél. 260-48-09.
M. P. QUIZILLE Synd., 22, rue Henri-Barbuse à Nanterre - An Greffe des Criées du T.G.I. de Nanterre, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 30 SEPTEMBRE 1982, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ
comp. TERRAIN de 256 m² et PAVILLON à ORMESSON-S./MARNE (94)
55, rue Englebert-Rocher
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adresser à M. PAQUET, avocat, 27, bd Raspail, PARIS (7^e) - 544-52-95.

Copies Couleurs
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

صلى الله عليه وسلم

CONJONCTURE

SOCIAL

NOMINATIONS AU CONSEIL DES MINISTRES

M. ROLAND MORIN,
directeur général de la recherche
et de la technologie

M. PIERRE ALBY
est maintenu à la tête
de Gaz de France

M. PIERRE BOISSON,
président d'ERAP

Le conseil des ministres du 15 septembre a nommé M. Roland Morin, directeur général de la recherche et de la technologie.

[Né en septembre 1932 au Maroc, M. Roland Morin, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est entré à la Cour des comptes en 1960. Il a été, de février 1966 à mars 1967, conseiller technique aux cabinets de M. Louis Joxe, ministre chargé de la réforme administrative, puis, d'avril 1967 à avril 1968, conseiller technique de M. Edmond Michelet, ministre chargé de la fonction publique. Nommé en 1967 conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Morin, entre autres responsabilités, a eu celles de directeur général adjoint à la recherche scientifique et technique, poste dont il démissionna en mars 1980. Il était directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), lorsqu'il fut, en juillet 1981, appelé - comme chargé de mission - au cabinet de M. Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie.]

● Le premier catalogue de vente par correspondance édité par la S.C.O.P.D. Manufacture (Société coopérative ouvrière de production et de distribution), a été présenté par M. Paul Chaumont, président de la société, mercredi 15 septembre à Saint-Etienne. Le catalogue Manufacture, successeur du célèbre catalogue L'Appartement, qui a disparu en octobre 1980 peu avant le dépôt de bilan de la société, contient 76 pages et 400 articles consacrés à la chasse et aux loisirs.

Au cours du même conseil des ministres, M. Pierre Alby s'est vu confirmer dans ses fonctions de président du conseil d'administration de Gaz de France. De son côté, M. Pierre Boisson a été nommé président de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) en remplacement de M. Pierre Alby.

[Agé de soixante et un ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des mines, M. Pierre Alby a été, de 1957 à 1964, directeur des mines au ministère de l'Industrie. Il est entré, en 1964, au Gaz de France, dont il est devenu, cinq ans plus tard, le directeur général. Il préside ce service national depuis septembre 1979.]

M. Alby quitte la présidence de l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP), dont il avait la responsabilité depuis juillet 1980. M. Pierre Boisson lui succède.

Le gouvernement vient d'éclaircir ses intentions sur la sortie du blocage des salaires. Dans une lettre adressée le 10 septembre aux ministres ayant sous leur tutelle des entreprises du secteur public et nationalisé, M. Mauroy précise les « directives » - les orientations, dit-on à Matignon - qu'il avait déjà esquissées au « Club de la presse » d'Europe 1.

Pour le secteur privé, la règle générale est, à première vue, simple et séduisante pour les partenaires sociaux : c'est celle de « la liberté totale de négociation », mais, ajoutait-on dans l'entourage du premier ministre, « le gouvernement compte sur le secteur public pour jouer un rôle d'entraînement ». M. Auroux, ministre du travail, est ainsi invité à pousser les branches professionnelles à négocier, au besoin en convoquant, comme il en a l'intention, des commissions mixtes, mais « sans intervenir sur le fond ».

Pour le secteur public élargi aux nouvelles entreprises nationalisées, le premier conseil de M. Mauroy est de négocier des contrats et non de se laisser tenter par la pratique de décisions unilatérales, pratique jusqu'à ces derniers temps bien ancrée dans certains groupes nouvellement nationalisés, comme par exemple Thomson-CSF, E.G.F. C'est à chaque ministre qu'il appartient

LES DIRECTIVES DE M. MAUROY SUR LES SALAIRES DANS LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISÉ

Un encadrement assez strict

dans l'immédiat de « mettre en musique » les recommandations de M. Mauroy en tenant compte de la situation de tel ou tel groupe et aussi de son appartenance à une fédération patronale (le poids des entreprises nationales à l'U.I.L.M.M. dans la métallurgie n'est pas négligeable). A cet égard, la responsabilité de M. Chevènement devait donc être assez étendue, comme celle du ministre, M. Fiterman. Chaque semaine, un groupe de travail, composé d'un membre du cabinet de chaque ministre exerçant des tutelles sur des entreprises publiques, se réunira à Matignon pour faire le point des négociations.

L'entourage du premier ministre ne s'attendait visiblement à aucune sortie anticipée au blocage des salaires, ce n'est que vers la fin septembre que s'engageront la plupart des négociations dans le secteur public. Les principes de M. Mauroy ne laissent qu'une très étroite marge de manœuvre aux négociateurs malgré sa volonté de « faire redémarrer avec énergie la politique contractuelle ». Déjà - et le rappel n'a rien d'anodin - toutes les clauses d'augmentation salariale contenues dans des contrats ou relevés de conclusion pour la période juillet-octobre 1982 sont nulles. En revanche, tout ce qui dans des accords a pu avoir trait à d'autres sujets demeure évidemment valable.

La première directive a le mérite de la netteté : « Qu'on mette fin à toute formule d'indexation des salaires sur les prix qu'elles qu'elles soient les modalités ». Le premier ministre met ainsi le discours politique en conformité avec une législation déjà existante, mais guère respectée. La fédération C.G.T. agro-alimentaire et forestière a appelé à un arrêt de travail minimum de deux heures le 15 septembre pour protester contre la volonté des « patrons de la profession sucrière » qui « ramènent en cause l'ensemble du système d'échelle mobile conventionnelle ; acquis de haute lutte dans les années 1970 ». Réaction isolée ? Quoi qu'il en soit pour M. Mauroy, les hausses salariales devront désormais être « pré-déterminées » à des dates et à des taux qu'il appartiendra de négocier.

La seconde orientation était, elle aussi, déjà connue : « Les hausses de niveau des salaires ne devront pas excéder les objectifs retenus par le gouvernement en matière de prix » (soit pour 1983 8 %). Mais le calendrier des hausses de 1983 devra être construit de telle façon que le rapport de la masse salariale 1983 sur la masse salariale 1982 ne dépasse pas 8 %. Un tel carcan doit cependant permettre d'assurer - c'est la troisième directive - le maintien du pouvoir d'achat moyen en niveau - en brut - sur 1982 et 1983.

Dans cette optique, le gouvernement invite les directions des entreprises publiques à fixer un rendez-vous aux syndicats en janvier 1984 pour examiner avec eux l'évolution des salaires et des avantages sociaux et la situation économique de l'entreprise. Ainsi si les clauses de « sauvegarde », pour le cas où l'inflation serait plus élevée que prévue, sont interdites en cours d'année 1983, elles ne le seront plus au 1^{er} janvier 1984.

Pas plus de 3 %
le 1^{er} novembre

Dans sa quatrième recommandation, M. Mauroy demande que la première hausse salariale qui marquera la sortie du blocage tienne compte de l'évolution des salaires depuis le début de l'année aussi bien dans le montant que dans l'échelonement. La situation ne devra pas être traitée de la même façon à la régie Renault où les salariés ont eu 6,5 % depuis le début 1982, dont 2 % au 1^{er} juin, la R.A.T.P. où 6 % ont été accordés, dont 3 % au 1^{er} juin, et dans la fonction publique où le dernier cas la première hausse, au 1^{er} novembre, ne devra excéder 3 %. Ces 3 % sont déjà acquis pour les fonctionnaires au 1^{er} novembre (le Monde du 15 septembre), mais de janvier à novembre cela ne leur donnera que 6,1 % de hausse salariale. Toutefois dans l'entourage du Premier ministre on n'écartera pas totalement que le relèvement initiallement prévu à septembre 2,5 % soit effectué au 1^{er} décembre ou plutôt au 1^{er} janvier... M. Le Pors aurait-il un peu plus de souplesse pour 1982 ? A suivre...

La priorité aux bas salaires fait l'objet de la cinquième directive. Dans le cadre d'un maintien moyen du pouvoir d'achat, des « modulations » pourront intervenir pour ad-

corder un relèvement plus important aux bas salaires, « tout de suite » ou de manière échelonnée. M. Mauroy n'a pas suivi la C.F.D.T. qui estimait que « dès le 1^{er} novembre les bas salaires jusqu'à 4 100 F doivent voir leur pouvoir d'achat complètement rétabli ». Dans sa lettre il se refuse à fixer un seuil, mais il situe la « zone de bas salaire » en-dessous de 54 000 F par an, soit 4 500 F par mois (toutes primes et indemnités comprises). Un seuil qui, selon les directions de ces entreprises, ne concerne aucun agent à E.G.F., de 1,2 % à 1,3 % à la R.A.T.P. ou encore environ 300 salariés sur 38 000 de Thomson-CSF. (Filiales non incluses). Mais dans certaines entreprises publiques, comme la S.N.C.F., le nombre de salariés gagnant moins de 4 500 F par mois est moins négligeable (4 à 5 %).

Cel au-dessus de 20 833 F
par mois

Hormis la fonction publique, où des mesures particulières seront certainement prises, l'Etat va-t-il donner l'exemple en revalorisant de façon substantielle le SMIC ? M. Mauroy s'était engagé à augmenter le pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1982. Les différents relèvements intervenus - dont celui de juillet - ont fait progresser le pouvoir d'achat du salaire minimum de 2,2 %. Manque 1,8 %... Le SMIC sera augmenté au 1^{er} novembre mais l'engagement des 4 % ne sera pas tenu, cela provoquerait explique Matignon « un écoulement de la hiérarchie » que ne souhaite d'ailleurs aucun syndicat... En contrepartie de la « priorité » accordée aux basses rémunérations, le chef du gouvernement recommande - en reconnaissant que cette orientation doit être

adaptée en fonction de la situation de chaque entreprise - que la part des salaires supérieure à 250 000 F par an (environ 20 833 F par mois toutes primes et indemnités incluses) soit gelée. Ainsi si une augmentation générale annuelle de 8 % est décidée, cela représentera 20 000 F de plus dans l'année pour un salaire annuel de 250 000 F, 20 000 F de plus aussi pour un salaire de 300 000 F. M. Mauroy demande aussi que la G.V.T. (glissement vieillesse technique) ne dépasse pas en 1983 ce qu'il avait été en 1982, ce qui signifie en clair que les entreprises publiques pourront faire autant de promotion mais pas davantage...

Si le premier ministre ne reprend pas à son compte la formule des « contrats sociaux de compétitivité », chère à MM. Delors et Auroux, il recommande aux entreprises du secteur public de négocier aussi des réductions de la durée du travail. La règle est qu'il n'y aura pas de diminution légale en 1983 - et si de réduction générale dans la fonction publique -, à ceci près que la durée du travail des salariés travaillant de façon permanente en équipes successives, selon un cycle continu (4x8), ne devra pas être supérieure en moyenne à trente-cinq heures par semaine au 31 décembre 1983. Il s'agit ici d'un rappel de l'ordonnance du 16 janvier 1982. Cependant des accords de réduction restent possibles par la voie contractuelle, mais à condition qu'il y ait des « contreparties » en salaires (pas de compensation intégrale), en aménagements et productivité de manière à ce que ces diminutions « ne pèsent pas sur les coûts des entreprises ». Une orientation qui risque de relancer les polémiques inter-syndicales.

MICHEL NOBLECOURT.

Le Monde

L'informatique aujourd'hui

UN DOCUMENT DE 160 PAGES

réunissant des articles originaux et des textes publiés dans le Monde et actualisés

SOMMAIRE :

OUTILS ET EQUIPEMENTS : La révolution des matériels • L'informatique d'aujourd'hui et de demain • Quand l'ordinateur parle et écoute, les terminaux rompent leur isolement • Le rapprochement des réseaux • Vers de nouvelles générations de logiciels.

STRATEGIES ET POLITIQUES : Les forces en présence • La puissance américaine • Le challenger japonais • L'Europe dans un état • France : la longue marche • Une stratégie globale.

ECLAIREMENT DES UTILISATIONS : L'ordinateur aux champs • Les moyens de production bouleversés • A l'assaut des bureaux • La banque et l'ordinateur • Les hésitations des P.M.E. • Une nouvelle donne pour les collectivités locales • Les systèmes de communication • L'informatique et l'information • La naissance d'une industrie • L'ordinateur, outil de création • A l'école • Médecine et santé • A l'armée • L'électronique à la maison.

ENJEUX DE SOCIÉTÉ : La vide juridique • Informatique et libertés • Une technologie vulnérable • Travail et emploi • Formation : des efforts encore insuffisants • Le Vidéoex, nouveau média • Une chance pour les régions ? • Les flux transfrontières de données • Le fossé entre les nations • Un nouvel espace culturel.

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
A PARTIR DU 17 SEPTEMBRE - 28 F

Vous avez le BAC

Devenez un professionnel de qualité

Préparez en deux ans le diplôme du

WILSON INSTITUTE OF MANAGEMENT

agréé par

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

- GENEVE -

Le cursus pédagogique est basé sur un enseignement supérieur alterné : programmes de gestion et management au plus haut niveau à PARIS et SAN FRANCISCO et une véritable expérience internationale.

Pour toute information :
Université Libre Internationale
Service des admissions
World Trade Center - N. Ph. DOUBRE
110 avenue Louis-Costé, 1216 GENEVE (Suisse)
Tél. : (22) 988 989

Information téléphonique
pour la France :
(1) 683 47 13

La véritable préparation de votre avenir

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

- GENEVE -

Une sélection rigoureuse, la valeur de ses partenaires internationaux.

(Publicité)

Université de Grenoble, Institut d'administration économique et sociale, maîtrise d'administration économique et sociale, option « problèmes sociaux d'entreprise » - Formation permanente (début formation octobre 1982).

Public : personnels sociaux des entreprises

Renseignements : Dan Ferrand-Bachmann, Alain Blanc

I.A.E.S. B.P. 47X GRENOBLE Cedex - Tél. : (76) 42.57.27

FORMATION A TEMPS PARTIEL

Un système souple d'accession au

D.U.T. GESTION

OPTION "PERSONNEL"

pour salariés en activité
(convention de formation et congé-formation).

I.U.T. de Villetaneuse au Centre de Formation Continue
Avenue J.B. Clément - 93430 Villetaneuse
Tél. 821.61.70, poste 48.40 - 826.90.48, (ligne directe)

AFFAIRES

LA MORT DE MARCUS WALLENBERG

Le dernier des grands capitalistes suédois

Stockholm. — Si, depuis une quinzaine d'années, il est devenu une habitude en Suède de tutoyer le premier ministre et le commandant en chef des forces armées, personne n'aurait osé se permettre de telles familiarités avec le « docteur des sciences techniques et économiques » Marcus Wallenberg (1). Ce personnage à la stature sportive impressionnante n'intervenait jamais dans les querelles politiques, fidèle à la devise familiale : « *Esse non videtur* » (2). Ce n'est qu'à l'âge de quatre-vingt ans qu'il accepte, non sans faire de difficultés, de participer à une série de trois émissions télévisées qui révélaient un homme plutôt affable, mettant à l'honneur ses collaborateurs et réduisant volontiers son rôle personnel dans la construction de l'empire industriel.

Fausse modestie, car ce banquier a exercé, pendant plus de quarante ans, une influence économique prépondérante en Suède, et sa puissance était comparativement plus importante que celle des Rockefeller aux Etats-Unis. Aujourd'hui encore, le groupe contrôle vingt des plus grosses entreprises suédoises. Il emploie plus de quatre cent soixante-dix mille personnes, soit environ 10 % de la main-d'œuvre active, et a réalisé un chiffre d'affaires total, en 1981, de 168 milliards de couronnes (3), avec les deux cinquièmes de la valeur des sociétés cotées en Bourse.

La première pierre de l'empire familial fut posée par le capitaine André-Oscar Wallenberg qui fonda, en 1856, la Stockholm Enskilda Bank qui devait devenir la banque

tourmente des activités du groupe. Après des études à Genève, Londres, New-York, Paris et Berlin, Marcus Wallenberg prit la direction de la banque en 1946 avec son frère Jacob, et plaça les capitaux dont il disposait dans les investissements industriels et l'exploitation commerciale des inventions et innovations techniques. Il contribua largement à la fondation, en 1946, de la compagnie aérienne scandinave S.A.S., en effaçant les divergences de vues entre la Norvège, la Suède et le Danemark, et concentra ses activités dans les secteurs de l'industrie lourde et mécanique, le bois et le papier, les roulements à billes, les équipements électriques.

Avec la gauche

La plupart des multinationales suédoises appartiennent au groupe Wallenberg. La liste en est longue : les téléphones Ericsson, Electrolux, ASEA, S.K.F., Atlas-Copco, Alfa-Laval, Saab-Scania (automobiles et aéronautique), etc. Dans ces sociétés, les Wallenberg ne contrôlent que rarement la majorité du capital social ; mais leur influence est déterminante, et le « docteur » était encore président du conseil d'administration de neuf d'entre elles le mois dernier.

De l'avis général, la réussite de ces entreprises résidait dans le choix judicieux des cadres supérieurs, les « Wallenberg boys », et dans les compétences d'un patron efficace, champion des fusions et des restructurations rapides.

Ce formidable développement et cette concentration industrielle se

sont faits pendant les années où la gauche était au pouvoir en Suède, entre 1932 et 1976. Cela peut paraître étrange à première vue, mais les sociaux-démocrates ont toujours été réticents à l'idée de nationaliser les entreprises privées. En réalité, les « bourgeois », au gouvernement depuis six ans, ont plus nationalisé que les sociaux-démocrates pendant quarante-quatre ans. Ils se sont vus dans l'obligation de reprendre en main les secteurs touchés par la crise, comme la construction navale, la sidérurgie, le textile et la confection, et même l'industrie forestière.

Aucune entreprise malade ne faisait partie du groupe Wallenberg... Les « grosses » comme on les appelle ici — les socialistes grés, — parlant d'un réalisme prudent, considéraient que les industriels étaient les mieux placés pour gérer les entreprises, qu'il convenait de favoriser le développement économique, la tâche du gouvernement étant de redistribuer équitablement les fruits du succès et d'améliorer le niveau de vie de la population.

Les relations entre M. Erlander, premier ministre de 1946 à 1969, et Wallenberg étaient excellentes, et celui-ci déjeunait régulièrement avec M. Sträng, un autre pilier de la social-démocratie, réaliste et libéral, ministre des finances pendant vingt et un ans.

La capitale ne s'est jamais aussi bien portée en Suède qu'après la guerre, lorsque la gauche gouvernait. On estime généralement que le pays était dirigé dans les années 50 et 60 par MM. Erlander, Wallenberg et Geijer, le patron autoritaire de la Confédération générale du travail L.O. Et l'ancien chef du gouvernement déclarait mardi 14 septembre, à la suite du décès du dernier des grands capitalistes suédois : « Nous ne partageons pas, bien sûr, les mêmes idées politiques ; mais nous pensions tous deux sincèrement que, misant sur la recherche, la technique, les produits de haute qualité et la formation de la main-d'œuvre, l'industrie suédoise pouvait jouer un rôle dans le monde et était capable de relever le défi.

De notre correspondant

Wallenberg était un grand Suédois, dont le réseau de contacts internationaux était impressionnant et précieux. Des missions diplomatiques délicates lui ont d'ailleurs été confiées pendant la deuxième guerre mondiale pour expliquer à l'étranger notre politique de neutralité et commerciale. Il voulait faire de la Suède une nation riche, et considérait que le rôle de l'industrie était uniquement de fabriquer des marchandises à des prix compétitifs. Les spéculations financières ne l'intéressaient pas, et nous le consultions toujours avant de prendre des mesures économiques importantes, comme, par exemple, les dévaluations de la monnaie. Nous avons conservé la Suède moderne ensemble.

En ce qui concerne la participation, Marcus Wallenberg — « M.W. », comme l'appelaient ses collaborateurs de la banque — n'a pas attendu le vote des lois la régissant, entre 1973 et 1976, pour l'introduire dans ses entreprises, « à condition qu'elle ne ralentisse pas le processus de décision ». Et les syndicats ne cachent pas que les conditions de travail sont bien meilleures dans les sociétés privées que dans le secteur public.

La carrière de Wallenberg, symbole du capitalisme suédois, est jalonnée de succès, mais aussi de quelques échecs retentissants. Il souffrait, par exemple, en 1975, une fusion entre Volvo et Saab, car, à ses yeux, « il n'y avait pas de place en Suède pour deux industries automobiles ». Mais il fut contraint d'annuler son projet, en raison de l'opposition des employés de Saab qui craignaient de se faire « avaler » par leurs concurrents.

En berne

Mardi, le drapeau suédois était en berne sur le toit de la Scandinaviska Enskilda Banken, à Stockholm, ainsi que devant le Stade royal de tennis. Wallenberg était un passionné de ce sport et avait remporté à deux reprises le titre national, au début des années 20, avant d'être le premier Suédois à participer au tournoi de Wimbledon. Il a, par ailleurs, largement financé l'entraînement et les déplacements à l'étranger du jeune Borg.

Toute la Suède politique, industrielle et même syndicale lui tendait hommage. Pour le premier ministre, M. Fälldin, « Marcus Wallenberg était le plus grand industriel de l'his-

FAITS ET CHIFFRES

CANADA

Le Canada a élargi sa ligne de crédit auprès des banques étrangères de 3 à 4 milliards de dollars américains, afin de se donner le moyen d'intervenir contre toute attaque sur sa devise, a annoncé, le 15 septembre, le ministre des finances, M. Marc Lalonde. A la fin du mois d'août, les réserves canadiennes s'élevaient à 3,86 milliards de dollars, de nouveau en hausse après les attaques sur le dollar canadien enregistrées en juin. L'intervention de la Banque du Canada sur le marché avait coûté 2,35 milliards, sans empêcher la devise canadienne de tomber, en l'espace de quelques jours, de 81 cents pour un dollar américain, à 76,86 cents, la valeur la plus basse jamais enregistrée dans le pays. La crise terminée, le Canada a remboursé une partie des crédits contractés à ce moment, mais les nouvelles précautions financières laissent à penser que le ministre des finances, craint encore une hausse des taux américains qui pourrait mettre la devise canadienne en difficulté. — (A.F.P.)

ÉQUATEUR

Les autorités équatoriennes viennent de prendre contact avec les dirigeants de banques privées, de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international, afin d'obtenir des prêts d'un montant approximatif de 850 millions de dollars, pour le remboursement d'emprunts à court terme qui expirent en 1982 et 1983. Selon le président de la junte militaire, M. José Antonio Correa, Quito doit renégocier des crédits d'un montant de 140 millions de dollars pour 1982, et de 710 millions de dollars pour 1983. — (A.F.P.)

SUÈDE

Le taux suédois de chômage a atteint en août un nouveau record avec 166 000 personnes sans emploi, soit 3,7 % de la population active, contre 133 000 en juillet. En août, 69 000 demandeurs d'emploi avaient moins de vingt-cinq ans. — (A.F.P.)

toire suédoise ». L'actuel président de la centrale ouvrière, M. Nilsson, souligne, de son côté, son sens des responsabilités sociales et insiste sur le fait que ce grand banquier n'était intéressé que par les investissements productifs. Même les communistes saluent ses compétences de patron.

Marcus Wallenberg était le chef de la troisième génération d'une famille de diplomates, d'hommes d'affaires et de banquiers. Son oncle, Knut Agathon, a été ministre des affaires étrangères de 1914 à 1917 et l'un de ses cousins, Raoul, avait été envoyé, à la fin de la seconde guerre mondiale, par les Américains et les Suédois, à Budapest, pour sauver des dizaines de milliers de juifs des camps de concentration nazis en leur délivrant des passeports de protection. Il devait disparaître ensuite en Union soviétique.

« M.W. » ou « Dodde », comme l'appelaient ses intimes, avait réduit progressivement ses activités depuis 1974, date à laquelle il s'était encore dans une soixantaine de conseils d'administration. Toutefois, il continuait à contrôler de près ses

entreprises, en plaçant des hommes de confiance aux postes-clés.

Que va-t-il advenir de ce vaste empire ? Il n'y a pas de successeur évident : le fils aîné, Marc, s'est donné la mort en 1972 ; le petit-fils n'en est qu'à ses débuts dans la banque. Il n'est pas impossible que de nouveaux groupes financiers tentent de s'arracher les morceaux de l'empire. L'Etat, de son côté, étend de plus en plus son droit de regard dans les entreprises et les établissements financiers. L'ère du grand capitalisme privé suédois est sans doute terminée, et Marcus Wallenberg ne se faisait pas d'illusions. Il se considérait comme un « trait d'union entre deux époques ».

A. D.

- (1) Et non Marcus Wallenberg, comme nous l'a fait écrire une malheureuse coquille dans nos éditions de mercredi.
- (2) « *Esse non videtur* ».
- (3) Le budget de l'Etat s'élève pour 1981-1982 environ 160 milliards de couronnes. Le P.N.B. suédois a été, lui, de l'ordre de 600 milliards.

LA SOCIÉTÉ BENSON PASSE

SOUS LE CONTRÔLE DU GROUPE SCHLUMBERGER

La société Benson, l'une des rares P.M.I. françaises à avoir acquis une réputation internationale dans un domaine de haute technologie — les machines à dessiner automatiques, dont elle est le numéro 2 mondial, — passe sous contrôle de Schlumberger. En négociation depuis plusieurs mois (le Monde du 24 juin), l'opération a été officiellement annoncée le 15 septembre.

Le groupe américano-français, dirigé par M. Jean Riboud, va racheter par une de ses filiales françaises au moins 70 % du capital de Benson. En fait, il semble que la quasi-totalité des actionnaires de la P.M.I. (1) vendront leurs titres à Schlumberger.

A l'origine, Benson espérait financer sa très forte croissance — le chiffre d'affaires est passé de 55 millions de francs en 1978 à 300 millions en 1981 — par son

introduction en Bourse. Or, au printemps dernier, Schlumberger, qui mène une active politique de diversification vers la micro-électronique et la conception assistée par ordinateur, avait formulé une offre de rachat fort alléchant pour les principaux actionnaires de la P.M.I.

L'opération, qui a reçu l'agrément des autorités françaises, va donc faire passer Benson dans le giron de Schlumberger. Le prix de la cession n'a pas été divulgué, mais on peut estimer qu'il se situe aux environs de 300 millions de francs. Les dirigeants de l'entreprise — dont son P.-D.G., M. Mourier — restent en place.

- (1) La répartition du capital de Benson était la suivante : CODIF (IDF), 25 % ; Varian, 20 % ; Caisse des dépôts, U.A.P., Brown, 9 % ; chacun Bessal, 18 % ; les dirigeants de la société se partageant environ 10 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER

Schlumberger et Benson annoncent conjointement qu'à la suite d'un accord avec les principaux actionnaires de Benson, Schlumberger va acquérir une participation majoritaire dans le capital de Benson.

Benson est spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes de dessin assistés par ordinateur. Plus de dix mille systèmes Benson sont actuellement en service dans la plupart des pays industrialisés.

Benson compte deux centres de développement et de fabrication, l'un en France et l'autre en Californie et com-

prend des filiales de commercialisation dans les principaux pays européens.

Cet accord renforce la position de Schlumberger dans le domaine des systèmes assistés par ordinateur.

Le chiffre d'affaires de Benson a été de 300 millions de francs en 1981, dont près de la moitié réalisés aux Etats-Unis.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (C.M.M.)

Lors de sa réunion du 9 septembre, le conseil d'administration a examiné les résultats financiers du premier semestre 1982.

Le chiffre d'affaires de la société métallurgique (C.M.M.) est de 29,2 MF contre 26 MF pour le premier semestre 1981 et 52 MF pour l'ensemble de l'année 1981. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé (filiales à plus de 50 %) s'élève à 55 MF, soit environ le même montant que pour les six premiers mois de 1981.

Le bénéfice d'exploitation de la société métallurgique est de 3,7 MF contre 2,8 MF pour le premier semestre 1981 et 4,9 MF pour l'ensemble de l'année 1981. Le bénéfice net après impôt est de 1,8 MF contre 1,2 MF au premier semestre 1981 et 2,9 MF pour l'année 1981.

Le président a souligné le fait que la progression des résultats du premier semestre 1982 par rapport à la même période de l'année précédente, résultats qui ne sont d'ailleurs pas exactement comparables, ne peut nullement préjuger de ce que sera celle de l'ensemble de l'exercice.

Le conseil a, d'autre part, décidé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire à laquelle il sera proposé d'autoriser le conseil à augmenter le capital de la société, en une ou plusieurs fois et dans les cinq ans à venir, d'un montant maximum de 20 millions de francs nominal.

CHEFS D'ENTREPRISE

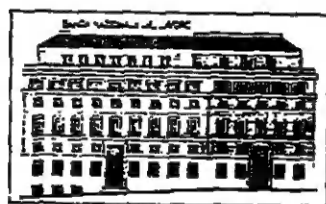
Le Monde

VOUS PROPOSE
MARDI ET MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS
A PARTIR DU 5 OCTOBRE

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
DEPUIS 1875

5 RUE DE CASTIGUONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS-LONDRES-NEW YORK

Meyrowitz



SITUATION ABREGEE DES COMPTES 1981

L'Assemblée Générale des participants au capital de la Banca Nazionale del Lavoro, qui s'est tenue le 24 Avril 1982, a approuvé le bilan de l'exercice 1981 et pris acte avec satisfaction des progrès constants de la Banque et de ses sept Sections:

Section pour le crédit à l'industrie, Section pour le crédit foncier, Section pour le crédit hôtelier et touristique, Section pour le financement des travaux publics et des installations d'utilité publique, Section pour le crédit cinématographique, Section pour le crédit théâtral, Section pour le crédit coopératif

Les principales données du bilan sont:

	1980 (en milliards de Lires)	1981 (en milliards de Lires)	Augmentation en %
Dépôts clientèle	L. 39.407	L. 45.979	17
Fonds administrés	» 43.785	» 50.703	16
Crédits par caisse	» 27.220	» 34.602	27
Crédits non par caisse	» 3.759	» 5.133	36
Capital et réserves	» 647	» 700	8
Provisions pour risques	» 784	» 1.131	44
Bénéfice net	» 35	» 46	31
Personnel employé par le groupe BNL et ses Sections	21.101	22.189	5



BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

150 م الجبل

rédois

BOURSE DE PARIS Comptant 15 SEPTEMBRE

VALEURS	%	% du	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	---	------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

3 %.....	22 85	2 877	Crédit Univer.	315	303	Marseille Créd.	Étrangères	S.K.F. (Appl. mée.)	54 80	58 50
----------	-------	-------	---------------------	-----	-----	----------------------	------	------	------------	---------------------	-------	-------

5 %	35 70	3 110	Creston	180 90	88	Wagon Displays	298	290 60	John Crane	74	....
3 % mort. 45-54..	71	0 378	C. Subl. Seiner	108	....	Mic	344	....	Union	202	....
								AEG	S1	....	....
									Union S.A.	125	....

4 1/4 % 1983...	102	4 565	Debitory S.A.	73 10	....	Alors	185	181	Alors	73 10	73	.....
Exp. N. Eq. 5 % 87.	108 50	1 759	De Dicitrich	330	320 10	Nadella S.A.	6 75	....	Alors Alors	178	176	.....

HORS-COTE[illegible]

5,80 % 78/83....	79 80	1 772	Deirao-Vaqueux ...	488	484 60	Nicolas.....	341	336	Astorianne Mines	82 10	62 10	15/5	Frais	Incien	net
6,80 % 78/86....	80 60	6 702	Dév. Rég. P.d.C.L.R.	116 80	....	Modet-Garcis	90	87	Rio Pied Escorial	68	53 80				

10,80 % 79/84...	81 90	0 365	Didot-Bottin	266	268	Occident. Parl.	27 80	E. N. Manque	7 25	SICAV
13,25 % 80/90...	92 60	3 812	Dist. Indochine	286	286	Op. Public	97	101	B. Régl. Interm.	40100	40610	

13,80 % 80/87...	93 90	12 686	Drag. Trav. Pub. ...	183 20	160	Optory	72 10	72 10	Barlow Road	52	118 10	Actions France	157 24	150 11
13,80 % 81/89...	94	9 226	Grand	228 20		Optory	72 10	72 10	Ball Canada	120 50	118 10			

16.75 % 81/87 ...	102 95	0 276	Dunlop	3 80	3 80	Unifor	125	130 10	Blyvoor	95	...	Actieve	186 61	178 05
16.20 % 82/90 ...	100 06	10 918	...	...	...	Painle	296	308	Bowstar	27 20	28 80	Actieve	215 53	205 76

HORS-COTE

Solcourt terme	11 923 47	11 701 14
Soléc. Mobil. Dis.	240 75	229 83

S.F.1. Fiveter	175.39	187.36
Sélection-Rendm.	148.37	141.64

.....	709	709	Samuel Val. Franc.	156 80	148 60
.....	151	150 10	S.F.I. lt. et dec.	325 65	291 79

